

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und –methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Ort/Datum Zürich, 20.08.2014

Betreff **Entwurf des Bundesgesetzes über die Geldspiele (Geldspielgesetz, BGS)**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen, dass Sie uns die Möglichkeit einräumen, uns zum Entwurf des Bundesgesetzes über die Geldspiele äussern zu können. Wir beschränken uns dabei ausdrücklich auf die Handhabung der „Gewinnspiele und Wettbewerbe zur Verkaufsförderung“ gemäss E-BGS Art.1 Abs.2 lit. d.

Wir schliessen uns hiermit der diesem Schreiben beiliegenden Stellungnahme der Coop vom 20.8.2014 sowohl bezüglich der darin enthaltenen Anträge wie auch der Begründung vollumfänglich an.

Besonders hervorheben möchten wir folgende Argumente:

Gewinnspiele zur Verkaufsförderung, die während einer begrenzten Zeit durchgeführt werden, sind nach der Erfahrung der Migros eine bei einem Grossteil der Kunden sehr beliebte Marketingmassnahme. Gewisse Kunden mögen sie allenfalls überflüssig oder lästig finden – als kriminelle Machenschaften werden sie aber sicherlich nie eingeschätzt. Leider findet eben diese „Kriminalisierung“ aufgrund der unsicheren Rechtslage in der Schweiz statt. Die Migros musste sich – wie andere Wettbewerber auch – mit Bezug auf durchgeführte Gewinnspiele zur Verkaufsförderung vor Strafbehörden verteidigen. Die unsichere Rechtslage im Bereich der verkaufsfördernden Massnahmen, insbesondere mit Bezug auf die im Einzelfall schwierige Auslegung des Terminus „zu gleichen Bedingungen auch gratis“, und das damit einhergehende Risiko einer Strafanzeige ist für die Detailhändler sowie andere Händler in höchstem Masse unbefriedigend. Die unbefriedigende Rechtslage könnte dazu führen, dass Gewinnspiele zur Verkaufsförderung nicht mehr durchgeführt werden können.

Die Schweiz kann sich aus Sicht der Migros im heutigen Umfeld schlicht nicht leisten, den Schweizerischen Anbietern verkaufsfördernde Massnahmen zu verbieten, welche im grenznahen EU-Ausland zulässig sind und somit Kunden aus der Schweiz abziehen.

Migros-Genossenschafts-Bund

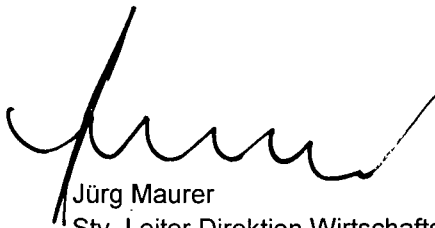
Wir danken für die Berücksichtigung unserer Anmerkungen sowie der Stellungnahme von Coop und dabei insbesondere der von Coop ausgearbeiteten Hauptanträge sowie des Alternativvorschlages.

Für allfällige Rückfragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung

Freundliche Grüsse
Migros-Genossenschafts-Bund

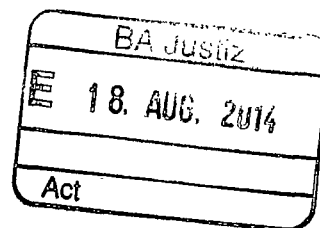


Andrea Moser
Leiterin Direktion Legal & Compliance



Jürg Maurer
Stv. Leiter Direktion Wirtschaftspolitik

Office fédéral de la justice
Domaine de direction Droit public
Unité Projets et méthode législatifs
Bundesrain 20
3003 Berne



Neuchâtel, le 5 août 2014

Réponse à la consultation sur le projet de loi fédérale sur les jeux d'argent

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil fédéral a chargé le DFJP de consulter les milieux intéressés sur le projet de la loi fédérale sur les jeux d'argent. Notre prise de position concernant le projet de loi fédérale sur les jeux d'argent est la suivante :

Les produits bruts des jeux des casinos et les taxes y afférentes versées à l'AVS et aux cantons sont en fort recul depuis 2007. En 2013, ils sont même tombés au-dessous du niveau de l'année 2004, bien que deux nouveaux casinos aient été ouverts entre-temps à Neuchâtel et à Zurich.

Comparaison annuelle 2007 à 2013:

Produit brut des jeux:	moins 27% (soit CHF 274 millions de moins)
Impôt sur les maisons de jeu:	moins 34% (soit CHF 183 millions de moins)

Le recul des produits bruts des jeux est principalement imputable aux fournisseurs concurrents, qui ne sont guère contrôlés, quand ce n'est pas du tout, et qui peuvent donc agir en toute liberté. Les clients sont toujours plus nombreux à abandonner les maisons de jeu suisses pour ces offres – en partie très novatrices. Celles-ci peuvent être subdivisées comme suit:

- a) offres dans les régions frontalières
- b) offres en ligne
- c) jeux illégaux, notamment dans les bars et les clubs

a) Offres dans les régions frontalières

De nouvelles maisons de jeu en France et un grand nombre de salles de jeu dans le sud de l'Allemagne ont été érigées ces dernières années. En Italie du Nord, ce sont plusieurs milliers d'appareils à sous supplémentaires qui ont été installés. Pour les maisons de jeu suisses, cela représente une perte annuelle d'env. CHF 100 millions du volume du produit brut des jeux. En outre, de nombreux clients ont migré vers les maisons de jeu en place dans les régions frontalières.

b) Offres en ligne

En 2012, le volume de marché des jeux de casinos en ligne offerts en Suisse depuis l'étranger s'est élevé à env. CHF 100 millions. Tendance à la hausse.

c) Jeux illégaux, notamment dans des bars et des clubs

Des bandes organisées exploitent dans une proportion croissante des clubs de jeux illégaux. Le volume du produit brut des jeux était estimé à CHF 150 millions en 2011. La situation s'est encore dégradée depuis.

Ces nouvelles offres captent immédiatement la demande pour des jeux intéressants et novateurs et entraînent une baisse des chiffres d'affaires des casinos suisses et pèsent sur l'AVS. En même temps, les mesures efficaces

de protection contre les dangers du jeu qui sont prises par les maisons de jeu sont contournées. Cette évolution doit être stoppée.

Le projet loi sur les jeux d'argent affaiblit la capacité concurrentielle des maisons de jeu et se traduit par un nouveau recul des chiffres d'affaires des casinos et des impôts versées à l'AVS et aux cantons. Cette évolution doit être stoppée avec la nouvelle loi sur les jeux d'argent. Le législateur doit revenir à ses objectifs initiaux. Les Suisses doivent jouer dans les casinos suisses contrôlés et surveillés, et non avec des exploitants étrangers et illégaux. Ceci présuppose que les casinos suisses soient attractifs pour les clients. Les impôts correspondantes couleront ainsi dans les caisses de l'AVS et non vers l'étranger.

Dans un tel contexte, il est impératif que la nouvelle loi sur les jeux crée des conditions cadres qui améliorent la compétitivité des casinos suisses. A propos du présent projet de loi, nous faisons les propositions centrales suivantes:

- Définition positive et compétitive des jeux de casino
- Permettre l'introduction rapide d'innovations
- Limitation des automates de loterie (Tactilo) à leur état actuel
- Aucun tournoi de jeux d'argent en dehors des maisons de jeu
- Empêchement rapide et efficace des jeux illégaux aussi sur Internet
- Renonciation à la commission de prévention

Avec nos cordiales salutations

1. Propositions principales

1.1 Définition positive et compétitive des jeux de casino

A l'art. 3 du projet de loi, les loteries, les paris sportifs et les jeux d'adresse sont définis sous une forme positive et décomposés en jeux de petite et grande envergure. Les jeux de casino sont déterminés dans une phrase de forme négative et constituent une grandeur résiduelle (« ni des jeux de grande envergure, ni des jeux de petite envergure »).

La notion de loterie apparaît dorénavant sans le critère limitatif de planification, qui délimitait jusqu'alors les jeux de loterie des jeux de casinos. Il devient ainsi loisible aux loteries d'élargir leur offre. Conjointement à la définition négative des maisons de jeu prévue dans le projet de loi, ceci conduit inévitablement à une nouvelle limitation de l'offre de jeux des casinos. Ce mécanisme de délimitation est inacceptable. Les jeux des casinos doivent être définis dans une forme positive.

En contrepartie de l'élargissement de la définition des loteries, on exige qu'il soit dorénavant possible de proposer *dans les maisons de jeu* tous les jeux d'argent (également en ligne) à un nombre limité de participants. Dans les casinos terrestres, le nombre de participants est de facto limité par les contraintes d'espace. Dans le domaine en ligne, le nombre de participants est limité par chaque jeu. La seule autorité de surveillance des maisons de jeu reste la CFMJ. Le produit brut des jeux de tous les jeux exploités dans des maisons de jeu reste soumis à l'impôt sur les maisons de jeu. La constitutionnalité de cette proposition est avérée, puisque les jeux d'argent ne peuvent pas être proposés à plusieurs endroits (à l'exception des jeux en réseau, mais la constitution les exclut aussi de la compétence des cantons). Les paris sportifs ne doivent pas être exploités par des maisons de jeu, mais peuvent y être proposés.

Proposition: nouvelle formulation de l'art. 3 et de l'art. 16

Art. 3 Définitions

Au sens de la présente loi, on entend par:

- a. jeux d'argent: les jeux qui, moyennant une mise d'argent ou la conclusion d'un acte juridique, laissent espérer un gain pécuniaire ou un autre avantage appréciable en argent;
- b. loteries: les jeux d'argent auxquels peuvent participer un nombre illimité de personnes et dont le résultat est déterminé par un tirage au sort commun ou par un procédé analogue;
- c. paris sportifs: les jeux d'argent dans lesquels le gain dépend de la justesse d'un pronostic concernant le déroulement ou l'issue d'un événement sportif;
- d. jeux d'adresse: les jeux d'argent dans lesquels le gain dépend totalement ou principalement de l'adresse du joueur;
- e. jeux de grande envergure: les loteries, paris sportifs et jeux d'adresse exploités de manière automatisée, au niveau intercantonal ou en ligne; ~~les systèmes de jackpot des maisons de jeu ne font pas partie de ces jeux;~~
- f. jeux de petite envergure: ~~les loteries et paris sportifs et tournois de jeux d'argent¹~~ qui ne sont exploités ni de manière automatisée, ni au niveau inter-cantonal, ni en ligne (petites loteries, paris sportifs locaux, ~~petits tournois de jeu d'argent~~);
- g. jeux de casino: ~~les jeux qui ne sont ni des jeux de grande envergure, ni des jeux de petite envergure~~ **des jeux d'argent auxquels prennent part un nombre limité de personnes et qui sont exploités dans une maison de jeu. Les jeux peuvent aussi être exploités en ligne et mis en réseau entre eux. Les paris sportifs ne sont pas considérés comme des jeux de casino.**

Art. 16 Obligation de détenir une autorisation

1 L'exploitation des jeux de casino est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de la CFMJ.

¹ Pour le tournois de poker voir chiffre 1.4

2 Il est possible de prévoir une procédure simplifiée de renouvellement de l'autorisation.

~~3 La CFMJ peut autoriser également la titulaire de la concession à organiser des petits tournois de jeux d'argent.~~

~~3 Les maisons de jeu peuvent proposer la participation à des jeux d'argent qui sont exploités par des tiers.~~

~~La maison de jeu a besoin pour cela d'une autorisation de la CFMJ.~~

4 Dans le cadre des jeux de casino, les maisons de jeu peuvent établir une connexion entre les jeux et les jackpots à l'intérieur de l'établissement et avec d'autres maisons de jeu. Le Conseil fédéral fixe les conditions d'exploitation.

5 Le Conseil fédéral détermine dans quelle mesure la CFMJ peut autoriser les maisons de jeu à collaborer avec des exploitants de jeux d'argent nationaux ou internationaux.

1.2 Permettre l'introduction rapide d'innovations

Les maisons de jeu suisses voient leurs possibilités d'innovation déjà très limitées par la législation en vigueur sur les maisons de jeux et encore davantage par le projet de loi. Les machines à sous et les jeux de table courants au niveau international, certifiés et autorisés dans les maisons de jeu du monde entier, doivent remplir en Suisse des conditions spéciales et traverser une nouvelle fois une procédure coûteuse et compliquée d'homologation. Des fabricants internationaux de machines à sous ne sont que rarement disposés à adapter leurs appareils aux prescriptions spéciales du petit marché suisse, si bien que de nombreux jeux proposés à l'étranger ne peuvent pas être offerts ici. Ceci restreint inutilement la capacité concurrentielle des maisons de jeu suisses par rapport aux offres étrangères et illégales.

L'introduction rapide et non bureaucratique des innovations est capitale sur le marché de jeux d'argent et devient impérieuse, notamment aussi pour le marché en ligne. La branche des maisons de jeu exige que l'introduction de nouveaux jeux soit fortement simplifiée avec la loi sur les jeux d'argent et que les prescriptions techniques des jeux correspondent aux règles en usage au niveau international. Des certifications internationales reconnues doivent être prises en compte (presque tous les fabricants disposent déjà de telles certifications). La modification proposée de l'art. 18 correspond à la disposition de l'art. 25 applicable aux jeux de grande envergure.

Proposition: modification des art. 17 et 18

Art. 17 Exigences

1 Les jeux doivent être conçus de façon à pouvoir être exploités de manière correcte et transparente.

2 Les jeux exploités en ligne doivent être conçus en outre de façon à pouvoir s'accompagner de mesures appropriées de protection contre le jeu excessif.

3 Le Conseil fédéral édicte les prescriptions techniques nécessaires à la mise en œuvre des exigences fixées aux al. 1 et 2. ~~Il applique pour cela les règles en usage au niveau international, dans la mesure où la présente loi ne s'y oppose pas. Il tient compte des règles en usage au niveau international.~~

Art. 18 Indications et documents

~~1 La maison de jeu fournit à l'autorité accordant l'autorisation des indications sur~~

~~a la conception et l'exploitation des jeux des points de vue technique, organisationnel et financier ;~~

~~b les mesures visant à assurer une protection contre le jeu excessif et une exploitation correcte et transparente des jeux.~~

~~1 Dans la demande de concession, la maison de jeu fournit des indications concernant le respect des exigences fixées à l'art. 17.~~

~~2 La maison de jeu qui souhaite exploiter un jeu de casino automatisé ou en ligne fournit à la CFMJ le certificat d'un organisme de vérification accrédité attestant la conformité du jeu aux prescriptions techniques.~~

~~3 Le Conseil fédéral peut édicter des dispositions sur la vérification et l'évaluation de la conformité des jeux de casino automatisés ou exploités en ligne aux prescriptions techniques. Il tient compte des règles en usage au niveau international.~~

2 La maison de jeu n'est pas tenue de fournir les indications et les documents visés aux al. 1 et 2 si elle peut apporter la preuve qu'ils ont déjà été fournis faits auparavant dans le cadre d'une autre procédure.

1.3 Limitation des automates de loterie (Tactilo) à leur état actuel

Un principe central à la base de la loi sur les maisons de jeu était que les automates à sous devaient disparaître des restaurants et des bars et n'être exploités que dans les salles contrôlées des maisons de jeu. C'est la seule manière d'aboutir à une protection efficace de la jeunesse et sociale. Ce principe doit rester valable.

La Loterie Romande exploite depuis plusieurs années 700 automates de loterie (Tactilo). Ces automates sont librement accessibles dans des restaurants et des bars. Ils offrent la même expérience de jeu que les automates à sous dans les maisons de jeu. Cette évolution va dans le mauvais sens si l'on vise une politique cohérente en matière de jeux d'argent. Elle se traduira finalement par la possibilité d'accéder à nouveau librement à des automates à sous dans des restaurants et des bars. En 2013, la Loterie Romande a réalisé avec ses 700 automates de loterie un produit brut des jeux de CHF 93,5 millions. Ceci correspond à peu près au produit brut des jeux que les trois casinos de Montreux, Fribourg et Courrendlin ont dégagé ensemble avec 640 automates à sous.

Par conséquent, les automates de loterie de la Loterie Romande devraient être interdits et démontés. Toutefois, ces automates contribuent pour une large part aux fonds affectés à des buts d'utilité publique en Suisse romande. Ces moyens ne doivent pas être enlevés à l'utilité publique. Mais dans le sens d'une politique cohérente en matière de jeux, il faut faire en sorte que le nombre d'automates de loterie en Suisse romande ne puisse pas être augmenté et qu'aucun automate de ce genre ne soit installé en Suisse alémanique et au Tessin. En d'autres termes, il faut maintenir le statu quo.

Proposition: modification de l'art. 60

Art. 60 Commercialisation de jeux de grande envergure

1 Seuls les détenteurs d'une autorisation d'exploitant ou les tiers qu'ils ont mandatés peuvent commercialiser des jeux de grande envergure. L'organisation à titre professionnel de sociétés de joueurs visant la participation de tiers à des jeux est interdite.

2 Les jeux de grande envergure sont commercialisés uniquement dans des maisons de jeu ou dans des lieux publics qui ne sont pas destinés principalement à l'exploitation de jeux d'argent et qui ne ressemblent pas à une maison de jeu ou à une salle de jeux.

3 La participation à des jeux de grande envergure ne peut pas être proposée par le biais d'automates avec lesquels le jeu se déroule presque automatiquement et en un bref laps de temps. Les automates de ce genre, en exploitation au moment de l'entrée en vigueur de cette loi, peuvent toujours être exploités et modernisés, mais leur nombre ne doit pas augmenter. Les appareils en libre-service sont autorisés.

1.4 Aucun tournoi de jeux d'argent en dehors des maisons de jeu

La branche des casinos rejette l'introduction de petits tournois de jeux d'argent. De telles manifestations ne pourraient être contrôlées qu'à grands frais et constitueraient ainsi la porte d'entrée aux jeux d'argent illégaux. Le montant des mises effectives, le genre de jeu, le nombre de participants, etc. ne peuvent en pratique pas être contrôlés. Lors de la libéralisation des tournois de poker par la CFMJ, près de 300 locaux organisant sans cesse des tournois ont vu le jour en Suisse. Plus de 100 tournois étaient organisés chaque fin de semaine. Ceux-ci étaient à peine surveillés, permettant ainsi le développement rapide d'une scène illégale. On peut s'attendre à un développement similaire avec une nouvelle autorisation de tournois de jeux d'argent. Par ailleurs, les petits tournois de jeux d'argent ne seraient soumis à aucune protection efficace de la jeunesse et sociale.

L'offre de jeu illégale et incontrôlée s'accroît sans cesse. Des bandes organisées détournent, dans des clubs de jeux illégaux, près de 150 millions de francs du marché légal des jeux d'argent. Ceci n'a pas seulement des conséquences négatives pour les exploitants de maisons de jeu suisses, mais se traduit également par des pertes fiscales et une diminution des entrées de l'AVS. Et ces offres ne comprennent évidemment aucune mesure de protection contre la dépendance au jeu. La stricte protection sociale dans les maisons de jeu suisses tourne ainsi à l'absurde. Le passé a démontré que la mise en place d'une offre de jeux quasiment incontrôlée représente un point d'entrée aux jeux de hasard illégaux.

Il est impossible de comprendre pourquoi le projet de loi veut laisser émerger ici une branche parallèle, qui dépasse en outre de loin la demande de la motion de la commission des Affaires juridiques (rapporteur, le CN Lukas Reimann, SG/UDC). Celle-ci était limitée aux tournois de poker avec une faible mise et des gains modestes.

Proposition: suppression de l'art. 35 et adaptation des articles y afférents.

1.5 Empêchement rapide et efficace des jeux illégaux aussi sur Internet

La loi sur les maisons de jeu en vigueur interdit aux casinos suisses de proposer leur jeux en ligne. Les sociétés suisses de loterie offrent depuis longtemps et de plus en plus des jeux en ligne sur Internet (www.swisslos.ch et www.loro.ch). Depuis de nombreuses années, des casinos Internet étrangers illégaux sont librement accessibles depuis la Suisse. Il en résulte une distorsion du marché qui doit être rapidement éliminée.

Le rapport-Paysage des casinos en Suisse de l'année 2006, qui a été approuvé par le Conseil fédéral, proposait déjà de lever l'interdiction des jeux en ligne. La nouvelle loi sur les jeux d'argent supprimera maintenant définitivement l'interdiction des jeux de hasard en ligne. La loi ne doit toutefois entrer en vigueur qu'en 2018 ou plus tard. Ceci est beaucoup trop tard et inacceptable pour la branche des maisons de jeu. Il est donc proposé que l'interdiction des jeux en ligne soit levée aussi vite que possible et que les dispositions de la loi sur les jeux d'argent concernant la réglementation en ligne entrent plus tôt en vigueur. Si ce n'est pas le cas, les propositions de jeux illégaux, qui n'offrent aucune mesure de protection contre la dépendance au jeu, subsisteront et les chiffres d'affaires et recettes fiscales continueront de partir vers l'étranger au lieu de renflouer les caisses de l'AVS.

Le projet prévoit à juste titre de bloquer par des mesures techniques l'accès à la Suisse pour les exploitants de jeux étrangers illégaux. Mais ces mesures peuvent être détournées de manière relativement facile par des joueurs avisés. La loi sur les jeux d'argent doit donc créer une base légale pour des mesures supplémentaires permettant également de bloquer les transactions financières vers des fournisseurs de jeux illégaux.

Proposition: introduction d'un nouvel article 94bis et modification de l'art. 146

Art. 94bis Mesures de blocage des transactions financières

Le Conseil fédéral peut prendre des mesures pour empêcher des transactions financières relatives à des offres de jeux accessibles mais interdites en Suisse.

Art. 146 Référendum et entrée en vigueur

1 La présente loi est sujette au référendum.

2 Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

3 Les dispositions d'extension de la concession au droit d'exploitation de jeux en ligne entreront en vigueur plus tôt.

Outre l'entrée en vigueur anticipée, l'interdiction des jeux en ligne dans les casinos doit être supprimée dans l'annexe «Abrogation et modification d'autres actes».

1.6 Renonciation à la commission de prévention

Le projet de loi prévoit aux art. 83–87 une nouvelle commission de prévention qui doit se composer de douze membres. La branche des maisons de jeu rejette cette commission pour les raisons suivantes:

a) Les mesures de prévention en vigueur des maisons de jeu sont efficaces:

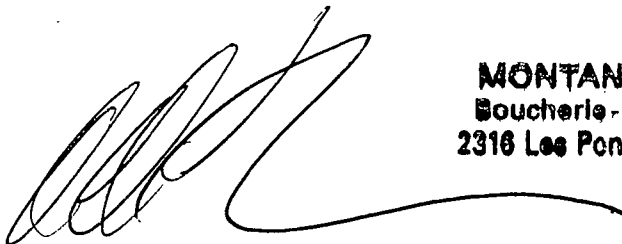
Les maisons de jeu suisses appliquent déjà aujourd'hui les mesures de prévention et de détection précoce de la dépendance au jeu les plus sévères du monde. Le projet de loi reprend les innombrables obligations des casinos pour la protection contre le jeu excessif (art. 69–81). Ces mesures s'appliquent directement aux joueurs concernés. Chaque année, les maisons de jeu interdisent de jeux près de 3000 personnes soupçonnées d'addiction aux jeux, ce qui représente aujourd'hui plus de 30'000 personnes. Des études mandatées par la CFMJ montrent que l'addiction au jeu n'a pas augmenté depuis l'ouverture des casinos en 2002. Les mesures de prévention existantes des maisons de jeu sont donc particulièrement efficaces.

b) La nouvelle commission de prévention fait double-emploi:

Les maisons de jeu sont déjà aujourd'hui tenues par la loi de collaborer avec des spécialistes de la prévention. De tels spécialistes sont également représentés dans la CFMJ et la Comlot. Le projet de loi oblige les cantons à prendre des mesures de prévention contre le jeu excessif (art. 82). De plus, le projet de loi prévoit la création d'un nouvel organe de coordination auquel la loi sur les jeux d'argent confie également la mission de prévention de la dépendance au jeu (art. 115).

La création d'une nouvelle commission de prévention ferait double-emploi, se traduirait par une distribution confuse des compétences et par des charges administratives supplémentaires, sans laisser paraître une utilité visible en faveur d'une protection efficace des joueurs.

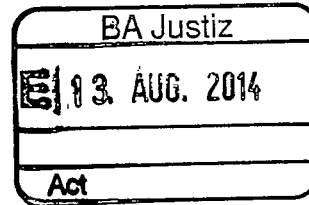
Proposition: suppression des art. 83–87.



MONTANDON S.A.
Boucherie - Charcuterie
2316 Les Ponts-de-Martel

Herr
Heinz Suter
Moser Suter Weber AG
Postfach
Wabernstrasse 34
3000 Bern 23

August 2014



Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Vernehmlassungsantwort zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat am 30. April 2014 das Vernehmlassungsverfahren zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele eröffnet. Mit dem Geldspielgesetz sollen die geltenden Spielbanken- und Lotteriegesetze in einem Gesetz zusammengeführt werden.

Der vorliegende Entwurf zum Geldspielgesetz schwächt jedoch die Wettbewerbsfähigkeit der Spielbanken und führt letztendlich zu einem weiteren Rückgang der Casinoumsätze, was sich wiederum unmittelbar auf die Abgaben an AHV und Kantone auswirkt.

Die Bestrebungen sollten künftig dahin gehen, dass wer in der Schweiz wohnt, in kontrollierten und überwachten Schweizer Casinos spielt und nicht ausländische und illegale Angebote favorisiert. Voraussetzung dafür sind attraktive Schweizer Casinos.

Vor diesem Hintergrund ist es unerlässlich die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Spielbanken zu stärken. Zum Entwurf des Geldspielgesetzes stelle ich deshalb folgende Hauptanträge:

- Positive und wettbewerbsfähige Definition der Spielbankenspiele
- Ermöglichung einer raschen Einführung von Innovationen
- Beschränkung der Lotterie-Automaten (Tactilos) auf den heutigen Stand
- Keine Geldspieltourniere ausserhalb von Spielbanken
- Rasche und wirksame Verhinderung des illegalen Spiels auch im Internet
- Verzicht auf Präventions-Kommission

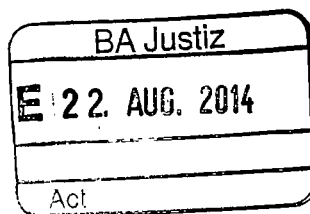
Hiermit verweise ich auf die Stellungnahme der Casinobranche und schliesse mich dieser Vernehmlassungsantwort an, in welcher die oben erwähnten Hauptanträge detailliert erläutert sind.

Freundliche Grüsse

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'H. Suter'.

Heinz Suter

12.8.14



Zofingen, 19. August 2014

Vernehmlassungsantwort Nationale Arbeitsgemeinschaft Suchtpolitik (NAS-CPA) **Bundesgesetz über Geldspiele (Geldspielgesetz, BGS)**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Möglichkeit zur Stellungnahme des Entwurfs des Bundesgesetzes über Geldspiele. Im Grossen und Ganzen steht unterstützt die Nationale Arbeitsgemeinschaft Suchtpolitik (NAS-CPA) den vorgelegten Entwurf des neuen Geldspielgesetzes. Dennoch gibt es Lücken in Bezug auf den Spielerschutz, die es aufzuheben gilt. Diese werden untenstehend dargestellt, und es werden konkrete Vorschläge zur Anpassung der entsprechenden Gesetzesartikel gemacht.

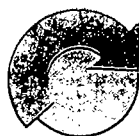
Als suchtpolitische Informations-, Vernetzungs- und Koordinationsdrehscheibe von knapp 30 Organisationen der Fachwelt und der Zivilgesellschaft hofft die Nationale Arbeitsgemeinschaft Suchtpolitik (NAS-CPA) insbesondere, dass den hier formulierten Anliegen gleich grosse Beachtung geschenkt wird wie den Interessen der Anbieterinnen und Anbieter von Geldspielen.

Für Fragen stehen wir Ihnen jederzeit gern zur Verfügung.

Mit bestem Dank und freundlichen Grüssen

Marina Carobbio
Präsidentin NAS-CPA

Stefanie Knocks
Koordination NAS-CPA



Zu den Artikeln im Einzelnen

A. KANTONE

1. Finanzierung der Aufgaben der Kantone

Das neue Gesetz stärkt die Kompetenzen der Kantone in Bezug auf die Prävention, Beratung und Behandlung von Glücksspielsucht, was sehr lobenswert ist. Konkret werden die Kantone dazu verpflichtet, Massnahmen zur Prävention von exzessivem Geldspiel zu ergreifen sowie Beratungs- und Behandlungsangebote für spielsuchtgefährdete und spielsüchtige Personen und für deren Umfeld anzubieten. Das Gesetz sieht aber keine Abgabe für die Finanzierung dieser Aufgaben vor. Die NAS-CPA schlägt vor, dass diese Steuer vom Steuerbetrag abgezogen wird, den die Casinos der AHV/IV ausschütten.¹

Die Spielsucht kostet die Schweiz jährlich zwischen CHF 551 Mio. und CHF 648 Mio.² Heute existiert eine Präventionssteuer, die aber ausschliesslich auf den Bruttoeinnahmen der Lotterie- und Wettspiele erhoben wird (Art. 18 der Interkantonalen Vereinbarung über die Aufsicht und sowie die Bewilligung und Ertragsverwendung von interkantonal und gesamtschweizerisch durchgeführten Lotterien und Wetten). Die AkteurInnen, die im Bereich der Glücksspiele aktiv sind (Kantone, Anbieter sowie Prävention und Behandlung) sind sich zwar einig, dass es diese Steuer braucht. Der Betrag über CHF 5 Mio., der heute auf diesem Weg pro Jahr für die Prävention und Behandlung von Glücksspielsucht abgeschöpft werden kann, reicht aber nicht aus. Die Suchtfachorganisationen der Schweiz schätzen den Bedarf auf rund CHF 20. Mio.³. Die Kantone werden daher vor das Problem gestellt werden, wie sie die Aufgaben, die ihnen Art. 82 BGS vorgibt, finanzieren können. Angesichts der heutigen besonders angespannten Finanzlage wird befürchtet, dass sie aus dem regulären Budget keine oder nicht genügend Mittel dazu freimachen können. Wenn das Angebot der Geldspiele in der Schweiz erweitert wird, wie es das neue Gesetz vorsieht, gilt es, den Kantonen umgekehrt genügend Mittel zur Verfügung zu stellen, um die mit den Geldspielen verbundenen Risiken zu bekämpfen.

Um dieses Problem zu lösen ist es wichtig, die Steuer, die heute auf den Lotterie- und Wettspielen erhoben wird, auf die Casinos auszudehnen. Gemäss dem aktuellen Gesetzesentwurf profitiert nur der Bund bzw. die AHV/IV von der Erweiterung des Geldspielmarktes (Online-Geldspiele) und der damit verbundenen steuerlichen Mehreinnahmen. Die Folgekosten die hingegen aus dieser Erweiterung entstehen, werden allein von den Kantonen zu tragen sein. Um diesen finanziellen Mehraufwand, der auf die Kantone zukommt, zu decken, bringt der Bund folgenden Vorschlag ein: Die Kantone können die Steuereinnahmen, die mit den B-Casinos generiert werden, untereinander aufteilen. Dies würde bedeuten, dass die Kantone, die über ein B-Casino verfügen (BE, FR, GE, GB, JU, NE, SH, TI, VS, ZH) einen Teil ihrer Einnahmen mit den Kantonen teilen müssten, die kein solches Casino haben. Betrachtet man die steuerlichen Fragen und Herausforderungen, welche die Kantone ohnehin miteinander zu klären und zu bewältigen haben, scheint ein solches Szenario nicht realistisch. Die einstimmige Meinung von diesbezüglich konsultierten RepräsentantInnen lautet, dass die Einführung einer solchen Steuer nicht gelingen wird.

¹ Um den Casinos nicht zu schaden, sollen sie keine zusätzlichen Abgaben zur Bekämpfung der Spielsucht leisten müssen. Die Spielsuchtabgabe soll daher vom Steuerbetrag, den die Casinos der AHV/IV zu entrichten haben, abgezogen werden.

² Claude Jeanrenaud et al., «Le coût social du jeu excessif en Suisse», Universität Neuenburg, 2012

³ GREA, «Révision sur la législation des jeux d'argent: Financement des mesures de protection des joueurs en Suisse», 2012.

Empfehlungen (Ergänzungen und Änderungen kursiv)

Wir empfehlen deshalb, den Gesetzestext folgendermassen zu ändern:

6. Kapitel Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel

3. Abschnitt Massnahmen der Kantone

Art. 82

1 Die Kantone sind verpflichtet, Massnahmen zur Prävention von exzessivem Geldspiel zu ergreifen sowie Beratungs- und Behandlungsangebote für spielsuchtgefährdete und spielsüchtige Personen und für deren Umfeld anzubieten.

2 Die Kantone arbeiten mit den Spielbanken und den Veranstalterinnen von Grossspielen zusammen um ihre jeweiligen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel zu koordinieren.

neu :

3 Um ihren Verpflichtungen nachzukommen, erhalten die Kantone vom Bund und von der interkantonalen Vollzugsbehörde einen bestimmten Prozentsatz der Bruttoeinnahmen der Casinos und der Grossspiele. Die Kantone nutzen diesen Ertrag für die Suchtprävention, insbesondere die Glücksspielsucht.

9. Kapitel Besteuerung und Verwendung der Spielerträge

1. Abschnitt Spielbankenabgabe

Art. 121 Abgabesätze

¹ Der Bundesrat legt den Abgabesatz so fest, dass nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen geführte Spielbanken eine angemessene Rendite auf dem investierten Kapital erzielen können.

² Der Abgabesatz beträgt:

- a. mindestens 40 und höchstens 80 Prozent des Bruttospielertrags, der in einer Spielbank erzielt wird ;
- b. mindestens 20 und höchstens 80 Prozent des Bruttospielertrags, der mit online durchgeführten Spielbankenspiele erzielt wird.

³ Der Abgabesatz kann während der ersten vier Betriebsjahre bis auf die Hälfte reduziert werden. Bei der Festlegung berücksichtigt der Bundesrat die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen der einzelnen Spielbank. Eine Reduktion muss jährlich in Würdigung aller Umstände für die einzelnen oder für mehrere Spielbanken zusammen neu festgelegt werden.

neu:

4 Die Beträge, die den Kantonen zu Zwecken der Prävention zur Verfügung gestellt werden, werden vom Gesamtsteuerbetrag, den die Spielbanken entrichten müssen, abgezogen.



2. Kooperation und Koordination

Das BGS verpflichtet die Anbieter, ein Sozialkonzept zu entwickeln und einzuführen, um einen Beitrag zum Schutz der SpielerInnen zu leisten. Sowohl die Casinos als auch die Anbieter von Lotterie- und Wettspielen verfügen bereits heute über derartige Konzepte (verantwortungsvolles Spiel, Schulung des Personals, Ausschluss von SpielerInnen usw.). Die gelingende Umsetzung dieser Konzepte bedarf einer sorgfältigen Abstimmung der entsprechenden Massnahmen der Anbieter und der Präventionsmassnahmen der Kantone. Die NAS-CPA begrüsst deshalb Art. 82 Abs. 2, der diese Koordination vorsieht. Die dafür gewählte Formulierung dreht aber die Rollen der Anbieter und Kantone um: Sie verlangt, dass sich die Kantone mit den Anbietern koordinieren. Aus Sicht der NAS-CPA liegt es aber eher an letzteren, sich den Rahmenbedingungen zu fügen, welche die Kantone vorgeben, bilden doch die Kantone die gesetzlich legitimierte Autorität.

Empfehlungen (Ergänzungen und Änderungen kursiv)

Wir empfehlen deshalb, Art. 82, Abs. 2 umzudrehen:

6. Kapitel Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel

3. Abschnitt Massnahmen der Kantone

Art. 82

¹ Die Kantone sind verpflichtet, Massnahmen zur Prävention von exzessivem Geldspiel zu ergreifen sowie Beratungs- und Behandlungsangebote für spielsuchtgefährdete und spielsüchtige Personen und für deren Umfeld anzubieten.

² ~~Die Kantone arbeiten mit den Spielbanken und den Veranstalterinnen von Grossspielen~~ *Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen arbeiten mit den Kantonen zusammen*, um ihre jeweiligen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel zu koordinieren.



B. SPIELZULASSUNGEN

Die Suchtfachpersonen aus Wissenschaft und Praxis verfügen heute bereits über ein grosses Wissen, was die Geldspiele und die damit verbundenen Risiken betrifft. Daher ist es wichtig, dass diese in die Evaluation der Gefährlichkeit von Spielen im Rahmen der Zulassungsprozeduren involviert sind.

1. Zulassung von Spielen

Die Zulassung von Spielen liegt in der Verantwortung der Aufsichtsorgane – der Lotterie- und Wettkommission auf kantonaler Ebene (Comlot) sowie der Eidgenössischen Spielbankenkommission (ESBK) auf Bundesebene. Das neue Gesetz will diese Organe stärken und schlägt dazu zwei neue AkteurlInnen vor, ein Koordinationsorgan und eine Konsultativkommission. Die Schaffung dieser Organe wird begrüsst. Aber es gibt einige Punkte, die verbessert werden müssen, damit sie wirksamer und flexibler handeln können. Diese Verbesserungsvorschläge werden im folgenden Abschnitt beschrieben.

Koordinationsorgan (Koordination zwischen der Comlot und der ESBK)

Gemäss Art. 106, Abs. 7 der BV sind die Kantone und der Bund aufgefordert, sich in Belangen des Glücksspiels zu koordinieren. Das Gesetz sieht dafür ein Koordinationsorgan vor, das aus je zwei Mitgliedern der Eidg. Spielbankenkommission (ESBK) und der interkantonalen Vollzugsbehörde (Comlot) sowie einer/s VertreterIn der Oberaufsichtsbehörde und eines/r VertreterIn der kantonalen Vollzugsbehörden besteht (Art. 114). Die Kompetenzen, über die dieses Organ verfügen soll, sind jedoch sehr eingeschränkt: Sie umfassen keinerlei Entscheidungskompetenz, sondern sehen lediglich die Möglichkeit vor, Empfehlungen abzugeben und die Diskussion unter den verschiedenen AkteurlInnen zu koordinieren. Gemäss den im Gesetz definierten Aufgaben (Art. 115) sind die Ziele dieses Organes, zu einer kohärenten und wirksamen Geldspielpolitik beizutragen, die kohärente und wirksame Umsetzung der gesetzlichen Massnahmen im Bereich der Spielsuchtprävention sowie die Koordination von Entscheidungen, u.a. im Bereich der Zulassungen, zu gewährleisten. Im Glücksspielbereich stehen sehr grosse Summen auf dem Spiel. Die betroffenen AkteurlInnen werden demzufolge all ihre Möglichkeiten einsetzen, um sich ihre Marktanteile zu sichern. Das Koordinationsorgan muss daher mit mehr Kompetenzen ausgestattet werden, um wirksam agieren zu können.

Empfehlungen (Ergänzungen und Änderungen kursiv)

Die Entscheidungen des Koordinationsorgans haben verpflichtenden und nicht nur empfehlenden Charakter:

8. Kapitel	Behörden
3. Abschnitt	Koordinationsorgan
Art. 116	Befugnisse

1 Das Koordinationsorgan kann zur Erfüllung seiner Aufgaben:

- gegenüber den Vollzugsbehörden dieses Gesetzes Empfehlungen abgeben *und diesen nötigenfalls verpflichtenden Charakter verleihen*;
- Sachverständige beiziehen.

Konsultativkommission für die Prävention von Spielsucht

Für die NAS-CPA ist die Existenz dieser Konsultativkommission ein grundlegender Bestandteil des neuen Gesetzes. Damit die beratende ExpertInnen-Kommission fähig ist, seinen Beratungs- und Evaluationsauftrag gemäss Gesetz wahrnehmen zu können, ist es wichtig, dass sie einen garantierten Zugang zu den Informationen der Anbieter und der Aufsichtsorgane hat. Der Zugang zum Zulassungsprozess neuer Spiele, zu den (anonymisierten) Daten, welche den Ausschluss von SpielerInnen betreffen oder zu Daten, welche die Online-Glücksspiele betreffen, bedarf heute der Zustimmung der AnbieterInnen, die auch für wissenschaftliche Zwecke schwierig zu erwirken ist. Differenzierte Untersuchungen zwecks Verbesserung der Prävention von Glücksspielabhängigkeit können aber nur realisiert werden, wenn der Zugang zu den relevanten Daten gesichert ist. Der Zugang zu den betreffenden Daten gewinnt mit der Zulassung von Online-Geldspielen noch an Wichtigkeit: In diesem Bereich gilt es, in den kommenden Jahren alles zu unternehmen, um die Nutzung und die damit verbundenen Gefahren besser verstehen zu lernen und um wirksame Präventionsmassnahmen entwickeln zu können.

Empfehlungen (Ergänzungen und Änderungen kursiv)

6. Kapitel Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel

4. Abschnitt Konsultativkommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel

Art. 85 Aufgaben

¹ Die Kommission hat folgende Aufgaben:

- a. Beratung der Vollzugsbehörden dieses Gesetzes, der Gesundheitsbehörden des Bundes und der Kantone sowie der Veranstalterinnen von Geldspielen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel;
- b. Erarbeitung von Empfehlungen zur Prävention, zur Früherkennung und zur Behandlung von exzessivem Geldspiel;
- c. Beobachtung und Analyse nationaler und internationaler Entwicklungen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel.

² Die Kommission erstattet gegenüber Bundesrat und Kantonen jährlich Bericht über ihre Tätigkeit. Der Bericht ist öffentlich.

neu:

³ *Zu ihrer Aufgabenerfüllung hat die Kommission Zugang zu allen Daten der Aufsichtsbehörden und der Anbieter.*



2. Zulassung neuer Spiele auf kantonaler Ebene

Die Lotteriespiele werden von der Lotterie- und Wettkommission zugelassen – ein System, das sich in der Vergangenheit bewährt hat. Bei einzelnen Spiele können aber punktuell Probleme auftauchen, und es kann durchaus angezeigt sein, einen bestimmten Spieltypen oder ein einzelnes Spiel in einem gewissen geographischen Bereich – z.B. innerhalb eines Kantons – einzuschränken oder zu verbieten. Diese Frage stellte sich beispielsweise im Zusammenhang mit den Tactilos.

Das neue Gesetz stattet die Kantone nicht mit dieser Kompetenz aus. Diesen wird es nur möglich sein, ganze *Kategorien von Grossspielen* (Lotterien, Sportwetten oder Geschicklichkeitsspiele) zu verbieten, nicht aber einzelne Spiele. Das BGS sieht somit keine Möglichkeit vor, dass die Kantone das Spielangebot auf ihrem Gebiet einschränken könnten. Diese Situation ist unbefriedigend und widerspricht dem Prinzip des Föderalismus, der diesem Gesetz eigentlich zu Grunde liegt.

Empfehlungen (Ergänzungen und Änderungen kursiv)

3. Kapitel	Grossspiele
2. Abschnitt	Spielbewilligung
Art. 27	Kantonales Recht

Die Kantone können in rechtsetzender Form die Durchführung *bestimmter Spiele oder bestimmter Kategorien* von Grossspielen (Lotterien, Sportwetten oder Geschicklichkeitsspiele) verbieten.

C. MARKTREGULIERUNG

Im Bereich der Geldspiele ist die strukturelle Prävention – die Schaffung von Rahmenbedingungen, welche das Risiko des exzessiven Geldspiels reduzieren – relativ schwach. Solche Massnahmen zu ergreifen gestaltet sich schwierig, wenn man bedenkt, dass die wirksamen Mittel eine direkte negative Wirkung auf die Bruttoerträge der Spiele und somit auf die Steuereinnahmen haben. Sowohl die Kantone als auch der Bund müssen zur Verantwortung gezogen werden. In Anbetracht des Föderalismusprinzips dürfen die Kantone keine strukturellen Präventionsmassnahmen auf Spielbanken anwenden – sie müssten also direkt im Gesetz enthalten sein. Es ist nachvollziehbar, dass der Bund den Geldspiel-Sektor so attraktiv wie möglich gestalten möchte. Dennoch ist es wichtig, eine gewisse Anzahl allgemeiner (struktureller) Massnahmen einzuführen, welche vulnerable Personen schützen und diejenigen Personen, die bereits Probleme haben, daran hindern, sich noch mehr Probleme aufzulasten. Die NAS-CPA bringt in den folgenden Abschnitten konkrete Vorschläge, wie die Öffentlichkeit vor den Gefahren der Spiele geschützt werden kann.

1. Jugendschutz

Gemäss dem neuen BGS ist das Geldspiel für Minderjährige sowie für gesperrte Personen verboten – mit Ausnahme von bestimmten Spielen, bei denen das Mindestalter auf 16 Jahre festgelegt wurde. Heute gibt es aber noch kein Mittel, das garantieren würde, dass diese Zielgruppen tatsächlich keinen Zugang zum Geldspiel haben. Für diese ist es heute relativ leicht, sich zu Lotterie- oder Wettspielen an Automaten Zugang zu verschaffen, solange ihr Profil den Anbietern nicht bekannt ist.

Aus diesem Grund schlägt die NAS-CPA vor, dass an Automaten eine obligatorische Alterskontrolle vorgenommen werden muss, wie sie beispielsweise bei der Alterskontrolle an Zigarettenautomaten bereits Anwendung findet.

Empfehlungen (Ergänzungen und Änderungen kursiv)

6. Kapitel Schutz der SpielerInnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel

1. Abschnitt Massnahmen aller VeranstalterInnen von Geldspielen

Art. 69 Grundsatz

¹ Die VeranstalterInnen von Geldspielen sind verpflichtet, angemessene Massnahmen zu treffen zum Schutz der SpielerInnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel, d.h. zu deren Schutz vor Spielsucht und vor dem Tätigen von Spieleinsätzen, die in keinem Verhältnis zu ihrem Einkommen und Vermögen stehen.

² Minderjährige sind besonders zu schützen. Sie sind nicht zu den Spielbankenspielen und zu den ~~online durchgeführten~~ Grossspielen zugelassen.

³ ~~Für die anderen Grossspiele entscheidet die interkantonale Vollzugsbehörde in Abhängigkeit ihres Gefährdungspotenzials über das Alter, das zur Teilnahme berechtigt. Es darf nicht unter 16 Jahren liegen.~~

³ *Grossspiele, die an Automaten oder online angeboten werden, müssen über eine Zugangskontrolle verfügen.*



2. Ausschluss aus den Lotterien

Der Ausschluss von abhängigen SpielerInnen von Grossspielen (Lotterie- und Wettspiele) ist mit dem aktuellen Gesetzesentwurf aus praktischen Gründen nicht möglich: Es ist nicht möglich, SpielerInnen zu identifizieren und die Entwicklung ihres Spielverhaltens zu verfolgen, um bei ungünstiger Entwicklung nötigenfalls eine Sperrung zu erlassen. Um problematische SpielerInnen identifizieren zu können, bräuchte es ein Kontrollsystem, mit dessen Hilfe ein/e SpielerIn identifiziert und sein/ihr Spiels verfolgt werden kann. Ein solches Kontrollsystem wird im Übrigen von den Spielbanken bereits benutzt.

Gemäss geltendem Gesetz wird der Ausschluss problematischer SpielerInnen dann vollzogen, wenn ein grosser Gewinn ausbezahlt wird, da in diesem Moment auch die Identifikation stattfindet. Dem/der SpielerIn kann dabei zusätzlich zum Ausschluss auch das Geld abgenommen werden. Dieses Vorgehen ist nicht wünschenswert, da der/die SpielerIn damit gleich doppelt bestraft wird. Damit wird zudem das Bild einer Spielbank transportiert, die den SpielerInnen den Gewinn vorenthält, sobald grosse Summen im Spiel sind. Aus diesen Gründen sollte die aktuelle Praxis geändert werden. Die NAS-CPA schlägt eine Identifizierung während des Spiels vor.

Wird eine Sperre ausgesprochen, stellt ein gesamtschweizerisches Register, das mit demjenigen der Spielbanken verknüpft ist, den Ausschluss des/r Betroffenen aus allen Arten von Geldspielen sicher und schützt somit die exzessiven Spieler. Für den Ausschluss einer Person aus Lotterie- und Wettspielen würden dieselben Rahmenbedingungen gelten wie für einen Ausschluss aus Casinospielen und die Online-Geldspielen. Der Spelausschluss wäre damit keine Spezifität eines Spieltyps, sondern würde allgemein für alle Geldspiele gelten.

Empfehlungen (Ergänzungen und Änderungen kursiv)

6. Kapitel **Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel**

2. Abschnitt **Zusätzliche Massnahmen der Spielbanken und der Veranstalterinnen von Grossspielen**

Art. 77 **Spielsperre**

[...]

³ Die interkantonale Vollzugsbehörde kann im Rahmen der Spielbewilligungen die Spielsperre auf weitere Grossspiele ausdehnen. Sie kann den Ausschluss von diesen zusätzlichen Spielen sicherstellen, *indem sie eine Zugangssperre errichtet* und einen Schwellenwert festlegt und die Auszahlung der darüber liegenden Gewinne sperren lässt.

[...]



3. Ausschluss aus den Casinos

Der Ausschluss eines/r SpielerIn aus den Casinos kann auf freiwilliger Basis, d.h. auf Initiative des/der Betroffenen, oder unfreiwilliger Basis, d.h. gestützt auf die Beobachtungen der Casinos oder aufgrund Informationen Dritter, geschehen. Gemäss geltendem Gesetz geschieht ein Ausschluss heute ausschliesslich aufgrund finanzieller Kriterien: wenn die Betroffenen ihren finanziellen Verpflichtungen nicht nachkommen und wenn sie Spieleinsätze riskieren, die in keinem Verhältnis zu ihrem Einkommen stehen.

Die Überschuldung einer Person mit all ihren negativen Folgen aber ist fast in allen Fällen erst die Konsequenz der Spielsucht. Die Früherkennung von spielsüchtigen Personen ist also wesentlich und muss unter allen Interventionsmassnahmen deshalb an erster Stelle stehen. Es ist deshalb sehr wichtig, dass auch die Casinos Personen mit problematischem Spielverhalten frühzeitig erkennen (das Casinopersonal wird für solche Fälle von Fachpersonen geschult), und dass auch die Casinos wachsam sind, wenn es um die Früherkennung eines problematischen Spielverhaltens geht. Die Suchtfachpersonen und Sozialbehörden dürfen nicht alleine für die Erkennung von potentiell spielsüchtigen Personen verantwortlich sein: Wenn eine Fachstelle oder eine Sozialbehörde interveniert oder Zahlungsunfähigkeit oder Verschuldung vorliegen, sind das Zeichen dafür, dass die Personen bereits ein problematisches Spielverhalten hat – für eine Früherkennung und Frühintervention ist es dann also zu spät. Daher empfiehlt die NAS-CPA einen triangulären Ansatz: Fachpersonen, Sozialbehörden und Angestellte der Casinos können Beobachtungen tätigen.

Empfehlungen (Ergänzungen und Änderungen kursiv)

- 6. Kapitel** **Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel**
2. Abschnitt **Zusätzliche Massnahmen der Spielbanken und der Veranstalterinnen von Grossspielen**
Art. 77 **Spielsperre**

[...]

² Sie sperren ferner Personen vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund einer Meldung einer Fachstelle oder Sozialbehörde oder aufgrund eigener Beobachtungen wissen oder annehmen müssen, dass sie spielsüchtig sind.

4. Dichte des Online-Geldspielmarktes

Die Schweiz ist eines der Länder mit der grössten Dichte an Casinos. Es muss deshalb möglich sein, die Ausstellung von Konzessionen zu verweigern, wenn die negativen Auswirkungen des Geldspielmarktes zu gross werden. Diese Möglichkeit ist im Gesetzesentwurf nicht vorhanden.

Empfehlungen (Ergänzungen und Änderungen kursiv)

Einführung einer Möglichkeit, bei einem Angebotsüberschuss das Angebot einzuschränken.

- 2. Kapitel** **Spielbanken**
1. Abschnitt **Konzessionen**
Art. 6 **Konzessionsarten**



[...]

neu:

4 Der Bundesrat sorgt dafür, dass kein zu bedeutender Markt entsteht, der dem Spielerschutz schadet, wenn neue Konzessionen erlassen werden.

3. Kapitel Grossspiele
2. Abschnitt Spielbewilligung
Art. 24 Voraussetzungen

¹ Die Bewilligung für ein Grossspiel kann erteilt werden, wenn:

- a. das Spiel auf korrekte und transparente Weise durchgeführt werden kann;
- b. die Veranstalterin angemessene Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel vorsieht;
- c. die Veranstalterin die Reingewinne für gemeinnützige Zwecke verwendet, es sei denn, es handelt sich um ein Geschicklichkeitsspiel.

neu:

- d. *die Zulassung in quantitativer Hinsicht nicht zu einer Entwicklung eines zu bedeutenden Spielangebots führt, die dem Spielerschutz schaden würde.*

5. Einschränkung der Werbung

Die Werbung ist ein integraler Bestandteil der Casinos. Trotzdem muss Casinowerbung mit Vorsicht konzipiert und eingesetzt werden, um die zahlreichen negativen Wirkungen, die von Geldspielen ausgehen können, zu verhindern.

Der Gesetzesentwurf schlägt hierfür minimale Vorgaben vor, indem Werbung verboten wird, die sich entweder an Minderjährige oder Personen mit Spielsperren richtet oder die irreführend ist. Die Regelung gilt es aber noch zu verbessern, insbesondere im Hinblick auf die Entwicklung der neuen Informations- und Kommunikationstechnologien, über welche die Sichtbarkeit von Werbung, deren Menge und damit ihre Präsenz stark erhöht wird. Die Werbung über die neuen Informations- und Kommunikationstechnologien ganz zu verbieten, wäre sehr aufwändig und wenig effektiv. Die NAS-CPA schlägt deshalb verschiedene Änderungen vor:

Empfehlungen (Ergänzungen und Änderungen kursiv)

6. Kapitel Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel
1. Abschnitt Massnahmen aller Veranstalterinnen von Geldspielen
Art. 71 Werbung

¹ Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen nicht in aufdringlicher oder irreführender Weise Werbung betreiben.



² ~~Die Werbung darf sich nicht an Minderjährige oder an gesperrte Personen richten.~~

³ ~~Werbung für in der Schweiz nicht bewilligte Geldspiele ist verboten.~~

neu:

² Werbung für Geldspiele muss, ob sie mittels Text, Bild oder Ton gemacht wird, objektiv sein. Werbung für Geldspiele ist insbesondere dann nicht objektiv, wenn:

- a. Situationen gezeigt werden, in denen Geldspiele gewonnen werden;
- b. Geldspiele mit einem bestimmten Empfinden wie Reichtum, Erfolg, Gesundheit, Sportlichkeit, Jugendlichkeit, Ferien oder analoge Empfindungen assoziiert werden;
- c. zum Geldspiel anregt.

³ Die Werbung für Geldspiele beinhaltet auch eine Präventionsbotschaft.

Die Werbung für Geldspiele ist verboten:

- a. in öffentlichen Gebäuden oder in Teilen von Gebäuden, die der Öffentlichkeit zugänglich sind sowie in den umliegenden Bereichen dieser Gebäude ;
- b. auf Sportplätzen und an Sportveranstaltungen ;
- c. an Orten, an denen sich vornehmlich Personen unter 18 Jahren aufhalten sowie an Veranstaltungen, an denen vornehmlich Personen unter 18 Jahren teilnehmen ;
- d. auf mobilen Kommunikationsgeräten (Smartphones, Tablets usw.), und zwar insbesondere dann, wenn sie mit Promotionsangeboten verbunden ist.

6. Verbot von Gratisspielen

Ein anderer Weg zur Bewerbung von Geldspielen ist das Anbieten von Gratisspielen oder von Gutscheinen für die unentgeltliche Teilnahme an Geldspielen (z.B. Tickets für Gratisspiele, Bonus auf dem ersten Einsatz, Gratis-Kredit). Diese Formen der Werbung werden bei Online-Geldspielen oder im Casino angewandt. Ziel dieser Werbemaßnahmen ist, den/die Nicht-SpielerIn zum Spielen einzuladen. Diese «Gratiseinsätze» führen dazu, dass die bisherigen Nicht-SpielerInnen ihr erstes Spielerlebnis mit falschen Vorstellungen verbinden: «Ich kann gewinnen». Um diese Gewinn-Erlebnisse, die in Geschichte einer geldspielabhängigen Person sehr oft vorkommen, zu verhindern, fordert die NAS-CPA ein komplettes Verbot von Promotionen dieser Art. Dieses Verbot ist umso wichtiger, da das neue BGS die Zulassung von Online-Geldspielen vorsieht.

Empfehlungen (Ergänzungen und Änderungen kursiv)

Verbot von Promotion von Geldspielen mittels Gratiskrediten, Rabatten oder Vorzugspreisen.

6. Kapitel Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel

1. Abschnitt Massnahmen aller Veranstalterinnen von Geldspielen

Art. 72 Darlehen, Vorschüsse und Gratisspiele

¹ Die Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen Spielerinnen und Spielern weder Darlehen noch Vorschüsse gewähren.



² Die Einräumung von ~~Gratis~~spielen oder ~~Gratis~~spielguthaben ~~bedarf der vorgängigen Zustimmung der zuständigen Vollzugsbehörde. ist verboten.~~

7. Vergütung für die VeranstalterInnen von Grossspielen

Hier gibt es einen Interessenskonflikt, insbesondere, was die elektronische Lotterie betrifft. Werden die AnbieterInnen proportional zu den erzielten Einnahmen durch Geldspiele entschädigt, laufen sie Gefahr, sich zwischen ihren wirtschaftlichen Interessen (einem grösseren Gewinn) und ihrer Verantwortung als Anbieter von Geldspielen (problematisch Spielende vom weiteren Spiel abzuhalten) entscheiden zu müssen. Indem die AnbieterInnen diese SpielerInnen davon abhalten, weiter zu spielen und ihr Geld auszugeben, vermindern sie ihren eigenen Ertrag. Die NAS-CPA empfiehlt deshalb, den Anbietern einen fixen Betrag zu vergüten anstelle eines Ertrags, der sich proportional zu den erzielten Einnahmen bewegt. Im BGS, Art. 45 Abs. 3 wird dieses Problem zwar erwähnt, ohne jedoch eine Lösung anzubieten.

Empfehlungen (Ergänzungen und Änderungen kursiv)

5. Kapitel Betrieb von Spielbankenspielen und Grossspielen

1. Abschnitt Gemeinsame Bestimmungen

Art. 45 Verträge mit Dritten

¹ Verträge zwischen Veranstalterinnen von Grossspielen und Dritten sowie zwischen Veranstalterinnen von Spielbankenspielen und Dritten dürfen keine Leistungen in Abhängigkeit von Umsatz oder Ertrag des Spielbetriebs vorsehen.

² Umsatz- oder ertragsabhängige Verträge mit Lieferanten von online durchgeführten Spielen sind zulässig, sofern die Vergütung angemessen ist.

³ ~~Umsatz- oder ertragsabhängige Verträge mit Vertriebspartnern von Veranstalterinnen von Grossspielen sind zulässig, sofern die Vergütung angemessen ist.~~

neu :

³ *Die Vergütung Dritter, welche Grossspiele vertreiben, darf nicht vom Volumen der verkauften Spiele abhängen.*

Naturfreunde Schweiz
Pavillonweg 3
3012 Bern

Bern, 07.07.2014

**Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele:
Stellungnahme von Naturfreunde Schweiz**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,
sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zum Entwurf des neuen Bundesgesetzes über Geldspiele Stellung nehmen zu können.

Der Schweizer Sport, vor allem der Nachwuchs- und Breitensport, ist in einem grossen Masse auf Lotteriegelder angewiesen. Ohne diese z.T. überlebenswichtigen Zuwendungen würde ein grosser Teil der Sportförderung zusammenbrechen. Die von den beiden Lotteriegesellschaften Swisslos und Loterie Romande erwirtschafteten Gelder werden für Investitionen in sportliche Infrastrukturen und Veranstaltungen sowie für die Sport- und Gesundheitsförderung allgemein eingesetzt. Zudem werden Rahmenbedingungen geschaffen, um auch in Zukunft sportliche Erfolge an der Spitze feiern zu können.

Vor diesem Hintergrund fokussieren wir unsere Stellungnahme auf jene Punkte des Gesetzesentwurfs, die einen direkten oder indirekten Einfluss auf die Generierung/Erwirtschaftung der Lotteriegelder haben oder damit in einem entsprechenden Zusammenhang stehen.

Alle Geldspiele in einem Gesetz

Mit dem neuen Geldspielgesetz wird Art. 106 BV umgesetzt, der 2012 mit tatkräftiger Unterstützung durch den Sport und mit grossem Mehr von Volk und Ständen angenommen worden war. Wir finden es richtig, dass das gesamte Geldspielwesen neu in einem einzigen Gesetz umfassend geregelt wird. Dadurch werden die Kontroversen um die Hierarchie der beiden bisherigen Gesetze wegfallen.

Klare Kompetenz- und Spielabgrenzung

Der Gesetzesentwurf enthält eine klare Abgrenzung der Kompetenzen zwischen Bund und Kantonen. Zudem sind die verschiedenen Geldspiele auf der Basis von Art. 106 BV neu definiert worden. Diese Kompetenzabgrenzung und die neuen Definitionen stellen zentrale Pfeiler des vorliegenden Geldspielgesetzes dar. Wir befürworten diese Regelungen sehr. Die neuen Spieldefinitionen ermöglichen den Anbietern Anpassungen an die gesellschaftlichen und technologischen Entwicklungen, ohne dass es zu einer Ausweitung des Spielangebots zulasten des jeweils anderen Bereichs oder zulasten des Schutzes der Spielerinnen und Spieler kommt. Die in der Kompetenz der Kantone stehenden Spiele werden durch eine unabhängige interkantonale Aufsichtsbehörde überwacht. Mit den neuen Spieldefinitionen ist schliesslich sichergestellt, dass die Lotteriegesellschaften und die Spielbanken auch im Online-Bereich in der Lage sein werden, Spiele anzubieten, ohne dass eine der beiden Anbietergruppen aufgrund der Abgrenzungsregelung Wettbewerbsnachteile erleidet.

Geldspielturniere

Aufgrund einer vom Parlament an den Bundesrat überwiesenen Motion sollen künftig Geldspielturniere auch ausserhalb von Spielbanken durchgeführt werden können. Das neue Geldspielgesetz sieht für die Erträge aus diesen Geldspielturnieren keine Zuweisung an gemeinnützige Zwecke gemäss Art. 106 Abs. 6 BV vor. Es ist für uns deshalb sehr wichtig, dass der Bundesrat die Rahmenbedingungen für die Geldspielturniere restriktiv festlegt. Diese Turniere müssen vornehmlich Unterhaltungscharakter aufweisen und dürfen keinesfalls eine Grundlage für Lokale mit allabendlichem Spielbetrieb darstellen. Damit würde eine gewerbsmässig betriebene Konkurrenz zu den Grossspielen geschaffen, deren Erträge - im Gegensatz zu denjenigen der Grossspiele - nicht an die Gemeinnützigkeit fliessen.

Schutz vor exzessivem Geldspiel

Die Bekämpfung des exzessiven Geldspiels ist unserer Meinung nach sehr wichtig. Sie muss aber verhältnismässig sein und trotzdem ein marktfähiges Geldspielangebot ermöglichen, das auch entsprechend beworben werden kann. Die Spielangebote müssen mit anderen Worten für die Spielenden attraktiv gestaltet werden können, ohne zu Exzessen oder Abhängigkeiten zu führen. Die Geldspielanbieter sollen - trotz Einhaltung ihrer Pflichten zur Bekämpfung der Gefahren - unterhaltende Spiele anbieten dürfen, die vor allem auch den technischen und gesellschaftlichen Entwicklungen Rechnung tragen. Nur so kann verhindert werden, dass sich die Spieler den illegalen Angeboten zuwenden und pro Jahr mehrere hundert Millionen Franken an Spieleinsätzen unser Land verlassen und in die Taschen privater ausländischer Betreiber fliessen.

Einschränkung des Zugangs zu illegalen Online-Spielangeboten

Wir unterstützen die Einführung einer gesetzlichen Grundlage, die eine Sperrung des Zugangs zu in der Schweiz nicht bewilligten Online-Geldspielen aus dem Ausland vorsieht. Der Gesetzesentwurf weist mehrere Ansätze zur Verbesserung der Bekämpfung des illegalen Geldspiels auf, deren Zusammenwirken aus unserer Sicht eine wirkungsvolle Bekämpfung des illegalen Angebots ermöglicht. Einerseits erlaubt er den Spielbanken und den Lotteriegesellschaften ein wettbewerbsfähiges Spielangebot, sodass sich die Spielen-

den nicht dem illegalen Angebot zuwenden müssen, wenn sie attraktive Spiele konsumieren wollen. Auf der anderen Seite wird das illegale Internetangebot eingedämmt, indem der Zugang zu dessen Websites blockiert und der Spieler auf die Websites legaler Geldspielanbieter umgeleitet wird. Weiter enthält der Gesetzesentwurf Strafbestimmungen, die eine verbesserte, vor allem auch den technologischen und organisatorischen Entwicklungen des illegalen Geldspiels Rechnung tragende Verfolgung und Sanktionierung dieses unerwünschten Angebots ermöglichen. Wir sind zuversichtlich, dass diese Massnahmen zur Eindämmung des in der Schweiz nicht bewilligten Online-Geldspiels wirkungsvoll sein wird.

Massnahmen gegen Wettkampfmanipulationen

Die vorgeschlagenen Massnahmen gegen Sportwetten- bzw. Sportereignis-Manipulationen in der Schweizer Strafprozessordnung und im Sportförderungsgesetz begrüssen wir sehr. Diese werden einen wichtigen Beitrag dazu leisten, nationale und internationale Auswüchse auszumerzen, die den Sport und auch die Sportwetten in ihren Grundfesten gefährden.

Besteuerung

Wie eingangs ausgeführt, unterstützen wir alle Massnahmen, die den Lotteriegesellschaften das Erwirtschaften gemeinnütziger Gelder ermöglichen. Dazu sind gleich lange Spiesse für die verschiedenen Anbieter notwendig. Die steuerliche Ungleichbehandlung von Gewinnen aus Lotterien und Sportwetten gegenüber Gewinnen in Spielbanken und bei ausländischen Anbietern ist rechtlich höchst problematisch. Zudem führt sie zu einer massiven Abwanderung zu nicht besteuerten Angeboten im benachbarten Ausland, im Internet sowie zu illegalen Sportwetten in Hinterzimmern. Da die Schweizer Spielbanken in Zukunft ebenfalls Online-Spiele anbieten, würde sich diese wettbewerbsverzerrende Situation noch verschärfen: Lotteriegesellschaften und Spielbanken werden auf demselben Absatzkanal Geldspiele anbieten – und im einen Fall würden die Gewinne der Spieler besteuert, und im anderen nicht.

Wir befürworten deshalb eine einheitliche Steuerbefreiung der Gewinne aus allen Geldspielen. Sie beseitigt die bisherige ungleiche Behandlung und trägt dem Umstand Rechnung, dass Geldspielgewinne im benachbarten Ausland ebenfalls nicht besteuert werden. Die Angleichung an den Spielbankenbereich und ans Ausland führt im Lotterie- und Sportwettenbereich zu einer Attraktivitätssteigerung des Spielangebots und damit zu einer Erhöhung der für gemeinnützige Zwecke verfügbaren Mittel.

Verwendung der Reingewinne von Grossspielen

Gemäss Art. 106 Abs. 6 BV sind die Reingewinne aus als Grossspiele veranstalteten Lotterien und Sportwetten auch weiterhin vollumfänglich für gemeinnützige Zwecke zu verwenden. Wir sind sehr froh darüber, da wir weiterhin auf die Unterstützung aus den Gewinnen der Lotteriegesellschaften angewiesen sind.

Beibehalten von Kleinlotterien, Tombolas und lokalen Sportwetten

Kleinlotterien, Tombolas und lokale Sportwetten sind beliebte Möglichkeiten für die Finanzierung von Aktivitäten und Infrastrukturen von Sportvereinen und lokalen Sportorganisationen. Wir finden es sehr positiv, dass der Gesetzesentwurf vorsieht, solche Veranstaltungen mit einer kantonalen Bewilligung nach wie vor zuzulassen. Damit können die lokalen Gegebenheiten mitberücksichtigt werden.

Zweckmässige Abgrenzung zwischen Geld- und Gewinnspielen

Die Gratisteilnahmemöglichkeit wurde bisher von gewerblichen Gewinnspielanbietern oft dazu verwendet, die heutige Glücksspielgesetzgebung zu umgehen. Durch gewerbliche Gewinnspiele fliesst sehr viel Geld in die Taschen Privater statt in die Gemeinnützigkeit. Es fehlt zudem jegliche Kontrolle in Bezug auf Sozialverträglichkeit und korrekte Abwicklung. Wir unterstützen somit die Regelung, wonach künftig nur noch Gewinnspiele und Wettbewerbe zugelassen werden, die der Verkaufsförderung dienen, an denen gratis teilgenommen werden kann und bei denen die Anforderungen an die Gratisteilnahme genau umschrieben sind.

Wir danken Ihnen, sehr geehrte Frau Bundesrätin, sehr geehrte Damen und Herren, für die Kenntnisnahme unserer Eingabe und die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

Rolf Kaeser
Geschäftsleiter Naturfreunde Schweiz

Loi fédérale sur les jeux d'argent – Avant-projet de loi en consultation

Naville salue le projet de loi, qu'elle estime équilibré et raisonnable, et souligne l'importance des jeux de loterie pour la pérennité financière des kiosques, diffuseurs de presse. Le nouveau cadre législatif doit permettre de continuer à développer des jeux de loterie modernes, attractifs et socialement responsables dans l'intérêt des magasins de proximité.

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'avant-projet de loi sur les jeux d'argent, issu d'une consultation approfondie des principaux acteurs du marché, nous apparaît comme un compromis équilibré et raisonnable. Nous saluons en particulier les propositions concernant la confirmation de l'attribution des bénéfices des jeux à des missions d'utilité publique ainsi que les mesures destinées à lutter contre le jeu excessif et l'offre de jeux illégale.

Le nouveau cadre législatif doit permettre aux sociétés de loterie de continuer à offrir aux joueurs des jeux attractifs et modernes. Ceci est la condition pour éviter que les joueurs ne se tournent vers l'offre de jeux illégale. Les sociétés de loterie doivent donc pouvoir communiquer au public sur l'offre de jeux en utilisant les outils publicitaires et promotionnels, en particulier sur le lieu de vente.

Les jeux doivent bien entendu être socialement responsables. Naville s'inscrit totalement dans les exigences rappelées par le projet de loi et souligne l'importance de la formation du personnel de vente en matière de lutte contre le jeu excessif ou l'identification des personnes vulnérables.

Enfin, Naville souhaite rappeler l'importance des jeux de loterie pour les commerces de proximité. Les jeux de loterie sont la première source de chiffre d'affaires et de fréquentation des kiosques et contribuent à maintenir un réseau de diffuseurs de presse dense et attractif. Comme c'est le cas pour la totalité des produits et services commercialisés dans nos magasins, les commissions des kiosques doivent rester proportionnelles au revenu des jeux de loterie.

Von: [OPS - Omnia PROMS Switzerland LLC](#)
An: [Perler Cornelia BJ](#)
Thema: procédure de consultation LJA loi fédérale jeux d'argent
Datum: Donnerstag, 14. August 2014 16:54:51

Madame, Monsieur,

Nous sommes exploitant et fabricant d'appareils servant au jeu d'adresse. A ce titre, nous soulevons quelques problèmes importants liés à notre activité. Nous vous remercions d'apporter quelques modifications dans la nouvelle loi fédérale sur les jeux d'argent.

1. Classer les appareil-à-sous servant au jeu d'adresse dans la catégorie des "grands jeux" est totalement disproportionnée. En effet, ce type de jeu est moins rentable qu'un flipper ou qu'un jeu vidéo exploité dans les années 1980 / 1990. En Suisse romande, les TACTILOS (loterie électronique selon l'arrêt du TF, mais vraie machine-à-sous pour un simple joueur) ont remporté toute la clientèle des restaurants (même ceux qui se sont fait interdit de casino). A titre d'exemple, il y a un à deux joueurs par semaine devant nos appareils-à-sous d'adresse, alors qu'il y a la queue derrière un TACTILO toute la journée. Nous devrions être classé dans la catégorie de simples appareils de distraction.
2. Il y a une distorsion de concurrence en laissant la possibilité aux cantons d'autoriser ou d'interdire les appareils à sous servant au jeu d'adresse. En effet, 5 cantons romands sur 6 (à part Fribourg), autorisent uniquement les TACTILOS mais interdisent les appareils-à-sous servant au jeu d'adresse. La police du commerce du canton de VD a même écrit "qu'il y a risque majeur de trouble de l'ordre public" si de tels appareils-à-sous servant au jeu d'adresse étaient installés.
3. Actuellement, les procédures d'homologation dirigées par la CFMJ sont longues et très très coûteuses. Malgré cela, nous préférons par habitude continuer avec cette formule, plutôt que d'être intégré à un office d'homologation de la COMLOT. Les loteries, surtout la LORO sont des plus agressives pour conserver leur monopole. Alors qu'en Espagne, en Allemagne, en Angleterre et dans quasi toute l'Europe les machines-à-sous de hasard sont autorisées dans les restaurants et les salles de jeu; tout en ayant des loteries d'état et des casinos privés. La concurrence y est plus loyale.
4. La TVA devrait être abolie. Nous payons sur FR déjà une vignette cantonale + une taxe communale + une taxe d'exploitation sur les compteurs de 5 o/oo des mises + une taxe de prévention 2 o/oo des mises. De ce fait, il y a distorsion de concurrence d'avec les appareils de loterie (TACTILO ou distributeurs de billets de loterie) qui n'ont aucune taxe par convention intercantonale.

Nous espérons que nos remarques seront prises en considération.

Recevez, Madame, Monsieur, l'expression de nos distingués sentiments,

PROMS OPERATING Ltd // OPS - Omnia PROMS Switzerland LLC

Christian BLANQUET +41 79 634 38 57

P.O. Box 37 - 1782 Belfaux

Perspektive Thurgau, Schützenstr. 15, PF, 8570 Weinfelden

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Bereich	Gesundheitsförderung und Prävention
Datum	11. August 2014 dgr
Unsere Referenz	Doris Grauwiler
Telefon	071 626 02 02
E-Mail	d.grauwiler@perspektive-tg.ch
Internet	www.perspektive-tg.ch

Vernehmlassung zum Bundesgesetz über Geldspiele (Geldspielgesetz; BGS)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Frau Benoît
Sehr geehrte Herren Besson und Hilti
Sehr geehrte Damen und Herren

Gerne nimmt die Perspektive Thurgau die Möglichkeit wahr, Stellung zu nehmen zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele (BGS). Die Perspektive Thurgau ist eine Non-Profit-Organisation für Gesundheitsförderung und Prävention, Mütter- und Väterberatung, Paar-, Familien- und Jugendberatung sowie Suchtberatung. Sie ist unter Beteiligung aller 80 politischen Gemeinden im Kanton Thurgau als Gemeindezweckverband organisiert.

Generelle Würdigung

Die Perspektive Thurgau begrüsst den Entwurf zum Bundesgesetz über Geldspiele im Wesentlichen, ortet aber zum Teil gravierende Mängel, was die Prävention und die Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler betrifft. Im Folgenden wird aufgezeigt, wo und in welcher Form aus unserer Sicht Nachbesserungen an der Vorlage notwendig sind.

1. Finanzierung der Kantonsaufgaben

Das neue Gesetz stärkt die Kompetenzen der Kantone in Bezug auf die Prävention, Beratung und Behandlung von Glücksspielsucht, was aus Sicht der Suchtfachpersonen sehr lobenswert ist. Konkret werden die Kantone dazu verpflichtet, Massnahmen zur Prävention von exzessivem Geldspiel zu ergreifen sowie Beratungs- und Behandlungsangebote für spielsuchtgefährdete und spielsüchtige Personen und für deren Umfeld anzubieten. **Das Gesetz sieht aber keine Abgabe für die Finanzierung dieser Aufgaben vor.**

Die Präventionssteuer wird ausschliesslich auf den Bruttoeinnahmen der Lotterie- und Wettspiele erhoben (Art. 18 der Interkantonalen Vereinbarung über die Aufsicht sowie die Bewilligung und Ertragsverwendung von interkantonal oder gesamtschweizerisch durchgeführten Lotterien und Wetten) und reicht nicht aus, um die Kosten, welche die Spielsucht in der Schweiz jährlich verursacht, zu decken. Die Suchtfachorganisationen der Schweiz schätzen den Bedarf auf rund CHF 20 Mio.¹ **Wenn das Angebot der Geldspiele in der Schweiz, wie es das neue Gesetz mit der Vergabe von Online-Konzessionen vorsieht, erweitert wird, gilt es, den Kantonen umgekehrt genügend Mittel zur Verfügung zu stellen, um die mit den Geldspielen verbundenen Probleme zu bekämpfen.**

Es ist daher von zentraler Bedeutung, die Steuer, die heute auf die Lotterie- und Wettspiele erhoben wird, auf die Casinos auszudehnen. Lotterien und Wetten sowie Casinos tragen in unterschiedlicher Art und Weise, aber gemeinsam, zu Spielsuchtproblemen bei und sollten daher auch beide mittels einer finanziellen Präventions- und Behandlungsabgabe für die Bekämpfung der glücksspielbezogenen Probleme in die Pflicht genommen werden.

Zu beachten ist: Casino-Spiele, insbesondere Glücksspielautomaten, weisen aufgrund der Spielcharakteristiken (schnelle Spielabfolge inkl. sofortiger Gewinnausschüttung, Kontrollillusion, sensorische Effekte) ein erhöhtes Suchtpotential auf. Zudem heben Studien zum Internet-Glücksspiel hervor, dass NutzerInnen von Online-Glücksspielen häufiger ein problematisches Spielen zeigen, als SpielerInnen terrestrischen Glücksspiels.² **Deshalb gilt es, einen Teil der Spielbankenabgaben, welche die Casinos heute bereits entrichten, der Prävention und Behandlung von Glücksspielsucht zuzuführen. Die bereits existierende Spielsuchtabgabe auf den Lotterie- und Wettspielen zu eben diesem Zweck soll beibehalten werden.** Die Perspektive Thurgau empfiehlt deshalb, den Gesetzestext folgendermassen zu ergänzen (Ergänzung kursiv):

9. Kapitel Besteuerung und Verwendung der Spielerträge

1. Abschnitt Spielbankenabgabe

Art.121 Abgabesätze

¹Der Bundesrat legt den Abgabesatz so fest, dass nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen geführte Spielbanken eine angemessene Rendite auf dem investierten Kapital erzielen können.

²Der Abgabesatz beträgt:

- a. mindestens 40 und höchstens 80 Prozent des Bruttospielertrags, der in einer Spielbank erzielt wird;
- b. mindestens 20 und höchstens 80 Prozent des Bruttospielertrags, der mit online durchgeführten Spielbankenspielen erzielt wird.

¹ GREA, «Révision sur la législation des jeux d'argent: Financement des mesures de protection des joueurs en Suisse», 2012.

² Griffiths, M. & Barnes, A. (2008) Internet Gambling: An Online Empirical Study. International Journal of Mental Health and Addiction, 6, 194-204.

³Der Abgabesatz kann während der ersten vier Betriebsjahre bis auf die Hälfte reduziert werden. Bei der Festlegung berücksichtigt der Bundesrat die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen der einzelnen Spielbank. Eine Reduktion muss jährlich in Würdigung aller Umstände für die einzelnen oder für mehrere Spielbanken zusammen neu festgelegt werden.

neu:

⁴Um ihren Verpflichtungen nachzukommen, erhalten die Kantone vom Bund und von der interkantonalen Vollzugsbehörde einen Prozentsatz der Bruttoeinnahmen der Casinos und der Grossspiele. Die Kantone nutzen diesen Ertrag für die Suchtprävention und -behandlung, insbesondere der Glücksspielsucht.

neu:

⁵Die Beträge, die den Kantonen zu Zwecken der Prävention und Behandlung zur Verfügung gestellt werden, werden vom Gesamtsteuerbetrag, den die Spielbanken entrichten, abgezogen.

2. Koordinationsorgan und Konsultativkommission

Die Zulassung von und die Aufsicht über die Spiele liegt in der Verantwortung der Aufsichtsorgane – der Lotterie- und Wettkommission auf kantonaler Ebene (Comlot) sowie der Eidgenössischen Spielbankenkommission (ESBK) auf Bundesebene. Das neue Gesetz will diese Organe stärken und schlägt dazu zwei neue AkteurInnen vor:

- Ein **Koordinationsorgan**, welches aus VertreterInnen der ESBK und VertreterInnen kantonaler Vollzugsbehörden besteht.
- Eine **Konsultativkommission**, die aus Fachpersonen besteht, welche vom Bundesrat und von den Kantonen gewählt werden. Sie hat die Aufgabe, die Entwicklung der Geldspiele in der Schweiz zu beobachten und Empfehlungen zu Spielzulassungen auszusprechen.

Die Schaffung dieser Organe wird begrüsst. Damit diese jedoch optimal handeln können, werden im folgenden Abschnitt ergänzende Optimierungsvorschläge formuliert:

a. Koordinationsorgan (Koordination zwischen der Comlot und der ESBK)

Gemäss Bundesverfassung (Art. 106, Abs. 7) sind die Kantone und der Bund aufgefordert, sich in Belangen des Glücksspiels zu koordinieren. Das Gesetz sieht dafür neu ein Koordinationsorgan vor, das aus je zwei Mitgliedern der Eidg. Spielbankenkommission (ESBK) und der interkantonalen Vollzugsbehörde (Comlot) sowie einer/s VertreterIn der Obergerichtsbehörde und eines/r VertreterIn der kantonalen Vollzugsbehörden besteht (Art. 114). **Die Schaffung dieses Organs wird ausdrücklich begrüsst. Die Kompetenzen, über welche dieses Organ verfügen soll, sind jedoch sehr eingeschränkt:** Es ist lediglich die Möglichkeit vorgesehen, Empfehlungen abzugeben und die Diskussion unter den verschiedenen AkteurInnen zu koordinieren. Gemäss den im Gesetz definierten Aufgaben (Art. 115) sind die Ziele dieses Organes aber, zu einer kohärenten und wirksamen Geldspielpolitik beizutragen, die kohärente und wirksame Umsetzung der gesetzlichen Massnahmen im Bereich der Spielsuchtprävention sowie die Koordination von Entscheidungen, u.a. im Bereich der Zulassungen, zu gewährleisten. **Um diese Aufgaben wie vom Gesetzgeber vorgesehen, wahrnehmen zu können, fordert die Perspektive Thurgau, dass das Koordinationsorgan in Kapitel 8, Abschnitt 3, Art.**

116 (Befugnisse) zwingend mit entsprechend weitreichenderen Kompetenzen ausgestattet wird.

b. Konsultativkommission für die Prävention von Spielsucht

Die Existenz einer beratenden ExpertInnen-Kommission ist eine wesentliche Voraussetzung dafür, dass der Staat die Vorgaben, die ihm das Gesetz im Hinblick auf den Schutz der SpielerInnen macht, seriös erfüllen kann. Für die Suchtfachpersonen, insbesondere aus dem Bereich der Prävention, ist die Existenz dieser Konsultativkommission entsprechend ein grundlegender Bestandteil des neuen Gesetzes. Damit diese neu zu schaffende ExpertInnen-Kommission fähig ist, ihren Beratungs- und Evaluationsauftrag gemäss Gesetz wahrnehmen zu können, ist es wichtig, dass sie einen garantierten Zugang zu den Informationen und (anonymisierten) Daten der Anbieter und der Aufsichtsorgane hat. Dieser Zugang gewinnt in Zukunft, mit der Zulassung von Online-Geldspielen, noch an Wichtigkeit: In diesem Bereich gilt es, die Nutzung und die damit verbundenen Gefahren besser zu identifizieren, um wirksame Präventionsmassnahmen entwickeln zu können. Die Perspektive Thurgau empfiehlt deshalb, den Gesetzestext folgendermassen zu ergänzen (Ergänzung kursiv):

6. Kapitel Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel

4. Abschnitt Konsultativkommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel

Art.85 Aufgaben

¹Die Kommission hat folgende Aufgaben:

- a. Beratung der Vollzugsbehörden dieses Gesetzes, der Gesundheitsbehörden des Bundes und der Kantone sowie der Veranstalterinnen von Geldspielen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel;
- b. Erarbeitung von Empfehlungen zur Prävention, zur Früherkennung und zur Behandlung von exzessivem Geldspiel;
- c. Beobachtung und Analyse nationaler und internationaler Entwicklungen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel;

neu:

- d. *Erarbeitung von Empfehlungen zur Erhebung der für die Aufgabenerfüllung der Kommission notwendigen Daten durch die Spielbanken und Anbieter von Grossspielen.*

²Die Kommission erstattet gegenüber Bundesrat und Kantonen jährlich Bericht über ihre Tätigkeit. Der Bericht ist öffentlich.

neu:

³ *Zu ihrer Aufgabenerfüllung hat die Kommission Zugang zu allen für sie relevanten Daten der Aufsichtsbehörden und der Anbieter.*

3. Jugendschutz

Gemäss dem neuen BGS ist das Geldspiel für Minderjährige sowie für gesperrte Personen verboten – mit Ausnahme von bestimmten Spielen, bei denen das Mindestalter auf 16 Jahre festgelegt wurde.

Diese Massnahme zum Jugendschutz wird begrüsst. Heute gibt es aber noch kein Mittel, das garantieren würde, dass die unter 16-Jährigen tatsächlich keinen Zugang zum Geldspiel haben. Für diese ist es heute relativ leicht, sich zu Lotterie- oder Wettspielen an Automaten Zugang zu verschaffen, solange ihr Alter den Anbietern nicht bekannt ist. **Aus diesem Grund fordern die Suchtfachpersonen, dass an Automaten eine obligatorische Alterskontrolle analog der Alterszugangskontrolle an Zigarettenautomaten (Identifikation mittels Identitätskarte oder Bezug von Jetons mit Ausweiskontrolle) vorgenommen werden muss.** Mit dieser Massnahme würde der legale Verkauf für eine bestimmte Zielgruppe zwar eingeschränkt, allen anderen aber weiterhin offenstehen. Zur Sicherstellung des Jugendschutzes auch an Automaten schlägt die Perspektive Thurgau zudem folgende Ergänzung vor (Ergänzung kursiv):

6. Kapitel Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel
1. Abschnitt Massnahmen aller Veranstalterinnen von Geldspielen
Art.69 Grundsatz

¹Die Veranstalterinnen von Geldspielen sind verpflichtet, angemessene Massnahmen zu treffen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel, d.h. zu deren Schutz vor Spielsucht und vor dem Tätigen von Spieleinsätzen, die in keinem Verhältnis zu ihrem Einkommen und Vermögen stehen.

²Minderjährige sind besonders zu schützen. Sie sind nicht zu den Spielbankenspielen und zu den online durchgeführten Grossspielen zugelassen.

³Für die anderen Grossspiele entscheidet die interkantonale Vollzugsbehörde in Abhängigkeit ihres Gefährdungspotenzials über das Alter, das zur Teilnahme berechtigt. Es darf nicht unter 16 Jahren liegen.

neu:

⁴*Grossspiele, die an Automaten oder online angeboten werden, müssen über eine Alterszugangskontrolle verfügen.*

4. Ausschluss von SpielerInnen aus den Lotterien

Der Ausschluss von abhängigen SpielerInnen von Grossspielen (Lotterie- und Wettspiele) während dem Spiel ist im aktuellen Gesetzesentwurf nicht vorgesehen. Gemäss geltendem Gesetz wird der Ausschluss problematischer SpielerInnen erst dann vollzogen, wenn ein grosser Gewinn ausbezahlt wird, da in diesem Moment auch die Identifikation stattfindet. Dem/der SpielerIn kann dabei zusätzlich zum Ausschluss auch der Gewinn vorenthalten werden. Dieses Vorgehen ist aus folgenden Gründen nicht wünschenswert:

- Der/die SpielerIn wird doppelt bestraft: Er/Sie wird gesperrt, und ihm/ihr wird der Gewinn nicht ausbezahlt.
- Bis ein/e SpielerIn einen so hohen Gewinn macht, der nicht direkt an der Verkaufsstelle, sondern nur gegen Ausweis direkt von der Lotteriegesellschaft (für die Deutschschweiz: Swisslos in Basel) ausbezahlt wird, hat er/sie in der Regel bereits sehr hohe Beträge eingesetzt und verspielt. Eine/n

pathologische/n Spieler/in erst dann zu sperren, wenn er/sie so viel Geld gewinnt, ist viel zu spät, zumal es nicht gesichert ist, dass er/sie überhaupt je einen Gewinn in dieser Grössenordnung machen wird.

- Mit dem Vorgehen des aktuell geltenden Gesetzes wird das Bild eines Anbieters transportiert, der den SpielerInnen den Gewinn vorenthält, sobald grosse Summen im Spiel sind.

Aus diesen Gründen sollte die aktuelle Praxis geändert werden. **Die Perspektive Thurgau fordert deshalb eine Identifizierung des/der SpielerIn bereits vor oder während des Spiels, um den Zugang gesperrter SpielerInnen zum Spiel zu verhindern.** Wird eine Sperre ausgesprochen, stellt ein gesamtschweizerisches Register, das mit demjenigen der Spielbanken verknüpft ist, den Ausschluss des/r Betroffenen aus allen Arten von Geldspielen sicher und schützt somit die exzessiven Spieler. Für den Ausschluss einer Person aus Lotterie- und Wettspielen sollen dieselben Rahmenbedingungen gelten, wie für einen Ausschluss aus Casinospielen und Online-Geldspielen. Der Spielausschluss wäre damit keine Spezifität eines Spieltyps, sondern würde allgemein für alle Geldspiele gelten.

5. Ausschluss von SpielerInnen aus den Casinos

Die Suchtproblematik ist im Hinblick auf die Verschuldung von SpielerInnen zentral: Finanzielle Sorgen führen oft dazu, dass eine Person zu spielen beginnt bzw. weiterspielt und auf den grossen Gewinn hofft. Sie sind damit oft Grund für die Entwicklung einer Spielsucht. Die Überschuldung einer Person mit all ihren negativen Folgen ist jedoch in den meisten Fällen erst die Konsequenz der Spielsucht. **Die Früherkennung von spielsüchtigen Personen ist demnach zentral und muss unter allen Interventionsmassnahmen an erster Stelle stehen. Es ist deshalb sehr wichtig, dass auch die Casinos Personen mit problematischem Spielverhalten frühzeitig erkennen** (das Casinopersonal wird für solche Fälle von Fachpersonen geschult). Die Suchtfachpersonen und Sozialbehörden dürfen nicht alleine für die Erkennung von potentiell spielsüchtigen Personen verantwortlich sein. Zum Zeitpunkt einer Zahlungsunfähigkeit oder Verschuldung eines Spielers/einer Spielerin bzw. wenn eine Fachstelle oder Sozialbehörde bereits interveniert, ist es für eine Früherkennung und Frühintervention bereits zu spät. Hier ist das Casino-Personal gefragt, die Anzeichen einer Glücksspielsucht zu kennen und entsprechend zu reagieren.

Daher empfiehlt die Perspektive Thurgau einen triangulären Ansatz: Nebst Fachpersonen und Sozialbehörden, soll es auch Angestellten von Casinos möglich sein, eine (provisorische) Spielsperre für eine potentiell spielsüchtige Person zu erwirken. Dabei soll aber – wie es der Entwurf vorsieht – ein definitiver Ausschluss ausschliesslich aufgrund einer Meldung einer Fachperson oder Sozialbehörde möglich sein. Hingegen sollen die Beobachtungen der Mitarbeitenden von Casinos nicht zu einem definitiven Ausschluss, sondern nur zu einer provisorischen Sperre eines/r SpielerIn aufgrund einer Spielsucht führen können, da diese nicht über die nötige Fachkompetenz verfügen, um eine Abhängigkeit zu diagnostizieren. Ein provisorischer Ausschluss hätte zur Folge, dass die betroffene Person zwecks Abklärung eine Fachperson aufsuchen muss. Wird keine Abhängigkeit diagnostiziert, wird die provisorische Sperre wieder aufgehoben.

Die Perspektive Thurgau empfiehlt, den Gesetzestext folgendermassen zu ergänzen (Ergänzung kursiv):

6. Kapitel Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel
2. Abschnitt Zusätzliche Massnahmen der Spielbanken und der Veranstalterinnen von
Grossspielen
Art.77 Spielsperre

[...]

¹Die Veranstalterinnen von Spielbankenspielen und von online durchgeführten Grossspielen sperren Personen vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund eigener Wahrnehmungen oder aufgrund Meldungen Dritter wissen oder annehmen müssen, dass sie

- a. überschuldet sind oder ihren finanziellen Verpflichtungen nicht nachkommen;
- b. Spieleinsätze tätigen, die in keinem Verhältnis zu ihrem Einkommen und Vermögen stehen.

²Sie sperren ferner Personen vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund einer Meldung einer Fachstelle oder Sozialbehörde wissen oder annehmen müssen, dass sie spielsüchtig sind.

neu:

³ *Sie sperren ferner Personen provisorisch vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund eigener Beobachtungen vermuten, dass sie spielsüchtig sind.*

6. Werbeeinschränkungen

Die Werbung ist ein integraler Bestandteil der Casinos. Trotzdem muss Casinowerbung mit Vorsicht konzipiert und eingesetzt werden, um die zahlreichen negativen Wirkungen, die von Geldspielen ausgehen können, zu verhindern. Der Gesetzesentwurf schlägt hierfür minimale Vorgaben vor, indem Werbung verboten wird, die sich entweder an Minderjährige oder Personen mit Spielsperren richtet oder die irreführend ist. **Die Regelung gilt es zu verbessern, insbesondere im Hinblick auf die Entwicklung der neuen Informations- und Kommunikationstechnologien, über welche die Sichtbarkeit von Werbung, deren Menge und damit ihre Präsenz stark erhöht wird.** Die Werbung über die neuen Informations- und Kommunikationstechnologien ganz zu verbieten, wäre sehr aufwändig und wenig effektiv. Die Perspektive Thurgau schlägt deshalb verschiedene Änderungen vor (Änderungen und Ergänzungen kursiv):

6. Kapitel Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel
1. Abschnitt Massnahmen aller Veranstalterinnen von Geldspielen
Art.71 Werbung

¹Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen nicht in aufdringlicher oder irreführender Weise Werbung betreiben.

²Die Werbung darf sich nicht an Minderjährige oder an gesperrte Personen richten.

neu:

³*In Werbung für Geldspiele, ob sie mittels Text, Bild oder Ton, dürfen keine*

- a. Situationen gezeigt werden, in denen Geldspiele gewonnen werden;
- b. Assoziationen zwischen Geldspielen mit einem bestimmten Reichtum, Erfolg, Gesundheit, Sportlichkeit, Jugendlichkeit oder Ferien analogen Empfindungen hergestellt werden.

neu:

⁴Die Werbung für Geldspiele beinhaltet auch eine Präventionsbotschaft.

⁵Werbung für in der Schweiz nicht bewilligte Geldspiele ist verboten.

neu:

⁶Die Werbung für Geldspiele ist verboten:

- a. in öffentlichen Gebäuden oder in Teilen von Gebäuden, die der Öffentlichkeit zugänglich sind sowie in den umliegenden Bereichen dieser Gebäude;
- b. auf Sportplätzen und an Sportveranstaltungen;
- c. an Orten, an denen sich vornehmlich Personen unter 18 Jahren aufhalten sowie an Veranstaltungen, an denen vornehmlich Personen unter 18 Jahren teilnehmen;
- d. auf mobilen Kommunikationsgeräten (Smartphones, Tablets usw.), und zwar insbesondere dann, wenn sie mit Promotionsangeboten verbunden ist.

7. Verbot von Gratisspielen

Ein anderer Weg zur Bewerbung von Geldspielen ist das Anbieten von Gratisspielen oder von Gutscheinen bzw. Gutschriften für die unentgeltliche Teilnahme an Geldspielen. Diese Form der Werbung lässt sich in drei Kategorien einteilen:

- Tickets für Gratisspiele: Gratis-Pokerturniere, Gratis-Wetten, Rückerstattung des Einsatzes, wenn der/die SpielerIn verliert.
- Boni: Der/die SpielerIn erhält auf seinen/ihren ersten (bezahlten) Einsatz oder die Einzahlung in bestimmter Höhe auf seinen Spieler-Account (Online-Glücksspiel) einen zusätzlichen Geldbetrag geschenkt.
- Gratis-Kredit: Der/die neu eingeschriebene SpielerIn erhält sofort einen Kredit, den er/sie ohne einen eigenen Geldeinsatz nach eigenem Gutdünken einsetzen kann.

Diese Formen der Werbung werden bei Online-Geldspielen oder im Casino angewandt. Ziel dieser Werbemaßnahmen ist, den/die Nicht-SpielerIn zum Spielen einzuladen. Diese «Gratiseinsätze» führen dazu, dass die bisherigen Nicht-SpielerInnen ihr erstes Spielerlebnis mit falschen Vorstellungen verbinden: «Ich kann gewinnen». Die Perspektive Thurgau fordert ein komplettes Verbot von Promotionen dieser Art, insbesondere im Hinblick auf die Zulassung von Online-Geldspielen, welche das neue BGS vorsieht und schlägt deshalb folgende Änderung vor (Änderung kursiv):

6. Kapitel	Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel
1. Abschnitt	Massnahmen aller Veranstalterinnen von Geldspielen
Art.72	Darlehen, Vorschüsse und Gratisspiele

¹Die Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen Spielerinnen und Spielern weder Darlehen noch Vorschüsse gewähren.

²Die Einräumung von Gratisspielen oder Gratisspielguthaben *ist verboten*.

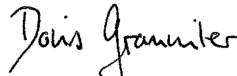
Für Ihre Kenntnisnahme danken wir Ihnen bestens.

Bei Fragen oder für weitere Informationen stehen wir gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse



Markus van Grinsven
Geschäftsleiter

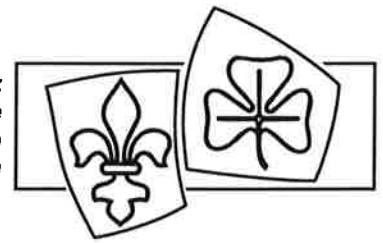


Doris Gräwiler
Bereichsleiterin
Gesundheitsförderung
und Prävention



Jennifer Rheinberger
Fachmitarbeiterin
Gesundheitsförderung
und Prävention

Perspektive Thurgau
Schützenstrasse 15
8570 Weinfelden
T: +41 71 626 02 02
F: +41 71 626 02 01
www.perspektive-tg.ch



Office fédérale de la justice
Domaine de direction Droit public
Unité Projets et méthode législatifs
Bundesrain 20
3003 Berne

Berne, le 3 juillet 2014

Projet de loi fédérale sur les jeux d'argent: prise de position du Mouvement Scout de Suisse

Madame la Conseillère fédérale,
Mesdames, Messieurs,

Nous vous remercions de nous permettre d'exprimer notre position dans le cadre de la procédure de consultation relative au projet de loi fédérale sur les jeux d'argent.

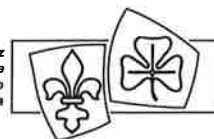
Le sport suisse, en particulier la relève et le sport populaire, dépend largement des fonds de loterie. Sans ces fonds, qui revêtent un caractère indispensable au soutien de ces activités, une grande partie de la promotion du sport s'écroulerait comme un château de cartes. Les bénéfices nets des deux sociétés de loterie Swisslos et Loterie Romande permettent de financer les infrastructures et les manifestations sportives ainsi que la promotion du sport et de la santé. Des conditions-cadre doivent être créées pour garantir à l'avenir aussi des résultats sportifs de haut niveau.

Dans ce contexte, notre prise de position se focalise sur les aspects du projet de loi qui concernent les bénéfices des loteries et leur affectation.

Une seule loi pour tous les jeux d'argent

Le projet de loi met en application l'article 106 de la constitution, adopté en 2012 à une grande majorité du peuple et des cantons et avec le vif soutien du monde sportif. Nous saluons le fait que tous les jeux d'argent soient dorénavant régis par une seule loi, ce qui permet de mettre fin aux controverses relatives à la hiérarchie des deux lois actuelles.

**Secrétariat général
du MSdS**
Speichergasse 31
Case postale 529
CH – 3000 Berne 7
Tél. +41 (0)31 328 05 45
Fax +41 (0)31 328 05 49
info@msds.ch
www.msds.ch



Une claire délimitation des compétences et des jeux

Le projet de loi établit une claire délimitation des compétences entre la Confédération et les cantons sur la base de l'article 106 de la constitution, qui fixe de nouvelles définitions pour les différents types de jeux d'argent. Cette délimitation ainsi que ces nouvelles définitions constituent des piliers essentiels du projet de loi. Nous approuvons largement ces dispositions. Les nouvelles définitions des jeux permettent aux exploitants d'adapter leurs offres aux évolutions sociétales et technologiques tout en empêchant une extension non contrôlée de l'offre en jeux d'argent au détriment de l'un ou l'autre des domaines d'exploitation ou de la protection des joueuses et des joueurs. Les jeux qui relèvent de la compétence des cantons seront contrôlés par une autorité intercantonale de surveillance indépendante. Enfin, dans le domaine des jeux en ligne, soit le seul secteur dans lequel à la fois des jeux de casino et des jeux de loterie pourront être proposés, les nouvelles définitions garantissent une complète séparation entre les deux types d'offres, évitant ainsi que l'une ou l'autre ne soit désavantagée.

Tournois de jeux d'argent

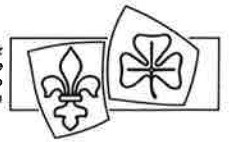
En raison d'une motion transmise par le parlement au Conseil fédéral, des tournois de jeux d'argent, en particulier de poker, doivent pouvoir être organisés en dehors des maisons de jeu. S'agissant des bénéfices générés par ces tournois, le projet de loi ne prévoit pas une affectation de ces bénéfices à l'utilité publique, conformément à l'alinéa 6 de l'article 106 de la constitution. C'est pourquoi nous estimons qu'il est important que le Conseil fédéral fixe des conditions strictes pour l'octroi d'une autorisation de la part des cantons. Ces tournois doivent garder avant tout un caractère de jeux permettant davantage la création de liens sociaux qu'une simple catégorie de jeux d'argent. En raison de dangers bien réels liés à la dépendance ou à la criminalité connexe, il faut éviter la prolifération de tournois qui seraient organisés de manière quotidienne. Cette prolifération aurait pour conséquence de renforcer la concurrence vis-à-vis des sociétés de loterie et donc de réduire les bénéfices en faveur de l'utilité publique.

Protection des joueurs contre le jeu excessif

La lutte contre le jeu excessif est très importante pour nous, mais elle doit rester proportionnelle au fait que la législation permet une offre publique de jeux d'argent. Les jeux proposés doivent rester des jeux attractifs sans inciter à l'excès ou à la dépendance. Les exploitants doivent pouvoir, tout en respectant leurs devoirs vis-à-vis des dangers, offrir des jeux attractifs, qu'ils pourront adapter à l'évolution technologique et de la société. C'est la seule solution permettant d'éviter que les joueurs ne se tournent vers l'offre illégale et d'empêcher que plusieurs millions d'enjeux échappent chaque année à notre contrôle pour alimenter les caisses d'opérateurs privés à l'étranger.

Limitation de l'accès aux offres illégales de jeux en ligne

Nous saluons l'introduction d'une base légale qui permettrait de bloquer l'accès à des jeux d'argent en ligne non autorisés en Suisse. Le projet de loi prévoit plusieurs mesures destinées à lutter contre l'offre illégale, qui, corrélées ensemble, seront efficaces à notre avis. D'une part, le projet de loi prévoit des conditions-cadre qui permettent aux maisons de jeu et aux sociétés de loterie de rester compétitives afin d'orienter les



joueurs vers l'offre légale. D'autre part, il fixe des mesures concrètes pour endiguer l'offre illégale en bloquant l'accès aux sites Internet concernés et en redirigeant les joueurs vers les sites des exploitants de jeux autorisés. Le renforcement des sanctions pénales complète ce dispositif cohérent, qui permet de tenir compte des évolutions technologiques. Nous sommes convaincus que ces mesures prévues pour lutter contre les jeux d'argent illégaux en Suisse seront des plus efficaces.

Mesures contre la manipulation des compétitions sportives

Nous approuvons largement l'inscription dans le code pénal et dans la loi d'encouragement au sport les mesures proposées contre la manipulation des paris sportifs et des compétitions sportives. Elles constitueront une contribution essentielle à la préservation de l'intégrité du sport et à la lutte contre les dérives criminelles qui menacent les principes fondamentaux du sport et des paris sportifs.

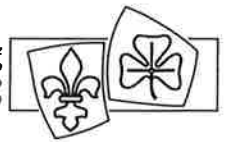
Imposition

Comme nous l'avons évoqué plus haut, nous saluons toutes les mesures qui permettent aux sociétés de loterie de rester compétitives afin de générer des bénéfices pour l'utilité publique. Les différents exploitants de jeux d'argent doivent être traités sur un pied d'égalité. Actuellement, les gains issus des loteries et des paris sportifs sont soumis à l'impôt sur le revenu, ce qui n'est pas le cas des gains provenant des casinos, libres quant à eux de toute imposition. Cette discrimination fiscale est problématique du point de vue juridique. Elle entraîne également une émigration des enjeux vers les offres non imposées dans les pays voisins et sur les sites Internet illégaux. Comme il est prévu que les maisons de jeu puissent elles aussi exploiter des jeux en ligne, il est important que les deux types d'exploitants soient traités sur un pied d'égalité afin d'éviter une forte distorsion concurrentielle entre ces deux domaines, puisque les gains des joueurs seraient taxés dans un cas et pas dans l'autre.

Nous appuyons par conséquent le principe de l'exonération fiscale de tous les gains à des jeux d'argent, afin d'éliminer l'inégalité de traitement actuelle et de réorienter le jeu illégal et transfrontalier vers les exploitants autorisés. Cette exonération fiscale rendra les jeux de loterie et les paris sportifs plus attractifs en Suisse, ce qui permettra de générer des bénéfices supplémentaires pour le soutien aux projets d'utilité publique.

Affectation des bénéfices nets des jeux de grande envergure

L'alinéa 6 de l'article 106 de la constitution fixe le principe selon lequel les bénéfices des loteries et des paris sportifs doivent être entièrement affectés à l'utilité publique. Le projet de loi permet la mise en œuvre concrète de ce principe et nous en sommes très satisfaits. Le soutien provenant des bénéfices des sociétés de loterie revêt un caractère indispensable pour un nombre considérable de projets et d'institutions d'utilité publique.



Petites loteries, tombolas et paris sportifs locaux : une pratique conservée

Les associations sportives et locales ont fréquemment recours aux petites loteries, tombolas et paris sportifs locaux pour financer leurs activités et infrastructures. Nous approuvons entièrement le fait que le projet de loi définisse des règles permettant de conserver cette pratique. L'autorisation des petites loteries relèvera des cantons, qui disposeront des marges de manœuvre nécessaires pour pouvoir tenir compte des particularités locales.

Délimitation pertinente entre les jeux d'argent et jeux concours

Le projet de loi fixe des conditions précises pour l'organisation de jeux concours proposés par diverses entreprises à des fins promotionnelles. Actuellement, la participation gratuite à ces jeux – imposée par la législation en vigueur – est souvent détournée pour permettre à des prestataires privés d'engranger des bénéfices importants, sans aucun contrôle. Parmi les conditions fixées par le projet pour remédier à cette situation, la participation gratuite devra être aussi facilement accessible ou disponible qu'une participation payante. Nous approuvons cette disposition, car elle permet d'assurer que les bénéfices des jeux d'argent soient bien affectés à l'utilité publique tout en laissant la possibilité aux entreprises d'organiser des concours à des fins promotionnelles pour leurs produits et services.

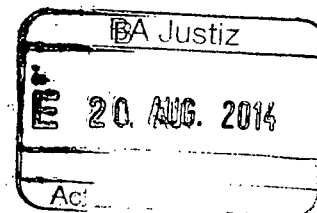
Nous vous remercions par avance pour l'attention que vous porterez à ces lignes et pour la prise en compte de nos recommandations et vous prions de recevoir, Madame la Conseillère fédérale, Mesdames et Messieurs, nos salutations distinguées.



Thomas Gehrig
Président



François Stempf
Secrétaire général



Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und –methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Zürich, den 19. August 2014

**Vernehmlassung zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele
(Geldspielgesetz, BGS)**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, im Rahmen der Vernehmlassung zum Entwurf des Geldspielgesetzes (BGS) Stellung nehmen zu können.

Vorab halten wir fest, dass sich unsere Bemerkungen auf die datenschutzrelevanten Bestimmungen und schwerpunktmässig auf die genügende Bestimmtheit der Normen beziehen. Art. 36 Abs. 1 BV verlangt für die Einschränkung von Grundrechten eine gesetzliche Grundlage. Diese muss genügend bestimmt sein, damit die Rechtssicherheit der Bürger gewährleistet ist. Das BGS sieht in verschiedenen Normen Grundrechtseingriffe vor, die aus Sicht von privatim teilweise diesen Anforderungen nicht genügen. Die Tragweite der Datenbearbeitungen durch Spielbanken und andere involvierte Organe, welche besonders schützenswerte Personendaten beinhalten, sind für die Bürgerinnen und Bürger teilweise nicht klar ersichtlich, da Datenkategorien, Aufbewahrungsfristen oder auch Bestimmungen zur Datenbekanntgabe fehlen. Zum Teil präzisiert die Spielbankenverordnung diese Bereiche. Diese müssten in das BGS übernommen werden.

Art. 8 Abs. 1 lit. b BGS - Guter Ruf

Die Gesuchstellerin und deren wichtigsten Geschäftspartnerinnen und Geschäftspartner sowie die an ihnen wirtschaftlich Berechtigten und die Inhaberinnen und Inhaber von Anteilen und die an ihnen wirtschaftlich Berechtigten müssen einen guten Ruf geniessen. Aus dem erläuternden Bericht geht hervor, dass jemand, der in der Vergangenheit ohne Bewilligung auf dem Schweizer Spielbankenmarkt tätig war oder in der Schweiz oder im Ausland rechtskräftig verurteilt worden ist, das Kriterium des guten Rufs nach dem neuen Recht nicht erfüllen wird. Im Gesetzestext fehlt eine genügend bestimmte Formulierung der Kriterien zum Nachweis des guten Rufs. Wir schlagen vor, die Kriterien, wie sie in Art. 5a Spielbankenverordnung präzisiert sind, im Gesetz zu verankern.

Art. 17 Abs. 2 BGS - Anforderungen an online durchgeführte Spiele

„Online durchgeführte Spiele müssen so ausgestaltet sein, dass sie von angemessenen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel begleitet werden können.“

Beinhalten diese Massnahmen das Bearbeiten von besonders schützenswerten Personendaten, sollte dies explizit aufgeführt werden.

Art. 24 Abs. 1 lit. b BGS - Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler bei Grossspielen

Siehe Bemerkungen zu Art. 17 Abs. 2 BGS.

Art. 41 Abs. 2 lit. d - Unberechtigten Zutritt zum Spielbetrieb verwehren

Das Sicherheitskonzept sieht insbesondere vor, dass Unberechtigten der Zutritt zum Spielbetrieb verwehrt wird.

Im erläuternden Bericht wird ausgeführt, dass die Spielbanken ein Videoüberwachungssystem betreiben und Zu- und Eintrittskontrollen durchführen müssen. Die Tatsache der Videoüberwachung sowie die Bestimmungen in der Verordnung betreffend Überwachungsmassnahmen sollten in das Gesetz überführt werden.

Art. 50 BGS - Datenbearbeitung

Dieser Artikel ist die Grundlage für die Datenbearbeitung durch Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen.

Auch hier ist anzumerken, dass, falls dies das Bearbeiten besonders schützenswerter Personendaten beinhaltet, die Kategorien, die Aufbewahrungsfristen sowie zusätzlich die Bekanntgabe geregelt werden müsste.

Sollen auch die Veranstalterinnen von Kleinspielen Daten bearbeiten oder bekanntgeben, müsste eine entsprechende gesetzliche Grundlage geschaffen werden.

Art. 69 Abs. 1 BGS - Angemessene Massnahmen zum Schutz der Spieler

„Die Veranstalterinnen von Geldspielen sind verpflichtet, angemessene Massnahmen zu treffen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel, d.h. zu deren Schutz vor Spielsucht und vor dem Tätigen von Spieleinsätzen, die in keinem Verhältnis zu ihrem Einkommen und Vermögen stehen.“

Falls die Massnahmen das Bearbeiten von besonders schützenswerten Personendaten beinhalten, sind die Datenkategorien auch hier aufzuführen.

Art. 75 BGS - Früherkennung

„Soweit aufgrund des Gefährdungspotentials und der Merkmale des Vertriebskanals des konkreten Spiels angezeigt, legen die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen im Rahmen der Früherkennung Kriterien fest, anhand derer gefährdete Spielerinnen und Spieler erkannt werden können, und ergreifen angemessene Massnahmen. Sie dokumentieren ihre Beobachtungen und die ergriffenen Massnahmen.“

Im erläuternden Bericht werden als Beispiele solcher Kriterien für online durchgeführte Spiele die Spieldauer, die Nettospielverluste oder die Spielfrequenz aufgeführt. Für den

Spielbetrieb in den Spielbanken werden als Beispiele Beobachtungen betreffend Verhaltensveränderungen oder verzweifelte Reaktionen, ein auffälliges Verhalten, eine hohe Spieldauer, eine hohe Besucherfrequenz und hohe Einsätze genannt.

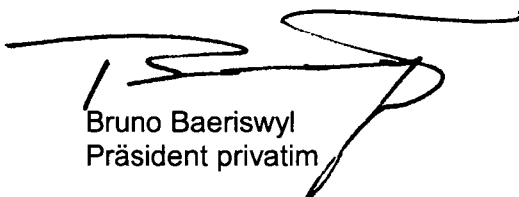
Falls die Beobachtungen und die ergriffenen Massnahmen das Bearbeiten von besonders schützenswerten Personendaten beinhalten, sind die Datenkategorien im Gesetz aufzuführen.

Art. 79 Abs. 3 BGS - Inhalt des Registers

Die Spielbankenverordnung enthält eine Vielzahl von Kriterien, die im Register erfasst werden können. Falls diese auch unter der neuen Bestimmung erfasst werden sollen, müssen diese Kriterien im Gesetz verankert werden.

Wir danken für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse



Bruno Baeriswyl
Präsident privatim



Fribourg, le 18 août 2014

Office fédéral de la justice
Domaine de direction Droit public
Unité Projets et méthode législatifs
Bundesrain 20
3003 Berne

Madame, Monsieur,

Notre association a examiné avec intérêt le projet de nouvelle Loi fédérale sur les jeux d'argent, actuellement en consultation.

En notre qualité de bénéficiaires des aides de la Loterie Romande, nous sommes particulièrement attachés à la pérennité de cette institution, comme à celle de Swisslos également.

Nous relevons et affirmons en particulier :

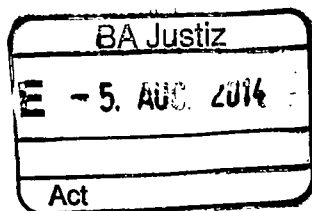
- les sociétés de loterie distribuent chaque année plus de CHF 570 millions à près de 15'000 projets d'utilité publique dans les domaines de l'action sociale, de la culture, du sport et de l'environnement ; ce soutien revêt un caractère indispensable pour un nombre considérable d'institutions et d'associations œuvrant pour la communauté ;
- l'article 106 de la Constitution fixe le principe selon lequel les bénéfices des jeux d'argent doivent être affectés à des buts d'utilité publique ; ce principe fondamental doit prévaloir, ce qui implique de lutter contre l'offre illégale et d'interdire les loteries à but commercial, opérées notamment par certains médias actuellement ;
- afin d'assurer la transparence dans l'affectation des fonds destinés à l'utilité publique, des règles pertinentes doivent être fixées ; il est nécessaire de garantir l'indépendance des organes de répartition des bénéfices des jeux de grande envergure par rapport aux autorités politiques de surveillance.

En vous remerciant de considérer positivement notre opinion en vue de la rédaction définitive de la Loi, nous vous adressons, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures.

Gérald Mutrux
Président

Chantal Aebischer
Secrétaire

Eidgenössisches Justiz-
und Polizeidepartement
Bundeshaus West
3003 Bern



Datum 04. August 2014

Ihr Kontakt Claude Ruey / René Gerber
Betrifft **Bundesgesetz über Geldspiele - Vernehmlassung**

Sehr geehrte Damen und Herren

Als Verein ist „ProCinema, Schweizerischer Verband für Kino und Filmverleih“ der Dachverband der Kinobetreiber und Filmverleiher der Schweiz. Er vertritt die gemeinsamen Brancheninteressen gegenüber den Behörden und der Öffentlichkeit.

Der Bereich Lotterie und Geldspiele betrifft unsere Aktivitäten, da Lotteriegesellschaften Kinos in diversen Regionen unterstützt haben. Aus diesem Grund möchten wir Ihnen unsere Meinung zum neuen Bundesgesetz über Geldspiele mitteilen.

Im Allgemeinen sind wir mit der Stossrichtung der Vorlage einverstanden.

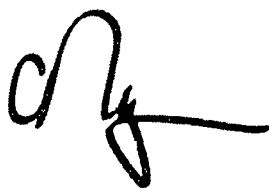
Auf folgende Punkte möchten wir speziell hinweisen:

1. Die Zuweisung von Gewinnen der Spiele für gemeinnützige Zwecke muss beibehalten werden! Wir sind jedoch der Meinung, dass Gemeinnützigkeit nicht von der juristischen Form einer Organisation abhängig ist.
2. Die politische Unabhängigkeit der Organe, die für die Gewinnverteilung zuständig sind, muss gewährleistet sein!
3. Der neue Rechtsrahmen muss es den Unternehmen ermöglichen, auch weiterhin Lotteriespiele modern und attraktiv zu gestalten. Dies im Interesse vieler öffentlicher Projekte, die durch diese Gewinne jedes Jahr unterstützt werden!

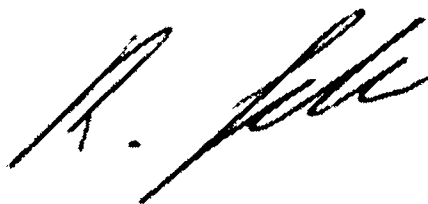
Für die wohlwollende Prüfung unserer Anregungen bedanken wir uns und stehen Ihnen für eventuelle Fragen jederzeit gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen

ProCinema



Claude Ruey
Präsident



René Gerber
Geschäftsleiter



Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Bern, 19. August 2014

Vernehmlassung zum Bundesgesetz über Geldspiele (Geldspielgesetz; BGS)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Frau Benoît
Sehr geehrte Herren Besson und Hilti
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur obgenannten Vernehmlassung Stellung zu nehmen. Public Health Schweiz vertritt als unabhängige, nationale Organisation die Anliegen der öffentlichen Gesundheit. Sie engagiert sich für optimale Rahmenbedingungen für die Gesundheit der Bevölkerung, zeigt die Zusammenhänge zwischen gesellschaftlichen Parametern und öffentlicher Gesundheit auf und bietet Entscheidungsträgern fachliche Unterstützung. Mit 650 Einzel- und 100 Kollektivmitgliedern bildet Public Health Schweiz ein landesweites, themen- und disziplinenübergreifendes Netzwerk von Public Health Fachleuten.

Generelle Würdigung

Public Health Schweiz begrüsst die Absicht, das bisherige Lotteriegesetz, das den Kantonen unterstellt ist und das bisherige Spielbankengesetz, das in die Zuständigkeit des Bundes fällt, zu einem Bundesgesetz über Geldspiele zusammen zu führen. Wir bedauern, dass es in der Schweiz keine einheitliche Präventionspolitik gibt und die einzelnen Reglementierungen dadurch nur Teilaspekte abdecken, welche eine geringfügige Wirkung auf die Gesundheit und das Wohlbefinden der Bevölkerung haben.

Der Gesetzesentwurf weist in Bezug auf eine wirksame Prävention und Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler zum Teil gravierende Mängel auf. Diese betreffen besonders die folgenden Punkte:

- **Jungenschutz**
- **Beschränkung der Lotterie-Geldspielautomaten (Tactilos)**
- **Konsultativkommission**
- **Ausschluss von Spielerinnen und Spielern aus den Lotterien**



Jugendschutz

Gemäss dem neuen BGS ist das Geldspiel für Minderjährige sowie für gesperrte Personen verboten – mit Ausnahme von bestimmten Spielen, bei denen das Mindestalter auf 16 Jahre festgelegt wurde. Diese Massnahme zum Jugendschutz wird begrüsst. Für Jugendliche ist es heute aber relativ leicht, sich zu Lotterie- oder Wettspielen an Automaten Zugang zu verschaffen. Aus diesem Grund fordert Public Health Schweiz, dass Alterszugangskontrollen eingeführt werden. Wir fordern, dass an Automaten eine obligatorische Alterskontrolle vorgenommen wird. Eine entsprechende technische Lösung kann sich an der Alterskontrolle an Zigarettenautomaten (Identifikation mittels Identitätskarte oder Bezug von Jetons beim Barpersonal gegen Vorzeigen des Ausweises) orientieren. Mit dieser Massnahme wird der legale Verkauf für die Zielgruppe Jugendliche zwar eingeschränkt, allen anderen aber weiterhin offenstehen.

Beschränkung der Lotterie-Geldspielautomaten (Tactilos)

Art. 60 Angebot von Grossspielen

Ein zentraler Grundsatz beim Erlass des Spielbankengesetzes war, dass die Geldspielautomaten aus den Restaurants und Bars entfernt werden und nur noch in kontrollierten Räumen der Spielbanken betrieben werden dürfen. Dieser Grundsatz muss nach wie vor Gültigkeit haben. Seit mehreren Jahren betreibt die Loterie Romande Lotterie-Geldspielautomaten (Tactilos) frei zugänglich in Restaurants und Bars. Diese Geräte sind in Bezug auf die Spielsuchtgefährdung Geldspielautomaten in Spielbanken gleichgestellt. Daher müssen diese Geldspielautomaten (Tactilos) im Sinne einer wirksamen Prävention den gleichen Sozialkonzeptauflagen unterliegen wie Automaten in Spielbanken. Wir fordern, dass die Betreiber gesetzlich verpflichtet werden, die gleichen Sozialkonzeptauflagen zu erfüllen, wie sie für Spielbanken gelten. Falls dies nicht möglich sein sollte, muss im neuen Gesetz der Zugang zu Lotterie-Geldspielautomaten in Restaurants und Bars untersagt werden.

Koordinationsorgan und Konsultativkommission

Die Zulassung von und die Aufsicht über die Spiele liegt in der Verantwortung der Aufsichtsorgane Comlot und ESBK. Das neue Gesetz will diese Organe stärken und schlägt dazu zwei neue AkteurInnen vor:

- Ein **Koordinationsorgan**, welches aus VertreterInnen der ESBK und VertreterInnen kantonaler Vollzugsbehörden besteht.
- Eine **Konsultativkommission**, die aus Präventionsfachpersonen besteht, welche vom Bundesrat und von den Kantonen gewählt werden. Sie hat die Aufgabe, die Entwicklung der Geldspiele in der Schweiz zu beobachten und Empfehlungen zu Spielzulassungen auszusprechen.

Public Health Schweiz steht der Schaffung neuer AkteurInnen kritisch gegenüber. Die Schaffung des Koordinationsorgans und der Konsultativkommission muss so geregelt werden, dass es nicht zu Doppelspurigkeiten und unklaren Kompetenzen führt.



Daher schlägt Public Health Schweiz vor, die Konsultativkommission dem BAG und nicht dem EJPD zu unterstellen, um wirksame übergreifende nationale Präventionsstrategien sicherzustellen. Zudem muss das Koordinationsorgan mit grösseren Kompetenzen ausgestattet werden. Diese wären beispielsweise ein offizielles Antragsrecht gegenüber der Comlot/ESBK oder Einsitznahme in geeignete Gremien von Comlot/ESBK bzw. Protokolleinsicht.

Ausschluss von SpielerInnen aus den Lotterien

Der Ausschluss von abhängigen SpielerInnen von Grossspielen (Lotterie- und Wettspiele) während dem Spiel ist im aktuellen Gesetzesentwurf nicht vorgesehen. Gemäss geltendem Gesetz wird der Ausschluss problematischer SpielerInnen erst dann vollzogen, wenn ein grosser Gewinn ausbezahlt wird, da in diesem Moment auch die Identifikation der Kundin/des Kunden stattfindet. Diese Praxis erachtet Public Health Schweiz als nicht zureichend. Das Kriterium eines hohen Gewinnes ist für die Früherkennung von ProblemspielerInnen nicht relevant. Public Health Schweiz fordert eine Identifikation mit anschliessender Möglichkeit des Spelausschlusses, die an ein Kriterium geknüpft ist, welches auf ein problematisches Spielverhalten hinweisen kann. Solche Kriterien haben die Casinos bereits definiert. Diese können als Beispiele dienen.

Wir bitten Sie, die Überlegungen bei der Überarbeitung des Entwurfs zu berücksichtigen und danken Ihnen nochmals für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

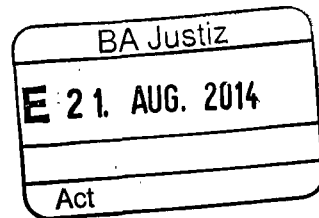
Freundliche Grüsse

Public Health Schweiz

Ursula Zybach
Geschäftsführende Präsidentin

Karin Faisst
Mitglied Geschäftsausschuss

Direktionsbereich öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern



Herzogenbuchsee, 16. August 2014

Vernehmlassungsantwort zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement beauftragt, bei den interessierten Kreisen zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen.

Unser Hauptanliegen ist, dass mit dem neuen Geldspielgesetz folgende Bedingungen geschaffen werden:

- Die Möglichkeit kostendeckend einen Pokerklub zu betreiben, welcher Pokerspiele mit kleinen Einsätzen anbietet
- Da sich die Vorgabe der ESBK während fast 3 Jahren bewährt haben, sollen im Grundsatz dieselben Bedingungen hergestellt werden, welche die Fachbehörde ESBK mit Wirkung bis zum Bundesgerichtsentscheid vom 20. Mai 2010 umgesetzt hatte
- Diese Bedingungen können durch einen koordinierten Spielerschutz und der Definition eines maximalen Durchschnittseinsatz optimiert werden
- Der mündige Bürger soll selber entscheiden können, ob er zum Pokerspiel mit kleinem Einsatz in eine Casino gehen will oder nicht

Als Pokerclub (Verein nach OR) nehmen wir zum Gesetzesentwurf nachfolgend Stellung.

Für allfällige Fragen steht Ihnen der Unterzeichnende jederzeit zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen

Queens Poker Club
René Ruch

Würdigung des Gesetzesentwurfes

Der vorliegende Gesetzesentwurf wurde unter anderem durch die Vertreter der Glücksspiel-Monopolanbieter und deren Nutzniesser ausgearbeitet. Vertreter der Geschicklichkeitsspiel-Anbieter waren nicht in der Arbeitsgruppe vertreten. Ebenso wurden weder Glücks-, noch Pokerspieler in den Gestehungsprozess miteinbezogen.

Es wurde das Ziel verfolgt, zwei nicht harmonisierte Gesetze in einem neuen Gesetzesentwurf zusammen zu fassen. Frau Bundesrätin Sommaruga erwähnte in Ihrem Statement vom 30. April 2014, dass alle wesentlichen Akteure zusammen einen Kompromiss gesucht haben, welcher diese Interessen, das heisst die Interessen der wesentlichen Akteure, unter einen Hut bringt.

Die Interessen der unwesentlichen Akteure, aber auch die Interessen der Direktbetroffenen, nämlich die des mündigen Bürgers, welcher in der einen oder anderen Form am Geldspiel teilnimmt, fanden unter diesem Hut leider keinen Platz.

Ein Gesetzesentwurf mit dem Ziel den Bürger zu schützen, darf nicht ein Kompromiss der wesentlichen Akteure sein, sondern soll in erster Linie die Interessen der Schwächeren schützen, in diesem Fall die der Spieler.

Wie Frau Bundesrätin Sommaruga in ihrem Statement richtig ausführte, handelt es sich bei den Inhabern der verschiedenen Glücksspielmonopolen um die wesentlichen Anbieter von legalen Geldspielen. Es gibt jedoch auch noch die unwesentlichen Anbieter von Geldspielen mit einem Gesamtumsatz welcher sich, verglichen mit den wesentlichen Akteuren, im Promillebereich bewegt.

Dazu zählen die Wirte, welche Jassturniere veranstalten; die Vereine, wenn sie an ihrem Vereinsabend Lose verkaufen; die Veranstalter von Pokerspielen, sowie die Hersteller und Aufsteller von Geschicklichkeitsspielautomaten. Die Bezeichnung unwesentliche Akteure ist korrekt, jedoch darf es nicht sein, dass diese Interessen unberücksichtigt bleiben.

Die Interessen der Kantone zusammen mit ihren Glücksspielanbietern (Swisslos, Loterie Romande, Sport Toto) und der durch die Kantone gewählten Aufsichtsbehörde Comlot, waren mit 7 von 17 Mitgliedern in der Studienkommission sehr gut vertreten. Dies widerspiegelt sich im aktuellen Gesetzesentwurf dementsprechend.

Der Gesetzesentwurf sollte offen gestaltet werden, damit der Bundesrat auf zukünftige Veränderungen mittels Anpassung der Verordnung reagieren kann. Die Definition der Lotteriespiele ist sehr offen gestaltet worden, während die Definition der Casinospiele sich quasi auf die Restmenge der nicht von den Kantonen beanspruchten Spiele beschränkt. Da die Interessen der Pokerspieleanbieter nur marginal berücksichtigt wurden, ist der Gesetzesentwurf für diese Spiele so eng ausgefallen, dass keine Verordnung die Durchführung von solchen Turnieren ermöglichen kann.

Durch den Wegfall der zwingenden Planmässigkeit einer Lotterie, können mit der vorgeschlagenen Formulierung praktisch alle Spiele als Lotterieproukte angeboten werden. Auch die umsatzstarken Tactilo-Automaten könnten in der ganzen Schweiz betrieben werden.

Dem Volk wurde anlässlich der Volksabstimmung zur Aufhebung des Spielbankenverbotes versichert, dass, die damals in den Gaststätten tausendfach verbreiteten Glücksspielautomaten, in Zukunft nur noch in den konzessionierten Spielbanken betrieben werden dürfen. Den Spielbanken-Konzessionsbewerbern wurde diese Monopolstellung, anlässlich der Ausschreibung der Lizenzen, zugesichert. Vor Jahren ist es der Loterie Romande gelungen, aufgrund der zwei nicht harmonisierten Geldspielgesetze (Spielbankengesetz, Lotteriegesezt), Glücksspielautomaten des Typ Tactilo in öffentlichen Lokalen, das heisst ausserhalb des Spielbankenmonopols, aufzustellen. Die Ausnützung

einer durch den technischen Fortschritt entstandenen Gesetzeslücke durch kantonale Anbieter von Lotterien war und ist einzigartig.

Die Loterie Romande argumentierte, dass es sich bei den Tactilos um elektronische Losverkaufsmaschinen handle und diese daher nicht dem Spielbankengesetz unterstehen. Diese Argumentation mag formaljuristisch zwar korrekt sein, missachtet aber den Volkswillen ganz klar. Für den Spieler, welcher vor einem der 700 Tactilos in der Westschweiz steht, ist keine Unterscheidung zu den in den konzessionierten Spielbanken betriebenen Glücksspielautomaten feststellbar. Der Ausgang des Spiels hängt rein vom Zufall ab. Dementsprechend erstaunt es auch nicht, dass die durchschnittlichen Einnahmen pro Automat über 130'000 Franken pro Jahr betragen und durchaus mit den Einnahmen eines Glücksspielautomaten in einer Spielbank vergleichbar sind. Auch bezüglich der Auszahlquote wird von der im Lotteriebereich üblichen Auszahlquote von 50% abgewichen. Es werden, wie bei Glücksspielautomaten üblich, zum Teil über 90% des Einsatzes ausbezahlt. Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb mit der Vereinheitlichung der Geldspielgesetzgebung solche Lücken nicht geschlossen werden sollen. Glücksspielautomaten sollen nach dem Willen des Volkes nur in konzessionierten Spielbanken betrieben werden, um nicht die Bevölkerung an jeder Ecke mit Glücksspielautomaten zu konfrontieren. Die Gefahren des Glücksspiels können und dürfen nicht mit dem Ertrag für gemeinnützige Zwecke wegargumentiert werden; auch nicht von einem staatlichen Anbieter.

In Bezug auf das Veranstellen von Pokerturnieren, bedeutet der aktuelle Entwurf, dass die Durchführung von Pokerspielen unmöglich wird. Ich werde nachfolgend im Detail auf Punkte im Zusammenhang mit dem Pokerspiel eingehen.

Rückblick Pokerspiele

Der Gesetzgeber hat die Fachbehörde auf Bundesebene in Bezug auf das Geldspiel, die Eidgenössische Spielbankenkommission, beim Erlass der heute geltenden Gesetzgebung, bewusst mit weitreichenden Kompetenzen ausgestattet. Artikel 3 des Spielbankengesetzes (SBG) in Verbindung mit Artikel 61 der Spielbankenverordnung (VSBG) ermächtigt und beauftragt die ESBK mit der Abgrenzung zwischen Glücks- und Geschicklichkeitsspielen.

Wie die ESBK am 13. Dezember 2007 der Öffentlichkeit mitgeteilt hat, betrachtete resp. qualifizierte die ESBK gewisse Formen von Pokerspielen, als Geschicklichkeitsspiele, welche auch ausserhalb von Spielbanken legal durchgeführt werden dürfen.

In der Folge wurden von mehreren Dutzend Pokerturnierveranstaltern in der ganzen Schweiz regelmässig, teilweise sogar mehrmals täglich, Pokerturniere angeboten. Die Einsätze pro Spieler haben typischerweise zwischen 20 und 150 Franken betragen. Der maximale Einsatz wurde durch die ESBK auf CHF 500 festgelegt. Weder die Teilnehmerzahl, noch die Anzahl der angebotenen Turniere wurde beschränkt.

Während 2 ½ Jahren (2008 – 2010) wurden mit diesen geltenden Rahmenbedingungen mehrere Tausend Turniere in der ganzen Schweiz durchgeführt. Meist dienten Gastronomie- oder Unterhaltungsbetriebe wie Billardcenter etc. als Veranstaltungsort.

Trotz der grossen Anzahl von Turnieren ist kein einziger Fall bekannt, wo die Durchführung von Pokerturnieren ausserhalb von Spielbanken zu Problemen geführt hat. Warum?

Das Pokerspiel unterscheidet sich von den in den konzessionierten Casinos angebotenen Spielen im Wesentlichen dadurch, dass die Spieler gegeneinander und nicht gegen die Bank spielen. Es wird ein

Gebühr für das Spiel entrichtet, aber es existiert kein Bankvorteil. Das heisst, 100% der Einsätze werden nach dem Spiel den Spielern ausbezahlt.

Der Ablauf und die Spielregeln sind sehr detailliert reglementiert und werden bereits heute im gesamten deutschsprachigen Raum einheitlich umgesetzt. Durch die transparente öffentliche Durchführung und der Tatsache, dass alle Pokerspieler die umfangreichen Regeln kennen, wird der korrekte Ablauf durch alle anwesenden Spieler beaufsichtigt. Einen zuverlässigeren Schutz vor dem Falschspiel gibt es fast nicht.

Die Casinoindustrie jedoch fürchtete um ihre Spieler, weshalb gegen sämtliche Verfügungen der ESBK das Rechtsmittel ergriffen wurde. Sämtliche Instanzen erkannten die Kompetenz der Fachbehörde ESBK an und bestätigten die Qualifikation der ESBK, wonach gewissen Formen von Turnieren als Geschicklichkeitsspiele zu qualifizieren sind und deshalb auch ausserhalb von Spielbanken legal gespielt werden dürfen.

Erst vor der letzten Instanz, wurde die Datenbasis der Qualifikationsverfügungen als unsicher bezeichnet, weshalb die ESBK in der Folge sämtliche Qualifikationen widerrufen hat.

Das Urteil des Bundesgerichtes wurde in casinonahen Kreisen bereits herumgereicht, noch bevor es den Parteien zugestellt worden ist. Eine Tageszeitung (landbote.ch) berichtete über das Urteil und brüskierte damit die ESBK. Ich könnte nur mutmassen, weshalb casinonahe Kreise vor allen anderen Parteien bereits im Besitz des schriftlichen Urteils waren, weshalb ich es bleiben lasse.

Die Folgen des Urteils waren verheerend: Es mussten in der Folge des Urteils mehrere 100 Teilzeit-Arbeitsverhältnisse aufgelöst werden, was die Mitarbeiter, ein grosser Teil finanzierte sich mit diesem Teilzeitpensum das Studium, besonders schmerzte. Andererseits wurden die Spieler vor die Wahl gestellt, ins Casino oder die Illegalität auszuweichen. Nur wenige haben den Weg ins nahe Ausland auf sich genommen.

Durch den Wegfall des legalen Pokerspieleangebotes entstanden in den Hinterzimmern private Spielklubs in denen neben Pokerspielen das gesamte Glückspielangebot dem Spieler offeriert wurde. Weiter wurden hunderte von illegalen Glücksspielautomaten in Betrieb genommen, welche identische Spiele, wie in einer konzessionierten Spielbank, in der Auswahl hatten.

Diese Auswirkungen verdeutlichen, dass die Fachbehörde ESBK mit ihrer Vorgehensweise die vorgegeben Ziele erreicht hat und die Einstufung der Pokerspiele als Geschicklichkeitsspiele korrekt gewesen ist. Auch bezüglich Spielablauf, Einsatzhöhe und Teilnehmerkreis haben sich die Vorgaben der ESBK als sinnvoll und im Sinne des Volkes bestätigt.

Ziel der Kommissionsmotion der RK-N war und ist es, den Folgen des falschen Bundesgerichtsentscheids entgegen zu wirken und den Zustand, welcher vor diesem Entscheid bestanden hatte, optimiert wiederherzustellen.

Optimiert heisst, unter klaren Auflagen. Die Auflagen sollen auch in diesem Bereich primär dazu dienen, den Spieler zu schützen. Denn nur ein attraktives legales Angebot, kann dem illegalen Spiel in den Hinterzimmern entgegenwirken. Die Anforderungen an die Durchführung eines Pokerspiels sollen identisch mit den Anforderungen sein, welche eine konzessionierte Spielbank zu erfüllen hat. Sowohl eine Zutrittskontrolle, eine Kameraüberwachung, aber auch ein Spielerschutzkonzept gehören dazu. Die Beschränkung des maximalen Einsatzes durch die ESBK auf CHF 500 pro Spieler ist angepasst. Spiele mit der maximalen Einsatzhöhe, das hat die 2 ½-Jährige Praxis gezeigt, wurden ohnehin nur vereinzelt angeboten. Um ein ausgewogenes Angebot an Einsatzhöhen anzustreben, ist die durchschnittliche Einsatzhöhe pro Spieler zu beschränken.

Die folgenden, im Gesetz sehr eng formulierten Voraussetzungen, verunmöglichen die Durchführung von Pokerspielen ausserhalb der konzessionierten Spielbanken:

Artikel 35 Abs. 1 a) Anzahl Teilnehmer

Jeder Pokerspieler sucht die Herausforderung sich gegen möglichst viele andere Pokerspieler zu behaupten. Die Einsatzhöhe des einzelnen Spielers steht in keiner Abhängigkeit zum Total Anzahl der Spieler, es gibt keinen Grund, die maximale Anzahl der Teilnehmer zu beschränken.

➔ **Antrag: Artikel 35 Abs. 1a ist ersatzlos zu streichen**

Während der 2 ½ Jahren, in denen gewisse Turnierformen von Poker durch die ESBK als Geschicklichkeitsspiele qualifiziert worden ist, waren die minimale Anzahl Teilnehmer durch die ESBK in Abhängigkeit zur Teilnahmegebühr festgelegt. Eine grundsätzliche Begrenzung der maximalen Anzahl Teilnehmer hat nicht existiert. Diese Praxis hat sich ausnahmslos bewährt. Durch die Zusammenarbeit von mehreren Pokeranbietern entstanden Duelle zwischen den Kantonen, deren Vorrunde zeitgleich in mehreren Lokalen durchgeführt wurde und so fast 1000 Teilnehmer an einem einzigen Pokerturnier zu verzeichnen waren. Auch diese Praxis hat sich bewährt.

Artikel 35 Abs. 3b) das maximale Startgeld

Es ist durchaus sinnvoll, dass der Bundesrat das maximale Startgeld festlegen kann. Damit sichergestellt ist, dass auch Pokerturniere mit einem sehr kleinen Einsatz angeboten werden, sollte zusätzlich noch das durchschnittliche Startgeld durch den Bundesrat definiert werden.

➔ **Antrag: Artikel 35 Abs. 3d ist mit dem maximalen durchschnittlichen Startgeld zu ergänzen**

Artikel 35 Abs. 3c) die maximale Summe der Startgelder

Die maximale Summe der Startgelder berechnet sich aus der Anzahl Teilnehmer multipliziert mit dem Startgeld. Es gibt keinen Grund die maximale Summe der Startgelder zu begrenzen.

➔ **Antrag: Artikel 35 Abs. 3c ist ersatzlos zu streichen**

Artikel 35 Abs. 3d)

Um eine Infrastruktur kostendeckend betreiben zu können, muss diese auch entsprechend genutzt werden. Neben den Infrastrukturkosten entstehen auch grosse Personalkosten. Mit der Limitierung der maximalen Anzahl der Turniere pro Tag und Veranstalter werden Pokerturniere verunmöglicht. Die im Bericht erwähnte Konkurrenzierung der konzessionierten Spielbanken ist absurd, da die meisten Spielbanken überhaupt keine Pokerturniere durchführen. Des Weiteren sind Pokerturniere für die Spielbanken infolge der hohen Spielbankenabgabe, verbunden mit dem hohen Personalaufwand nur defizitär durchführbar. Den konzessionierten Spielbanken soll es ermöglicht werden, dieselben Pokerspiele wie ausserhalb eines Casinos, mit kleinem Einsatz, anzubieten, wobei der Ertrag dieser kleinen Pokerspiele nicht der Spielbankenabgabe unterliegt. Dies fördert Angebot des Pokerspiels mit kleinem Einsatz. Der Bürger, welcher primär zur Unterhaltung Poker spielt, kann so frei entscheiden, ob er ein Casino besuchen möchte oder nicht.

Die Forderung, dass Pokerspiele einen Eventcharakter haben müssen, sind einem Verbot gleichzusetzen. Zumal bereits heute jede Firma absolut legal zum Event-Pokerspiel mit grossen Geldgewinnen einladen kann, sofern alle Auflagen des ESBK (Bsp: kostenlose Teilnahmemöglichkeit für die Teilnehmer) erfüllt werden.

Artikel 35 Abs. 3f) Minimale Turnierdauer

Die zu erwartende Turnierdauer kann mittels den Vorgaben an ein Pokerturnier ermittelt, resp. gesteuert werden. Eine Festlegung der Minimalen Turnierdauer würde bedeuten, dass keine Pokerturniere in der Variante Texas Hold'em No Limit angeboten werden können. Rein mathematisch betrachtet, kann jedes Pokerturnier innerhalb von wenigen Minuten beendet sein. Eine absolute Zeitliche Vorgabe kann aus spieltechnischen Gründen nicht erfüllt werden. Der Bundesrat oder die Vollzugsbehörde kann jedoch in eigener Kompetenz nur Turniere zulassen, welche mit grösster Wahrscheinlichkeit mehrere Stunden dauern. Dem Bundesrat ist entsprechend diese Kompetenz bereits übertragen und er kann auf die Punkte zur Definition der zu erwartenden Turnierdauer in der Verordnung Einfluss nehmen.

➔ **Antrag: Artikel 35 Abs. 3f ist ersatzlos zu streichen**

Die Tatsache, dass mit diesem Gesetzesentwurf versucht wurde, die Interessen der wesentlichen Akteure unter einen Hut zu bringen, bestätigt auch der die Geldspielturniere betreffenden geforderten Rahmenbedingungen. Es wurde erfolgreich versucht, statt den bewährten Zustand vor dem Bundesgerichtsurteil zu optimieren, die Durchführung von Geldspielturnieren bereits im Gesetzesentwurf so eng einzuschränken, dass die Durchführung verunmöglicht wird.

Vollzugs- und Aufsichtsbehörden

Der neue Gesetzesentwurf vereint zwei Bundesgesetze. Die letzten Jahre haben gezeigt, dass zwei nicht harmonisierte Gesetze viele Lücken entstehen lassen, welche mit dem neuen Gesetzesentwurf geschlossen werden. Es ist jedoch nicht zweckmässig, wenn sich in der Umsetzung, das heisst im Vollzug dieses neuen Bundesgesetzes, sich mit einem Thema in Zukunft zwei Behörden beschäftigen. Die ESBK hat sich in den letzten Jahren im Bereich der Abgrenzungsverfahren (Qualifikationsverfahren), im Bereich der technischen Prüfung von Spielautomaten und nicht zuletzt auch als Strafverfolgungsbehörde ein Wissen erarbeitet, welches nicht einfach durch eine interkantonale Vollzugsbehörde oder durch die kantonalen Vollzugsbehörden aufgebaut werden kann.

➔ Deshalb schlagen wir folgende Kompetenz-Zuweisungen vor:

Technische Prüfung von Geldspielautomaten aller Art: ESBK

Qualifikationsverfahren Glücks-/Geschicklichkeit: ESBK

Genehmigung des technischen Spielablaufes von Pokerspielen: ESBK

Spielbewilligung Lotterien + Wetten; elektronisch und manuell: Comlot

Spielbewilligung von Geschicklichkeitsspielautomaten: Comlot

Erteilen von Veranstalterbewilligung für Grossspielen: Comlot

Betriebsbewilligung von Geschicklichkeitsautomaten: kantonale Behörde

Veranstaltungsbewilligung von Geldspielturnieren: kantonale Behörde



Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Zürich, 20. August 2014

Vernehmlassung zum Bundesgesetz über Geldspiele (Geldspielgesetz; BGS)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Frau Benoît
Sehr geehrte Herren Besson und Hilti
Sehr geehrte Damen und Herren

Die Schweizerische Gesundheitsstiftung RADIX nimmt die Möglichkeit wahr, Stellung zu nehmen zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele (BGS).

RADIX betreibt das Zentrum für Spielsucht und andere Verhaltenssüchte im Auftrag des Kantons Zürich. Es bietet Prävention und Beratung zur Glücksspielsucht, insbesondere Lotterien, Wetten und Lose an. Die Mitarbeiter des Zentrums haben sich als spezialisierte Fachstelle über die Begleitgruppe Studienkommission Geldspielpolitik bereits intensiv in die Erarbeitung des Gesetzes eingebracht und kennen den vorliegenden Gesetzesentwurf detailliert.

Generelle Würdigung

RADIX begrüsst den vorliegenden Entwurf zum Bundesgesetz über Geldspiele im Wesentlichen, ortet aber zum Teil gravierende Mängel, was die Prävention und die Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler betrifft.

Parlament und Bundesrat wollen sich für einen besseren Spielerschutz einsetzen und Bundesrätin Simonetta Sommaruga hielt fest: «Wirklich neu ist, dass der neue Verfassungsartikel Bund und Kantone verpflichtet, Massnahmen gegen Spielsucht und die anderen Gefahren der Geldspiele zu ergreifen. Geldspiele bringen nicht nur Geldsegen mit sich – wovon vor allem Kultur, soziale Einrichtungen oder der Sport profitieren – sondern auch Probleme.»

Trotz diesem klaren Votum für die Prävention sieht das neue Gesetz keine entsprechenden finanziellen Ressourcen vor, um auf die Probleme der Geldspiele angemessen zu reagieren. Obwohl der Bund jährlich rund 500 Millionen Franken durch die Casinosteuerung einnimmt, spricht er sich aus verfassungsrechtlichen Gründen dagegen aus, einen Teil dieser Mittel den Kantonen zur Verfügung zu stellen, damit diese ihrem gesetzlichen Auftrag nachkommen können. Das unabhängige Rechtsgutachten von Prof. Grisel, Universität Lausanne im Auftrag von GREA (Groupement Romand d'Etudes des Addictions) und SSAM (Schweizerische Gesellschaft für Suchtmedizin) hat jedoch gezeigt, dass die Verfassungsmässigkeit gewährleistet ist.

Die Öffentliche Hand steht in der Pflicht, angesichts des grossen Schadenspotentials, welches durch die Geldspiele entsteht, auch entsprechende Ressourcen für die Prävention, Behandlung und Forschung bereitzustellen. Die Lösungen in den Bereichen Alkohol und Tabak dienen hier als Beispiele. Mit den geplanten Lizenzen zum Betrieb von Onlinegeldspielen entsteht zudem ein zusätzliches Angebot, welches neue erhebliche Risiken für exzessives Spielverhalten schaffen wird. Der dadurch entstehende Bedarf an Prävention, Behandlung und Forschung muss mit zusätzlichen Ressourcen gedeckt werden.

Die Vernehmlassung von RADIX folgt mehrheitlich den **Forderungen vom Fachverband Sucht** (im Gesetzestext **grau unterlegt**), enthält aber abweichende Forderungen in folgenden Bereichen:

- **Zweckbindung** der Gelder für Prävention, Behandlung und Forschung im Bereich der Verhaltenssuchte, insbesondere der Geldspielsucht.
- Unterstellung der **Konsultativkommission Prävention beim BAG/EDI** anstatt dem EJPD.
- **Werbeverbot** auf sämtlichen **digitalen Kanälen** anstatt nur auf mobilen Geräten.
- **Spielsperren** auch aufgrund von **Drittmeldungen** durch Fachstellen oder Sozialbehörden, anstatt nur aufgrund eigener Beobachtungen der Casinos.

Diese Bereiche sind im Folgenden im Erläuterungstext **gelb unterlegt**.

1. Finanzierung der Kantonsaufgaben

Das neue Gesetz stärkt die Kompetenzen der Kantone in Bezug auf die Prävention, Beratung und Behandlung von Geldspielsucht. Die Kantone werden dazu verpflichtet, Massnahmen zur Prävention von exzessivem Geldspiel zu ergreifen sowie Beratungs- und Behandlungsangebote für spielsuchtgefährdete und spielsüchtige Personen und für deren Umfeld anzubieten. Das Gesetz sieht aber **keine Abgabe für die Finanzierung der kantonalen Aufgaben** vor.

Heute existiert zwar eine Präventionsabgabe aus den Bruttoeinnahmen der Lotterie- und Wettspielen (Art. 18 der Interkantonalen Vereinbarung über die Aufsicht und sowie die Bewilligung und Ertragsverwendung von interkantonal und gesamtschweizerisch durchgeführten Lotterien und Wetten). Diese reicht aber nicht aus, um die Kosten für Prävention und Behandlung, welche die Spielsucht in der Schweiz jährlich verursacht, zu decken. Die Suchtfachorganisationen der Schweiz schätzen den Bedarf dazu auf rund CHF 20 Mio.¹ Das Angebot der Geldspiele wird in der Schweiz mit dem neuen Gesetz durch die Vergabe von Lizenzen zum Betrieb von **Online-geldspielen** erweitert. Diese Angebote schaffen einen **neuen Bedarf** an Prävention, Behandlung und Forschung im Bereich der **Verhaltenssüchte, insbesondere der Geldspielsucht**. Deshalb gilt es den **Kantonen entsprechend genügend Mittel zur Verfügung zu stellen**, um die Auswirkungen der Verhaltenssüchte, insbesondere der Geldspielsucht zu bekämpfen.

Um dieses Problem zu lösen ist es notwendig, die Abgabe, die heute auf den Lotterie- und Wettspielen erhoben wird, auf die Casinos auszudehnen. Sowohl Lotterien und Wetten als auch Casinos tragen gemeinsam zu Spielsuchtproblemen bei, weshalb auch beide in die Pflicht genommen werden dürfen. Es ist notwendig, die Spielbankenabgaben zu erhöhen und diesen Anteil der **Prävention, Behandlung und Forschung von Geldspielsucht** zuzuführen sowie die bereits existierende Spielsuchtabgabe auf den Lotterie- und Wettspielen zu eben diesem Zweck zu erhalten. RADIX empfiehlt deshalb, den Gesetzestext folgendermassen zu ergänzen (Ergänzung kursiv):

9. Kapitel Besteuerung und Verwendung der Spielerträge
1. Abschnitt Spielbankenabgabe
Art. 121 Abgabesätze

¹ Der Bundesrat legt den Abgabesatz so fest, dass nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen geführte Spielbanken eine angemessene Rendite auf dem investierten Kapital erzielen können.

² Der Abgabesatz beträgt:

- a. mindestens 40 und höchstens 80 Prozent des Bruttospielertrags, der in einer Spielbank erzielt wird;
- b. mindestens 20 und höchstens 80 Prozent des Bruttospielertrags, der mit online durchgeführten Spielbankenspiele erzielt wird.

¹ GREA, «Révision sur la législation des jeux d'argent: Financement des mesures de protection des joueurs en Suisse», 2012.

³ Der Abgabesatz kann während der ersten vier Betriebsjahre bis auf die Hälfte reduziert werden. Bei der Festlegung berücksichtigt der Bundesrat die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen der einzelnen Spielbank. Eine Reduktion muss jährlich in Würdigung aller Umstände für die einzelnen oder für mehrere Spielbanken zusammen neu festgelegt werden.

neu :

⁴ Um ihren Verpflichtungen nachzukommen, erhalten die Kantone vom Bund und von der interkantonalen Vollzugsbehörde einen Prozentsatz der Bruttoeinnahmen der Casinos und der Grossspiele. Die Kantone nutzen diesen Ertrag für die Prävention, Behandlung und Erforschung von Verhaltenssüchten, insbesondere der Geldspielsucht.

neu :

⁵ Die Beträge, die den Kantonen zu Zwecken der Prävention und Behandlung zur Verfügung gestellt werden, werden zusätzlich zum Gesamtsteuerbetrag, den die Spielbanken entrichten, erhoben.

2. Koordinationsorgan und Konsultativkommission

Die Zulassung von und die Aufsicht über die Spiele liegt in der Verantwortung der Aufsichtsorgane Comlot und ESBK. Das neue Gesetz will diese Organe stärken und schlägt dazu zwei neue Akteure vor:

- Ein **Koordinationsorgan**, welches aus Vertreterinnen und Vertretern der ESBK und kantonaler Vollzugsbehörden besteht.
- Eine **Konsultativkommission**, die aus Präventionsfachpersonen besteht, welche vom Bundesrat und von den Kantonen gewählt werden. Sie hat die Aufgabe, die Entwicklung der Geldspiele in der Schweiz zu beobachten und Empfehlungen zu Spielzulassungen auszusprechen.

Die Schaffung dieser Organe wird begrüsst. Damit diese aber wirksamer und flexibler handeln können, gibt es zwei Punkte, die verbessert werden müssen:

a. Koordinationsorgan

Die Schaffung dieses Organs wird ausdrücklich begrüsst. Die **Kompetenzen**, über welche dieses Organ verfügen soll, sind jedoch **zu stark eingeschränkt**: Es ist lediglich die Möglichkeit vorgesehen, Empfehlungen abzugeben und die Diskussion unter den verschiedenen Akteuren zu koordinieren. Um die Ziele einer kohärenten und wirksamen Geldspielpolitik, die Umsetzung der gesetzlichen Massnahmen im Bereich der Spielsuchtprävention sowie die Koordination von Entscheidungen, u.a. im Bereich der Zulassungen, zu erreichen, fordert RADIX, dass das Koordinationsorgan zwingend mit entsprechend **weitreichenderen Kompetenzen ausgestattet** wird.

b. Konsultativkommission für die Prävention von Spielsucht

Die beratende Experten-Kommission ist eine wesentliche Voraussetzung zur Erfüllung des Spielerschutzes, weshalb sie ein grundlegender Bestandteil des neuen Gesetzes darstellt. Damit diese Kommission fähig ist, ihren Gesetzesauftrag wahrnehmen zu können, ist es notwendig, dass sie einen garantierten Zugang zu den Informationen und (anonymisierten) Daten der Anbieter und der Aufsichtsorgane hat. Dieser Zugang gewinnt mit der Zulassung von Online-Geldspielen an Wichtigkeit, um die damit verbundenen Gefahren besser zu identifizieren und wirksame Präventionsmassnahmen

entwickeln zu können. RADIX empfiehlt deshalb, den Gesetzestext folgendermassen zu ergänzen (Ergänzung kursiv):

6. Kapitel	Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel
4. Abschnitt	Konsultativkommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel
Art. 85	Aufgaben

¹ Die Kommission hat folgende Aufgaben:

- a. Beratung der Vollzugsbehörden dieses Gesetzes, der Gesundheitsbehörden des Bundes und der Kantone sowie der Veranstalterinnen von Geldspielen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel;
- b. Erarbeitung von Empfehlungen zur Prävention, zur Früherkennung und zur Behandlung von exzessivem Geldspiel;
- c. Beobachtung und Analyse nationaler und internationaler Entwicklungen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel;

neu:

- d. *Erarbeitung von Empfehlungen zur Erhebung der für die Aufgabenerfüllung der Kommission notwendigen Daten durch die Spielbanken und Anbieter von Grossspielen.*

² Die Kommission erstattet gegenüber Bundesrat und Kantonen jährlich Bericht über ihre Tätigkeit. Der Bericht ist öffentlich.

neu:

³ *Zu ihrer Aufgabenerfüllung hat die Kommission Zugang zu allen Daten der Aufsichtsbehörden und der Anbieter.*

3. Jugendschutz

Gemäss dem neuen BGS ist das Geldspiel für Minderjährige sowie für gesperrte Personen verboten – mit Ausnahme von bestimmten Spielen, bei denen das Mindestalter auf 16 Jahre festgelegt wurde. Diese Massnahme zum Jugendschutz wird begrüsst. Für Jugendliche ist es dennoch relativ leicht, sich zu Lotterie- oder Wettspielen an Automaten Zugang zu verschaffen. Aus diesem Grund fordern die Suchtfachpersonen, dass **Alterszugangskontrollen** eingeführt werden. Sie schlagen dazu insbesondere vor, dass **an Automaten eine obligatorische Alterskontrolle** vorgenommen werden muss. Eine entsprechende technische Lösung kann sich an der Alterskontrolle an Zigarettenautomaten (Identifikation mittels Identitätskarte oder Bezug von Jetons beim Barpersonal gegen Vorzeigen des Ausweises) orientieren. Mit dieser Massnahme würde der legale Verkauf für die Zielgruppe Jugendliche zwar eingeschränkt, allen anderen aber weiterhin offenstehen. Zur Sicherstellung des Jugendschutzes auch an Automaten schlägt RADIX deshalb folgende Ergänzung vor (Ergänzung kursiv):

6. Kapitel	Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel
1. Abschnitt	Massnahmen aller Veranstalterinnen von Geldspielen
Art. 69	Grundsatz

¹ Die Veranstalterinnen von Geldspielen sind verpflichtet, angemessene Massnahmen zu treffen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel, d.h. zu deren Schutz vor Spielsucht und vor dem Tätigen von Spieleinsätzen, die in keinem Verhältnis zu ihrem Einkommen und Vermögen stehen.

² Minderjährige sind besonders zu schützen. Sie sind nicht zu den Spielbankenspielen und zu den online durchgeführten Grossspielen zugelassen.

³ Für die anderen Grossspiele entscheidet die interkantonale Vollzugsbehörde in Abhängigkeit ihres Gefährdungspotenzials über das Alter, das zur Teilnahme berechtigt. Es darf nicht unter 16 Jahren liegen.

neu:

⁴ Grossspiele, die an Automaten oder online angeboten werden, müssen über eine Alterszugangskontrolle verfügen.

4. Ausschluss von Spielerinnen und Spielern aus den Lotterien

Der Ausschluss von abhängigen Spielerinnen und Spielern von Grossspielen (Lotterie- und Wettspiele) während dem Spiel ist im aktuellen Gesetzesentwurf nicht vorgesehen. Gemäss geltendem Gesetz wird der Ausschluss problematischer Spielerinnen und Spielern erst dann vollzogen, wenn ein grosser Gewinn ausbezahlt wird, da in diesem Moment auch die Identifikation des Kunden stattfindet. Diese Praxis erachtet RADIX als nicht zureichend. Das Kriterium eines hohen Gewinnes ist für die Früherkennung von Problemspielenden nicht relevant. RADIX fordert eine Identifikation mit anschliessender Möglichkeit des Spielausschlusses, die an ein Kriterium geknüpft ist, welches auf ein problematisches Spielverhalten hinweist. Solche Kriterien haben die Casinos bereits definiert. Diese können als Beispiele dienen.

Die **Identifizierung** des Spielers/der Spielerin soll zudem **vor oder während des Spiels** passieren, um schon dann problematisch Spielende zu erkennen. Ein gesamtschweizerisches Register, das mit demjenigen der Spielbanken verknüpft ist, stellt den Ausschluss der Betroffenen aus allen Arten von Geldspielen sicher und schützt somit die exzessiven **oder minderjährigen** Spieler. Für den Ausschluss einer Person aus Lotterie- und Wettspielen würden dieselben Rahmenbedingungen gelten, wie für einen Ausschluss aus Casinospielen und Online-Geldspielen. Der Spielausschluss wäre damit keine Spezifität eines Spieltyps, sondern müsste allgemein für alle Geldspiele gelten. Technisch bietet sich dazu eine **Spielerkarte** an, welche der Identifikation vor sämtlichen Geldspielen dient. Erfahrung mit dieser Praxis haben Norwegen, Nova Scotia (Kanada), Schweden und Australien hauptsächlich im VLT-Bereich (Video Lottery Terminal) oder Onlineangeboten.

5. Ausschluss von Spielerinnen und Spielern aus den Casinos

Die Suchtproblematik ist im Hinblick auf die Verschuldung von Spielerinnen und Spielern zentral: Schulden führen oft dazu, dass eine Person zu spielen beginnt bzw. weiterspielt und sind damit oft Grund für eine, oder Folge einer Spielsucht. Die Überschuldung einer Person ist also fast in allen Fäl-

len Ursache oder Konsequenz der Spielsucht. Die von den Casinos bisher praktizierte Fokussierung auf die finanzielle Situation von Casinobesuchern ist deshalb alleine nicht zielführend. Die **Früherkennung von spielsüchtigen Personen soll neben der Früherkennung einer Überschuldung gleichwertig sichergestellt werden.** Es ist deshalb notwendig, dass die Casinos **ebenso Personen mit problematischem Spielverhalten frühzeitig erkennen,** wie auch solche mit finanziellen Problemen. Wenn Suchtfachpersonen und Sozialbehörden intervenieren oder Zahlungsunfähigkeit oder Verschuldung vorliegen, sind dies Zeichen dafür, dass die Person bereits ein problematisches Spielverhalten aufweist.

Daher empfiehlt RADIX einen **triangulären Ansatz:**

Fachpersonen, Sozialbehörden und Angestellte der Casinos können Beobachtungen tätigen.

Casinos können weiterhin Spielsperren in eigener Kompetenz ohne Einbezug einer Suchtfachstelle verhängen können. Die Beobachtungen der Mitarbeitenden von Casinos alleine müssen aber nicht zu einem definitiven Ausschluss einer Spielerin/eines Spielers aufgrund einer Spielsucht führen, da diese nicht immer über die nötige Fachkompetenz verfügen, um eine Abhängigkeit zu diagnostizieren. Deshalb soll es möglich sein, dass aufgrund der Beobachtungen der Angestellten von Casinos eine **provisorische Spielsperre** vorgenommen werden kann. Eine solche hätte zur Folge, dass die betroffene Person zwecks Abklärung eine Fachperson aufsuchen muss. Die provisorische Sperre wird wieder aufgehoben, wenn die Fachperson keine Abhängigkeit diagnostiziert. RADIX schlägt vor, den Gesetzestext folgendermassen zu ergänzen (Ergänzung kursiv):

6. Kapitel	Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel
2. Abschnitt	Zusätzliche Massnahmen der Spielbanken und der Veranstalterinnen von Grossspielen
Art. 77	Spielsperre

[...]

¹ Die Veranstalterinnen von Spielbankenspielen und von online durchgeführten Grossspielen sperren Personen vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund eigener Wahrnehmungen oder aufgrund Meldungen Dritter wissen oder annehmen müssen, dass sie

- a. überschuldet sind oder ihren finanziellen Verpflichtungen nicht nachkommen;
- b. Spieleinsätze tätigen, die in keinem Verhältnis zu ihrem Einkommen und Vermögen stehen.

² Sie sperren ferner Personen vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund einer Meldung einer Fachstelle oder Sozialbehörde wissen oder annehmen müssen, dass sie spielsüchtig sind.

neu:

³ *Sie sperren ferner Personen provisorisch vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund eigener Beobachtungen vermuten, dass sie spielsüchtig sind.*

6. Werbeeinschränkungen

Die Werbung für legale, inländische Geldspiele soll möglich sein, da Prävention, Behandlung und Forschung auch nur möglich ist, wenn aufgrund der Werbung legale, inländische Angebote bekannt

sind und genutzt werden. Spielerinnen und Spieler von illegalen und/oder ausländischen Angeboten sind für Prävention sehr schwierig erreichbar.

Trotzdem muss Geldspielwerbung mit Vorsicht konzipiert und eingesetzt werden, um die zahlreichen negativen Wirkungen, die von Geldspielen ausgehen können, zu verhindern. Der Gesetzesentwurf schlägt hierfür nur minimale Vorgaben vor. Die Regelung gilt es zu verbessern, insbesondere im Hinblick auf die **Entwicklung der neuen Informations- und Kommunikationstechnologien**, über welche die Sichtbarkeit von Werbung, deren Menge und damit ihre Präsenz stark erhöht wird. Die Werbung über die neuen Informations- und Kommunikationstechnologien ganz zu verbieten, wäre hingegen sehr aufwändig und wenig effektiv. RADIX empfiehlt deshalb verschiedene Änderungen (Änderungen und Ergänzungen kursiv):

6. Kapitel	Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel
1. Abschnitt	Massnahmen aller Veranstalterinnen von Geldspielen
Art. 71	Werbung

¹ Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen nicht in aufdringlicher oder irreführender Weise Werbung betreiben.

² Die Werbung darf sich nicht an Minderjährige oder an gesperrte Personen richten.

neu:

³ Werbung für Geldspiele muss, ob sie mittels Text, Bild oder Ton gemacht wird, objektiv sein. Werbung für Geldspiele ist insbesondere dann nicht objektiv, wenn:

- a. Situationen gezeigt werden, in denen Geldspiele gewonnen werden;
- b. Geldspiele mit Reichtum, Erfolg, Gesundheit, Sportlichkeit, Jugendlichkeit, Ferien oder analogen Empfindungen assoziiert werden;
- c. zum Geldspiel anregt.

neu:

⁴ Die Werbung für Geldspiele beinhaltet auch eine Präventionsbotschaft.

⁵ Werbung für in der Schweiz nicht bewilligte Geldspiele ist verboten.

neu:

⁶ Die Werbung für Geldspiele ist verboten

- a. in öffentlichen Gebäuden oder in Teilen von Gebäuden, die der Öffentlichkeit zugänglich sind sowie in den umliegenden Bereichen dieser Gebäude;
- b. auf Sportplätzen und an Sportveranstaltungen;
- c. an Orten, an denen sich vornehmlich Personen unter 18 Jahren aufhalten sowie an Veranstaltungen, an denen vornehmlich Personen unter 18 Jahren teilnehmen;
- d. auf digitalen, inklusive mobilen Kommunikationsgeräten (Internet-PC, Smartphones, Tablets usw.), und zwar insbesondere dann, wenn sie mit Promotionsangeboten verbunden ist.

7. Verbot von Gratisspielen

Ein anderer Weg zur Bewerbung von Geldspielen ist das Anbieten von Gratisspielen oder von Gutscheinen für die unentgeltliche Teilnahme. Diese Form der Werbung lässt sich in drei Kategorien einteilen:

- Tickets für Gratisspiele: Gratis-Pokerturniere, Gratis-Wetten, Rückerstattung des Einsatzes, wenn die Spielerin oder der Spieler verliert.
- Bonus auf dem ersten Einsatz: Die Spielerin oder der Spieler kann den ersten (bezahlten) Einsatz gratis verdoppeln oder verdreifachen.
- Gratis-Kredit: Der neu eingeschriebene Spielende erhält sofort einen Kredit, der ohne Geldeinsatz nach eigenem Gutdünken eingesetzt werden kann.

Diese Formen der Werbung werden bei Online-Geldspielen oder im Casino angewandt. Ziel dieser Werbemassnahmen ist, den Nicht-Spielenden ohne vorherigen Geldeinsatz ein Gewinnerlebnis zu ermöglichen. Das Geldspiel wird mit der falschen Vorstellung assoziiert: «Ich kann gewinnen». Um solche Gewinnerlebnisse, die in Geschichte einer geldspielabhängigen Person sehr oft vorkommen, sind zu verhindern, fordert RADIX ein komplettes Verbot von Promotionen dieser Art. Dieses Verbot ist umso wichtiger, als das neue BGS die Zulassung von Online-Geldspielen vorsieht. RADIX schlägt deshalb folgende Änderung vor (Änderung kursiv):

6. Kapitel	Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel
1. Abschnitt	Massnahmen aller Veranstalterinnen von Geldspielen
Art. 72	Darlehen, Vorschüsse und Gratisspiele

¹ Die Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen Spielerinnen und Spielern weder Darlehen noch Vorschüsse gewähren.

² Die Einräumung von Gratisspielen oder Gratisspielguthaben *ist verboten*.

Für Ihre Kenntnisnahme danken wir Ihnen bestens.

Mit freundlichen Grüssen



Rainer Frei, Geschäftsführer
Schweizerische Gesundheitsstiftung RADIX



Christian Jordi, Leiter Prävention,
Zentrum für Spielsucht und andere Verhaltens-
süchte



The Remote Gambling Association
6th Floor | 52-54 High Holborn | London WC1V
6RL | UK
Tel : +44 (0) 207 831 2195
e-mail : chawkswood@rga.eu.com

Brussels Office
Rue du Trône 60 | 1st floor | Brussels 1050 |
Belgium
T +32 2 626 95 00 | F +32 2 626 95 01 |

Cornelia Perler
Office Fédéral de la Justice
Domaine de Direction Droit Public
Unité Projets et Méthode Législatifs
Bundesrain 20
3003 Berne
Switzerland
Email: Cornelia.perler@bj.admin.ch.

19 August 2014

Re: Draft Federal Gambling Law – RGA Consultation Response

Dear Sir/Madam,

I am writing to you on behalf of the Remote Gambling Association (“the RGA”) to share our comments on the Draft Federal Gambling Law 2009 (“the Draft Law”) that is being put to public consultation before examination in the Legislative Committee, and to offer our assistance if you need further information on how regulatory challenges are met in jurisdictions where viable licensing regimes are in place.

Introduction

The RGA is the largest trade association for the online gambling sector. We represent many of the world’s largest online gambling companies, including both operators and software suppliers. The RGA and our members have vast experience in engaging with legislators, regulators and other stakeholders to ensure online gambling is conducted in a fair, safe, and crime-free environment.

Further information and a full list of our membership can be found at: <http://www.rga.eu.com>.

The key to establishing a safe and successful market is to strike the right balance between consumer protection, an appropriate tax regime, and the need for licensed operators to be commercially viable. It appears that the Draft Law provides for a number of restrictions that will prevent the Swiss authorities from establishing the

balance mentioned above, especially with regard to the scope of the opening, the licensing requirements, and taxation.

Comments on the Draft Law

1. Limited opening

If one form of online gambling can be regulated effectively then logic dictates that all forms of it can. Consequently, the law and regulations should enable private operators having a license to offer the fullest range of gambling products, specifically including sports betting, online gaming and casinos, poker, and bingo. It is disappointing that the Draft Law would only allow private operators to offer online casino games. Any other products will be either prohibited or subjected to exclusive rights. We are urging the Swiss government to review its initial position and allow for a fuller range, including at least sports betting and poker.

2. Licensing requirements

The Draft Law contains highly disproportionate and restrictive provisions which are not compatible with a competitive and viable online gambling market. These provisions will hamper the efficiency of consumer protection measures and will result in the loss of an important source of revenue for the government.

As provided for under Article 8, applicants for an online casino concession must be a limited company under Swiss law whose capital is divided into shares. It is understandable that the regulator will want operators to have some form of representation within its jurisdiction. However, many companies in the online gambling industry are international in nature and it will be common for gambling operators to be licensed in multiple jurisdictions. It would not be possible for them to have a corporate base in every country.

Most importantly, under Articles 5 and 9, any person who wishes to operate online casino must primarily hold a land-based casino concession. This provision is clearly discriminative as it excludes *de facto* all the pure online operators as well as foreign operators, in particular those established in Europe. The RGA is of the view that the Swiss government should not reserve the right to operate online casino games to land based casinos only. The proposed option will inevitably result in lower revenue for the government and fewer choices for consumers.

Therefore, the RGA would like to suggest a less restrictive alternative to the licensing requirements listed above. In particular, there are already administrative and judicial

cooperation agreements¹ in place between Switzerland and the EU/EEA, including its Members. These agreements should be explored with the view to facilitating access to the Swiss online gambling market by European operators while guaranteeing enforcement of the Draft Law. In addition, some sort of legal representation of European operators in Switzerland could be envisaged for tax and liability purposes.

3. Limited number of concessions

As provided for under Article 5, the Federal Council sets the number of concessions. The RGA believes that the legislation should not place a limitation on the number of licences available. This provision will result in the same negative effects previously described, namely lower revenue for governments and exposing consumers to illegal operators not applying the required measures of consumer protection.

4. Blocking measures

As provided under Article 88, access to on-line gambling will be blocked when the service is made accessible in Switzerland and the operator's head office is based abroad. This provision is fundamentally discriminative as it will be primarily aimed at foreign operators, in particular those established in the EU/EEA. More importantly, the blocking measures are not suitable to achieve the purported aim of the Draft Law with regard to consumer protection. The RGA believes that consumers want a well-regulated market where they can gamble in a safe environment and choose between a broad ranges of products. In order to prevent consumers from gambling with operators not taking up a licence, the regulated operators must be able to offer attractive products in order to compete. Therefore, limiting the consumer protection's measures to the exclusion of foreign operators will necessarily push Swiss consumers towards unlicensed operators, which do not provide the same level of protection. A workable licensing regime is in our view more suitable to channel costumers towards the legal offer. There are numerous examples of licencing jurisdictions relying mostly on blocking measures to safeguard their market and failing to combat the illegal offer. The RGA would be happy to provide more detailed and concrete examples of unworkable blocking systems across Europe.

5. Taxation

- *Gambling tax*

An appropriate fiscal regime is clearly fundamental for the viability of the industry. When calculating the total tax burden all of the costs must be taken into account,

¹ Cooperation Agreement between the European Community and its Member States, of the one part, and the Swiss Confederation, of the other part, to combat fraud and any other illegal activity to the detriment of their financial interests

including all associated business taxes, license fees, administrative and compliance costs, as well as the actual tax rate. The sum of these expenses, in addition to the costs of market entry such as advertising, can be considerable. Furthermore, the taxation of remote gambling can provide an important source of revenue for national governments if it is properly designed. The RGA is really appreciative of the direction taken towards imposing a tax on the gross product of games (GPT). The GPT is the best option for the remote gambling sector as it is a predictable tax that can be easily and transparently calculated by the operator and efficiently overseen by the relevant authorities. It has as well the highest potential to provide better value, entertainment and choice for the consumer.

However, as provided for under Article 121, the anticipated tax rate should be of at least 20% and limited to 80% of the gross product of the games on casino games operated online. Setting a high effective tax rate would result in a poorly functioning market offering little value to consumers, presenting the risk of them turning to illegal operators established abroad.

- *Winnings tax*

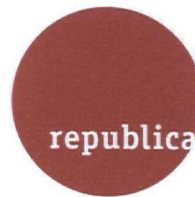
The Draft Law also purports to amend Article 21, paragraph 2, chapter 3 of the Law of 12th June 2009 on value-added tax (VAT). As a result, operations performed in the context of sports betting and lotteries will be exempted from that tax. We understand that the purpose of this exemption is to enable the products offered by the national lottery to compete with the international offering and therefore attract as many Swiss consumers as possible. However, the RGA is of the view that the lack of consumer choice that is inherent to a system based on exclusive rights will defeat the objective pursued and will ultimately drive consumers towards the unlicensed offer.

We are, of course, available for any clarification or additional information.

Sincerely,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'C. Hawkswood', with a stylized flourish at the end.

Clive Hawkswood
Chief Executive
Remote Gambling Association

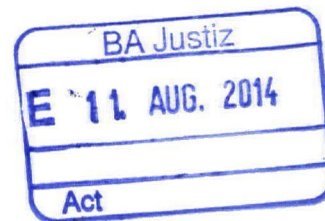


Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Republica AG
Wasserwerksgasse 37
CH-3000 Bern 13

T +41 (0) 31 313 01 41
F +41 (0) 31 313 01 59

www.republica.ch



Bern, 6.8.2014

**Vernehmlassungsantwort
zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele**

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement beauftragt, bei den interessierten Kreisen zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen. Gerne nehmen wir zum Gesetzesentwurf wie folgt Stellung:

Der Bruttospielertrag (Umsatz) der Schweizer Spielbanken und die darauf erhobenen Abgaben für die AHV und die Kantone sind seit 2007 stark rückläufig. Im Jahr 2013 sind Bruttospielertrag und Spielbankenabgaben unter das Niveau des Jahres 2004 gefallen, obwohl inzwischen zwei zusätzliche Spielbanken in Neuenburg und Zürich eröffnet wurden.

Jahresvergleich 2007/2013	Bruttospielertrag	minus 27% (d.h. CHF 247 Mio. weniger)
	Spielbankenabgabe	minus 34% (d.h. CHF 183 Mio. weniger)

Der Rückgang ist zur Hauptsache auf Konkurrenzangebote zurückzuführen, die kaum oder gar nicht kontrolliert sind. Immer mehr Gäste wandern von Schweizer Spielbanken zu diesen – teilweise sehr innovativen – Angeboten ab. Diese können unterteilt werden in:

a) Angebote im grenznahen Ausland

In den letzten Jahren sind in Frankreich neue Spielbanken und in Süddeutschland eine grosse Anzahl Spielhallen entstanden. In Norditalien sind mehrere Tausend Geldspielautomaten zusätzlich aufgestellt worden. Den Schweizer Spielbanken entgeht dadurch jährlich ein Bruttospielertragsvolumen von ca. CHF 100 Mio. Darüber hinaus sind in den letzten Jahren viele Gäste in die bestehenden Spielbanken im grenznahen Ausland abgewandert.

b) Online-Angebote

Im 2012 betrug das Marktvolumen der aus dem Ausland in der Schweiz angebotenen Online-Spielbankenspiele ca. CHF 100 Mio. Die Tendenz ist steigend.

c) Illegale Spiele, insbesondere in Bars und Clubs

Organisierte Banden betreiben in wachsendem Umfang illegale Spielclubs. Das geschätzte Bruttospielertragsvolumen beträgt rund CHF 150 Mio.

Diese Angebote nehmen die Nachfrage nach interessanten und innovativen Spielangeboten sofort auf und führen zu rückläufigen Umsätzen der Schweizer Spielbanken, auch zum Schaden der AHV. Gleichzeitig werden damit die wirksamen Massnahmen der Schweizer Spielbanken zum Schutz vor den Gefahren des Glücksspiels unterlaufen.

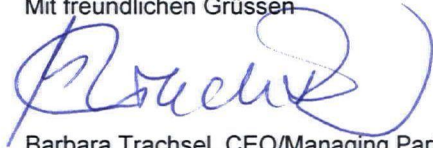
Der Entwurf zum Geldspielgesetz würde die Wettbewerbsfähigkeit der Spielbanken weiter schwächen und zu einem weiteren Rückgang der Casinoumsätze und der Abgaben an AHV und Kantone führen. Diese Entwicklung muss mit dem neuen Geldspielgesetz gestoppt werden. Der Gesetzgeber muss sich wieder auf die ursprünglichen Ziele konzentrieren. Wer in der Schweiz wohnt soll in den kontrollierten und überwachten Schweizer Casinos spielen - und nicht bei ausländischen und illegalen Angeboten. Voraussetzung dafür sind für die Gäste attraktive Schweizer Casinos. Damit fliessen auch die entsprechenden Abgaben in die AHV und nicht ins Ausland.

Vor diesem Hintergrund ist es zwingend, dass das neue Geldspielgesetz die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Spielbanken verbessert. Zum Entwurf des Geldspielgesetzes stellen wir deshalb folgende Hauptanträge:

- Positive und wettbewerbsfähige Definition der Spielbankenspiele
- Rasche Einführung von Innovationen ermöglichen
- Beschränkung der Lotterie-Automaten (Tactilos) auf den heutigen Stand
- Keine Geldspieltourniere ausserhalb von Spielbanken
- Rasche und wirksame Verhinderung des illegalen Spiels auch im Internet
- Verzicht auf Präventions-Kommission

In nachfolgender Ziffer 1 werden die Hauptanträge erläutert. In Ziffer 2 werden alle Änderungsanträge (Hauptanträge und weitere Änderungsanträge) erläutert.

Mit freundlichen Grüssen



Barbara Trachsel, CEO/Managing Partner
Republica AG

1. Hauptanträge

1.1 Positive und wettbewerbsfähige Definition der Spielbankenspiele

In Art. 3 des Gesetzesentwurfs sind Lotterien, Sportwetten und Geschicklichkeitsspiele positiv definiert und in Gross- und Kleinspiele eingeteilt. Die Spielbankenspiele hingegen sind durch eine Negativ-Definition bestimmt und stellen eine Restmenge dar („weder Gross- noch Kleinspiele“).

Der Lotteriebegriff kommt neu ohne das einschränkende Kriterium der Planmässigkeit aus, das bisher die Lotteriespiele von den Spielbankenspielen abgegrenzt hat. Damit wird es den Lotterien erlaubt, ihr Angebot weiter auszuweiten. In Kombination mit der im Gesetzesentwurf vorgesehenen Negativ-Definition der Spielbanken führt dies zwangsläufig dazu, dass das Spielangebot der Spielbanken weiter eingeschränkt wird. Was ein Lotteriespiel ist, kann nicht gleichzeitig ein Spielbankenspiel sein. Dieser Abgrenzungsmechanismus ist inakzeptabel. Die Spielbankenspiele müssen positiv definiert werden.

Als Kompensation zur Ausweitung des Lotteriebegriffs wird gefordert, dass künftig in den Spielbanken sämtliche Geldspiele einer begrenzten Anzahl Teilnehmer angeboten werden dürfen (auch online). In terrestrischen Spielbanken ist die Anzahl Teilnehmer durch die räumlichen Gegebenheiten faktisch begrenzt. Im Online-Bereich ist die Anzahl der Teilnehmer am einzelnen Spiel beschränkt. Einzige Aufsichtsbehörde über die Spielbanken bleibt die ESBK. Das Bruttospielergebnis sämtlicher in Spielbanken durchgeführter Spiele unterliegt weiterhin der Spielbankenabgabe. Die Verfassungsmässigkeit dieses Vorschlages ist gegeben, da die Geldspiele nicht an mehreren Orten angeboten werden (mit Ausnahme der vernetzten Spiele, die aber auch in der Verfassung von der Zuständigkeit der Kantone ausgenommen sind). Die Sportwetten sollen von Spielbanken nicht durchgeführt, aber angeboten werden können.

Antrag: Neue Formulierung von Art. 3 und Art. 16

Art. 3 Begriffe

Die folgenden Ausdrücke bedeuten:

- a. Geldspiele: Spiele, bei denen gegen Leistung eines geldwerten Einsatzes oder bei Abschluss eines Rechtsgeschäfts ein Geldgewinn oder ein anderer geldwerter Vorteil in Aussicht steht;
- b. Lotterien: Geldspiele, die einer unbegrenzten Anzahl Personen offenstehen und bei denen das Ergebnis durch ein und dieselbe Zufallsziehung oder durch eine ähnliche Prozedur ermittelt wird;
- c. Sportwetten: Geldspiele, bei denen der Spielgewinn abhängig ist von der richtigen Vorhersage des Verlaufs oder des Ausgangs eines Sportereignisses;
- d. Geschicklichkeitsspiele: Geldspiele, bei denen der Spielgewinn ganz oder überwiegend von der Geschicklichkeit der Spielerin oder des Spielers abhängt;
- e. Grossspiele: Lotterien, Sportwetten oder Geschicklichkeitsspiele, die automatisiert, interkantonal oder online durchgeführt werden; ~~nicht dazu gehören die Jackpotsysteme der Spielbanken~~;
- f. Kleinspiele: Lotterien und Sportwetten und ~~Geldspieltourniere~~¹, die weder automatisiert noch interkantonal noch online durchgeführt werden (Kleinlotterien, lokale Sportwetten, ~~kleine Geldspieltourniere~~²);
- g. Spielbankenspiele: ~~Geldspiele, die weder Gross- noch Kleinspiele darstellen.~~ Geldspiele, an denen eine begrenzte Anzahl Personen teilnimmt und die in einer Spielbank durchgeführt werden. Die Spiele dürfen auch online durchgeführt und untereinander vernetzt werden. Sportwetten gelten nicht als Spielbankenspiele.

Art. 16 Bewilligungspflicht

- 1 Für die Durchführung von Spielbankenspielen braucht es eine Bewilligung der ESBK.
- 2 Spielveränderungen, welche die Bewilligungsvoraussetzungen nicht tangieren, können in einem vereinfachten Verfahren genehmigt werden.
- 3 ~~Die ESBK kann der Konzessionärin auch die Durchführung von kleinen Geldspieltournieren erlauben.~~

¹ Zu den Geldspieltournieren vgl. Ziffer 1.4

² Zu den Geldspieltournieren vgl. Ziffer 1.4

3 Spielbanken dürfen die Teilnahme an Geldspielen anbieten, die von Dritten durchgeführt werden. Die Spielbank benötigt dafür eine Bewilligung der ESBK.

4 Im Rahmen der Spielbankenspiele dürfen die Spielbanken Spiele und Jackpotsysteme innerhalb der Spielbank und unter den Spielbanken vernetzen. Der Bundesrat legt die Voraussetzungen für den Betrieb fest.

5 Der Bundesrat bestimmt, inwieweit die ESBK den Spielbanken erlauben kann, mit nationalen und internationalen Geldspielanbietern zusammenzuarbeiten.

1.2 Rasche Einführung von Innovationen ermöglichen

Die Schweizer Spielbanken sind bereits durch das geltende Spielbankenrecht und in zunehmender Weise mit dem Gesetzesentwurf in ihren Innovationsmöglichkeiten stark eingeschränkt. Geldspielautomaten und international gebräuchliche Tischspiele, die international in Spielbanken zertifiziert und zugelassen sind, müssen in der Schweiz Sondervorschriften erfüllen und nochmals ein aufwändiges und kompliziertes Zulassungsverfahren durchlaufen. Internationale Produzenten von Geldspielautomaten sind immer seltener bereit, ihre Geräte den Sondervorschriften des kleinen Schweizer Marktes anzupassen, so dass viele im Ausland angebotene Spiele hier nicht angeboten werden können. Das schränkt die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Spielbanken gegenüber ausländischen und illegalen Angeboten unnötig ein.

Die rasche, unbürokratische Einführung von Innovationen ist im Geldspielmarkt zentral und wird vor allem auch im Online-Markt zwingend sein. Es wird verlangt, dass mit dem Geldspielgesetz die Einführung neuer Spiele stark vereinfacht wird und dass die spieltechnischen Vorschriften den international gebräuchlichen Vorgaben entsprechen müssen. International anerkannte Zertifizierungen müssen anrechenbar sein (fast alle Hersteller besitzen solche Zertifizierungen bereits). Die beantragte Änderung zu Art. 18 entspricht der Bestimmung von Art. 25, die für die Grossspiele gilt.

Antrag: Änderung von Art. 17 und Art. 18

Art. 17 Anforderungen

1 Die Spiele müssen so ausgestaltet sein, dass sie auf korrekte und transparente Weise durchgeführt werden können.

2 Online durchgeführte Spiele müssen ausserdem so ausgestaltet sein, dass sie von angemessenen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel begleitet werden können.

3 Der Bundesrat erlässt die spieltechnischen Vorschriften, die erforderlich sind zur Umsetzung der Anforderungen nach den Absätzen 1 und 2. Er wendet dabei die international gebräuchlichen Vorgaben an, sofern dieses Gesetz dem nicht entgegensteht. Er berücksichtigt dabei die international gebräuchlichen Vorgaben.

Art. 18 Angaben und Unterlagen

1 Die Spielbank macht der Bewilligungsbehörde Angaben über

a. Konzeption und Durchführung in spieltechnischer, organisatorischer und finanzieller Hinsicht;

b. die Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel und zur korrekten und transparenten Spieldurchführung.

1 Im Gesuch um Erteilung der Bewilligung macht die Spielbank Angaben über die Einhaltung der Anforderungen nach Artikel 17.

2 Die Spielbank, die ein automatisiert oder online durchgeführtes Spielbankenspiel betreiben will, reicht der ESBK ein Zertifikat einer akkreditierten Prüfstelle ein über die Einhaltung der spieltechnischen Vorschriften.

3 Der Bundesrat kann Vorschriften über die Prüfung und Konformitätsbewertung der automatisiert oder online durchgeführten Spielbankenspiele erlassen. Er berücksichtigt dabei die international gebräuchlichen Vorgaben.

2 Die Angaben und Unterlagen nach den Absätzen 1 und 2 müssen nicht eingereicht gemacht werden, soweit die Spielbank nachweist, dass diese in einem anderen Verfahren bereits früher eingereicht gemacht worden sind.

1.3 Beschränkung der Lotterie-Automaten (Tactilos) auf den heutigen Stand

Ein zentraler Grundsatz beim Erlass des Spielbankengesetzes war, dass die Geldspielautomaten aus den Restaurants und Bars entfernt werden mussten und nur noch in den kontrollierten Räumen der Spielbanken betrieben werden dürfen. Nur so ist ein wirksamer Jugend- und Sozialschutz möglich. Dieser Grundsatz muss nach wie vor Gültigkeit haben.

Die Loterie Romande betreibt seit mehreren Jahren 700 Lotterie-Geldspielautomaten (Tactilos). Diese Automaten stehen frei zugänglich in Restaurants und Bars. Sie bieten das gleiche Spielerlebnis wie die Geldspielautomaten in den Spielbanken. Aus Sicht einer kohärenten Geldspielpolitik ist diese Entwicklung falsch. Sie führt dazu, dass Geldspielautomaten wiederum frei zugänglich in Restaurants und Bars eingeführt werden. 2013 hat die Loterie Romande mit 700 Lotterie-Automaten einen Bruttospielertrag von CHF 93,5 Mio. erzielt. Das entspricht in etwa dem Bruttospielertrag, welche die drei Spielbanken Montreux, Freiburg und Courrendlin mit 640 Geldspielautomaten gemeinsam erzielen.

Konsequenterweise müssten die Lotterie-Geldspielautomaten der Loterie Romande verboten und abgebaut werden. Allerdings tragen diese Automaten einen wesentlichen Teil der Gelder für die Gemeinnützigkeit in der Westschweiz bei. Diese Mittel sollen der Gemeinnützigkeit nicht entzogen werden. Im Sinn einer kohärenten Geldspielpolitik muss aber gefordert werden, dass die Anzahl der Lotterie-Geldspielautomaten in der Romandie nicht erhöht wird und dass in der Deutschschweiz und im Tessin keine Lotterie-Geldspielautomaten aufgestellt werden. Mit anderen Worten soll der Status quo erhalten bleiben.

Antrag: Änderung von Art. 60

Art. 60 Angebot von Grossspielen

1 Die Teilnahme an Grossspielen darf nur von einer Inhaberin einer Veranstalterbewilligung oder von ihr ermächtigten Dritten angeboten werden. Die gewerbsmässige Organisation von Spielgemeinschaften zur Teilnahme an Grossspielen durch Dritte ist verboten.

2 Die Teilnahme an Grossspielen darf nur in Spielbanken oder an öffentlich zugänglichen Orten angeboten werden, die nicht vorwiegend der Durchführung von Geldspielen dienen und die weder einer Spielbank noch einer Spielhalle ähnlich sind.

3 Die Teilnahme an Grossspielen darf nicht mittels Automaten angeboten werden, mit denen das Spiel im Wesentlichen automatisch und innerhalb eines kurzen Zeitraums abläuft. Automaten dieser Art, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes betrieben werden, dürfen weiterhin betrieben und modernisiert werden, aber ihre Anzahl darf nicht erhöht werden. Selbstbedienungsgeräte sind erlaubt.

1.4 Keine Geldspieltourniere ausserhalb von Spielbanken

Die Einführung von kleinen Geldspieltournieren wird abgelehnt. Solche Veranstaltungen wären nur mit einem unverhältnismässig hohen Aufwand kontrollierbar und sind damit das Einfallstor für illegale Glücksspiele. Die Höhe der tatsächlich geleisteten Einsätze, die Art der Spiele, die Anzahl Teilnehmer etc. kann in der Praxis nicht überprüft werden. Während der Liberalisierung der Pokertourniere durch die ESBK sind schweizweit rund 300 Lokale mit ständigem Turnierbetrieb entstanden. An Wochenenden fanden über 100 Turniere statt. Diese wurden kaum überwacht und es entwickelte sich rasch eine illegale Szene. Es muss davon ausgegangen werden, dass durch die erneute Zulassung von Geldspieltournieren eine ähnliche Entwicklung einsetzen würde. Im Weiteren würden kleine Geldspieltourniere keinem wirksamen Jugend- und Sozialschutz unterstehen.

Das illegale und unkontrollierte Spielangebot vergrössert sich ständig. Organisierte Banden schöpfen in illegalen Spielclubs rund 150 Mio. Franken pro Jahr aus dem legalen Geldspielmarkt ab. Das hat nicht nur negative Folgen für die Schweizer Spielbankenbetreiber, sondern führt auch zu Mindererträgen für die AHV und zu Steuerausfällen. Selbstredend fehlt bei diesen Angeboten ein Schutz vor Spielsucht. Der strenge Sozialschutz in den Schweizer Spielbanken wird dadurch ad absurdum geführt. Die Vergangenheit hat gezeigt, dass die

Schaffung eines nahezu unkontrollierten Geldspielangebotes einen Einstieg für das Angebot von illegalen Glücksspielen bietet.

Es ist unverständlich, warum der Gesetzesentwurf hier eine Parallelbranche entstehen lassen will, die ausserdem weit über die Forderung der Motion der Kommission für Rechtsfragen (Sprecher NR Lukas Reimann, SG/SVP) hinausgeht. Diese war beschränkt auf Pokerturniere mit kleinem Einsatz und kleinem Gewinn.

Antrag: Streichung von Art. 35 und Anpassung der damit zusammenhängenden Artikel.

1.5 Rasche und wirksame Verhinderung des illegalen Spiels auch im Internet

Das geltende Spielbankengesetz verbietet den Schweizer Spielbanken, ihre Spiele online anzubieten. Die Schweizer Lotteriegesellschaften bieten seit längerem Online-Spiele in wachsendem Ausmass im Internet an (www.swisslos.ch und www.loro.ch). Seit vielen Jahren sind auch ausländische, teilweise illegale Internet-Spielbanken aus der Schweiz frei zugänglich. Diese Ungleichbehandlung der Schweizer Spielbanken in einem rasch wachsenden Zukunftsmarkt führt zu Marktverzerrungen, die rasch behoben werden müssen.

Bereits der Bericht Spielbankenlandschaft Schweiz aus dem Jahr 2006, der vom Bundesrat genehmigt worden ist, schlägt vor, das Online-Verbot aufzuheben. Das neue Geldspielgesetz wird das Online-Verbot nun endlich aufheben. Allerdings soll das Gesetz erst 2018 oder später in Kraft treten. Das ist viel zu spät. Es wird deshalb beantragt, dass das Online-Verbot rasch möglichst aufgehoben wird und die Bestimmungen des Geldspielgesetzes zur Online-Regelung vorgezogen in Kraft gesetzt werden. Andernfalls bestehen die illegalen Angebote, die keinen Schutz vor Spielsucht bieten, weiter und die Umsätze und Steuererträge fliessen weiter ins Ausland ab, anstatt in die AHV.

Der Gesetzesentwurf sieht zu Recht vor, dass ausländischen illegalen Anbietern mit technischen Massnahmen der Zugang in der Schweiz gesperrt wird. Diese Massnahmen können von versierten Spielern aber relativ leicht umgangen werden. Das Geldspielgesetz muss deshalb eine gesetzliche Grundlage für zusätzliche Massnahmen schaffen, damit auch die finanziellen Transaktionen zu illegalen Anbietern gesperrt werden können.

Antrag: Einfügung eines neuen Artikels 94a und Änderung von Art. 146

Art. 94a (neu) Massnahmen zur Verhinderung von finanziellen Transaktionen

Der Bundesrat kann Massnahmen treffen zur Verhinderung von finanziellen Transaktionen für Spielangebote, die in der Schweiz zugänglich, aber nicht bewilligt sind.

Art. 146 Referendum und Inkrafttreten

1 Dieses Gesetz untersteht dem fakultativen Referendum.

2 Der Bundesrat bestimmt das Inkrafttreten.

3 Die Bestimmungen für die Erweiterungen der Konzession um das Recht, Spiele online durchzuführen, werden vorgezogen in Kraft gesetzt.

Nebst der vorgezogenen Inkraftsetzung muss im Anhang des Geldspielgesetzes „Aufhebung und Änderung anderer Erlasse“ das Online-Verbot im Spielbankengesetz aufgehoben werden.

1.6 Verzicht auf Präventions-Kommission

Der Gesetzesentwurf sieht in Art. 83–87 eine neue Präventions-Kommission vor, die aus zwölf Personen bestehen soll. Diese Kommission wird aus folgenden Gründen abgelehnt:

a) Die geltenden Präventionsmassnahmen der Spielbanken sind wirksam

In Schweizer Spielbanken gelten bereits heute die weltweit strengsten Massnahmen zur Prävention und Früherkennung von Spielsucht. Der Gesetzesentwurf übernimmt die umfangreichen Pflichten der Spielbanken zum Schutz vor exzessivem Geldspiel (Art. 69–81). Diese Massnahmen setzen direkt bei den betroffenen Spielern an. Die Spielbanken sperren jedes Jahr rund 3'000 Personen wegen Verdacht auf Spielsucht aus, insgesamt sind es heute weit über 30'000 Personen. Studien der ESBK belegen, dass die Spielsucht durch die Zulassung von Spielbanken seit 2002 nicht zugenommen hat. Die bestehenden Präventionsmassnahmen der Spielbanken sind damit äusserst wirksam.

b) Die neue Präventions-Kommission führt zu Doppelspurigkeiten

Die Spielbanken sind schon heute gesetzlich verpflichtet, mit Präventionsfachleuten zusammenzuarbeiten. In der ESBK und der Comlot sind ebenfalls Präventionsfachleute vertreten. Der Gesetzesentwurf verpflichtet die Kantone, Massnahmen zum Schutz vor Spielsucht zu treffen (Art. 82). Zudem sieht der Gesetzesentwurf die Schaffung eines neuen Koordinationsorgans vor, dem das Geldspielgesetz ebenfalls die Aufgabe der Suchtprävention überträgt (Art. 115). Die Schaffung einer neuen Präventions-Kommission würde zu Doppelspurigkeiten, einer unklaren Kompetenzverteilung und zusätzlichem Verwaltungsaufwand führen, ohne dass ein erkennbarer Nutzen für einen wirkungsorientierten Spielerschutz ersichtlich ist.

Antrag: Streichung von Art. 83–87.

2. Alle Änderungsanträge (Hauptanträge und weitere Änderungsanträge)

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 3	<p>Begriffe</p> <p>Die folgenden Ausdrücke bedeuten:</p> <p><i>a. Geldspiele:</i> Spiele, bei denen gegen Leistung eines geldwerten Einsatzes oder bei Abschluss eines Rechtsgeschäfts ein Geldgewinn oder ein anderer geldwerter Vorteil in Aussicht steht;</p> <p><i>b. Lotterien:</i> Geldspiele, die einer unbegrenzten Anzahl Personen offenstehen und bei denen das Ergebnis durch ein und dieselbe Zufallsziehung oder durch eine ähnliche Prozedur ermittelt wird;</p> <p><i>c. Sportwetten:</i> Geldspiele, bei denen der Spielgewinn abhängig ist von der richtigen Vorhersage des Verlaufs oder des Ausgangs eines Sportereignisses;</p> <p><i>d. Geschicklichkeitsspiele:</i> Geldspiele, bei denen der Spielgewinn ganz oder überwiegend von der Geschicklichkeit der Spielerin oder des Spielers abhängt;</p> <p><i>e. Grossspiele:</i> Lotterien, Sportwetten oder Geschicklichkeitsspiele, die automatisiert, interkantonal oder online durchgeführt werden; nicht dazu gehören die Jackpotsysteme der Spielbanken;</p>	<p>Begriffe</p> <p>Die folgenden Ausdrücke bedeuten:</p> <p><i>a. Geldspiele:</i> Spiele, bei denen gegen Leistung eines geldwerten Einsatzes oder bei Abschluss eines Rechtsgeschäfts ein Geldgewinn oder ein anderer geldwerter Vorteil in Aussicht steht;</p> <p><i>b. Lotterien:</i> Geldspiele, die einer unbegrenzten Anzahl Personen offenstehen und bei denen das Ergebnis durch ein und dieselbe Zufallsziehung oder durch eine ähnliche Prozedur ermittelt wird;</p> <p><i>c. Sportwetten:</i> Geldspiele, bei denen der Spielgewinn abhängig ist von der richtigen Vorhersage des Verlaufs oder des Ausgangs eines Sportereignisses;</p> <p><i>d. Geschicklichkeitsspiele:</i> Geldspiele, bei denen der Spielgewinn ganz oder überwiegend von der Geschicklichkeit der Spielerin oder des Spielers abhängt;</p> <p><i>e. Grossspiele:</i> Lotterien, Sportwetten oder Geschicklichkeitsspiele, die automatisiert, interkantonal oder online durchgeführt werden; nicht dazu gehören die Jackpotsysteme der Spielbanken;</p>	<p>Der Lotteriebegriff kommt neu ohne das einschränkende Kriterium der Planmässigkeit aus, das bisher die Lotteriespiele von den Spielbankenspielen abgegrenzt hat. Damit wird es den Lotterien erlaubt, ihr Angebot weiter auszuweiten. In Kombination mit der im Gesetzesentwurf vorgesehenen Negativdefinition der Spielbanken führt dies zwangsläufig dazu, dass das Spielangebot der Spielbanken weiter eingeschränkt wird. Dieser Abgrenzungsmechanismus ist inakzeptabel. Die Spielbankenspiele müssen positiv definiert werden (vgl. Bemerkung zu Art. 3 lit. g).</p> <p>Erwähnenswert ist, dass die Planmässigkeit bei den Kleinlotterien weiterhin Bewilligungsvoraussetzung ist (vgl. Art. 33 Abs. 1).</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
	<p><i>f. Kleinspiele:</i> Lotterien, Sportwetten und Geldspieltourniere, die weder automatisiert noch interkantonal noch online durchgeführt werden (Kleinlotterien, lokale Sportwetten, kleine Geldspieltourniere);</p> <p><i>g. Spielbankenspiele:</i> Geldspiele, die weder Gross- noch Kleinspiele darstellen.</p>	<p><i>f. Kleinspiele:</i> Lotterien und Sportwetten und Geldspieltourniere, die weder automatisiert noch interkantonal noch online durchgeführt werden (Kleinlotterien, lokale Sportwetten, kleine Geldspieltourniere);</p> <p><i>g. Spielbankenspiele:</i> Geldspiele, die weder Gross- noch Kleinspiele darstellen an denen eine begrenzte Anzahl Personen teilnimmt und die in einer Spielbank durchgeführt werden. Die Spiele dürfen auch online durchgeführt und untereinander vernetzt werden. Sportwetten gelten nicht als Spielbankenspiele.</p>	<p>Es darf keine Parallelbranche entstehen. Insbesondere klassische Spielbankenspiele sollen nicht ausserhalb von Spielbanken durchgeführt werden dürfen.</p> <p>Die Spielbanken müssen ein umfassendes, wettbewerbsfähiges Spielangebot zur Verfügung stellen dürfen. Sie sollen künftig alle Geldspiele anbieten dürfen. Nur so wird das stark wachsende illegale Spiel zurückgedrängt und die Spielenden kommen in die Spielbanken zurück.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 5	Konzessionspflicht 1 Wer Spielbankenspiele durchführen will, braucht eine Konzession. 2 Die Konzession kann erlauben, Spielbankenspiele auch online durchzuführen. 3 Der Bundesrat legt die Anzahl der Konzessionen fest.	Konzessionspflicht 1 Wer Spielbankenspiele durchführen will, braucht eine Konzession. 2 Die Konzession kann erlauben, Spielbankenspiele online auch durchzuführen. 3 Der Bundesrat legt die Anzahl der Konzessionen fest.	Artikel 9 stipuliert den Spielbanken einen Rechtsanspruch auf Erweiterung der Konzession um das Recht, Spiele online durchführen zu dürfen. Hier darf keine „Kann-Vorschrift“ eingeführt werden.

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 9	<p>Voraussetzungen für die Online-Durchführung von Spielbankenspielen</p> <p>Der Bundesrat erweitert die Konzession um das Recht, Spielbankenspiele online durchzuführen, wenn die Gesuchstellerin auch unter Berücksichtigung ihres Online-Angebots die Konzessionsvoraussetzungen nach Artikel 8 Absatz 1 Buchstaben a Ziffer 1 bis 4 und b–d erfüllt. Das entsprechende Gesuch kann auch während der Laufzeit der Konzession gestellt werden.</p>	<p>Voraussetzungen für die Online-Durchführung von Spielbankenspielen</p> <p>Der Bundesrat erweitert die Konzession um das Recht, Spielbankenspiele online durchzuführen, wenn die Gesuchstellerin auch unter Berücksichtigung ihres Online-Angebots die Konzessionsvoraussetzungen nach Artikel 8 Absatz 1 Buchstaben a Ziffer 1, 2, 4 und b–d erfüllt. Das entsprechende Gesuch kann auch während der Laufzeit der Konzession gestellt werden.</p>	<p>Heute ist nicht vorhersehbar, wie sich die Kosten für den Aufbau und Betrieb von Online-Plattformen in Zukunft entwickeln werden. Jedenfalls ist nicht auszuschliessen, dass inskünftig alle oder die Mehrzahl der konzessionierten Spielbanken über Online-Plattformen verfügen werden und dass sie dieses Angebot in Verbindung mit dem landbasierten Angebot rentabel betreiben können. Vielleicht sichert gerade die Möglichkeit des Online-Vertriebs kleineren Spielbanken und ihren Standorten das langfristige Überleben. Weil es sich lediglich um die Öffnung eines bisher verbotenen Vertriebskanals handelt, ist eine erneute umfassende Prüfung der Gesuche durch die ESBK weder sinnvoll noch zielführend. Schon heute müssen Spielbanken jederzeit die Konzessionsvoraussetzungen erfüllen. Das gilt mit oder ohne Online-Vertriebskanal. Zudem muss es einer Spielbank möglich sein, mit vertraglich klar abgegrenzten Verantwortlichkeiten die Online Plattform einer anderen Schweizer Spielbank zu nutzen.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 12	<p>Gültigkeitsdauer</p> <p>1 Die Konzession gilt in der Regel für 20 Jahre. Wenn es die besonderen Verhältnisse rechtfertigen, kann der Bundesrat eine kürzere oder eine längere Dauer vorsehen. Der Bundesrat kann insbesondere eine kürzere Dauer vorsehen für die Erweiterung der Konzession um das Recht, Spielbankenspiele online durchzuführen.</p> <p>2 Die Konzession kann verlängert oder erneuert werden.</p> <p>3 Die Beschwerde gegen die Erneuerung oder Verlängerung einer Konzession hat keine aufschiebende Wirkung.</p>	<p>Gültigkeitsdauer</p> <p>1 Die Konzession gilt in der Regel für 20 Jahre. Wenn es die besonderen Verhältnisse rechtfertigen, kann der Bundesrat eine kürzere oder eine längere Dauer vorsehen. Der Bundesrat kann insbesondere eine kürzere Dauer vorsehen für die erstmalige Erweiterung der Konzession um das Recht, Spielbankenspiele online durchzuführen.</p> <p>2 Die Konzession kann verlängert oder erneuert werden.</p> <p>3 Die Beschwerde gegen die Erneuerung oder Verlängerung einer Konzession hat keine aufschiebende Wirkung.</p>	<p>Die Konzessionäre brauchen Investitions- und Rechtssicherheit. Daher muss die Konzessionsdauer immer mindestens 20 Jahre betragen; mit Ausnahme der erstmaligen Erweiterung der Konzession um das Recht, Spiele online durchzuführen.</p>
Art. 15	<p>Entzug, Einschränkung, Suspendierung</p> <p>1 Die ESBK entzieht die Konzession, wenn:</p> <p>a. wesentliche Voraussetzungen zu ihrer Erteilung nicht mehr erfüllt sind; oder</p> <p>b. die Konzessionärin:</p> <p>1. sie durch unvollständige oder unrichtige Angaben erwirkt hat,</p> <p>2. den Betrieb nicht innerhalb der mit der Konzession gesetzten Frist aufnimmt,</p> <p>3. den Betrieb während längerer Zeit einstellt, es sei denn, sie wird durch Umstände am Betrieb gehindert, für die sie keine Verantwortung trägt.</p> <p>2 Sie entzieht die Konzession ebenfalls, wenn die</p>	<p>Entzug, Einschränkung, Suspendierung</p> <p>1 Die ESBK kann die Konzession ganz oder teilweise entziehen, wenn:</p> <p>a. wesentliche Voraussetzungen zu ihrer Erteilung nicht mehr erfüllt sind; oder</p> <p>b. die Konzessionärin:</p> <p>1. sie durch unvollständige oder unrichtige Angaben erwirkt hat, die für die Konzessionserteilung wesentlich waren.</p> <p>2. den Betrieb nicht innerhalb der mit der Konzession gesetzten Frist aufnimmt,</p> <p>3. den Betrieb während längerer Zeit einstellt, es sei denn, sie wird durch Umstände am Betrieb gehindert, für die sie keine Verantwortung trägt;</p> <p>4. gegen wichtige Vorschriften dieses Gesetzes</p>	<p>Der Entzug der Konzession bedeutet einen schwerwiegenden Eingriff in die Eigentumsgarantie. Die Entzugsvoraussetzungen sind deshalb möglichst präzise zu formulieren. Der Entwurf ist diesbezüglich mangelhaft und im vorgeschlagenen Sinne abzuändern.</p> <p>Für die Details vgl. das Gutachten betreffend die geplanten Regelungen über die verwaltungsrechtlichen Sanktionen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
	<p>Konzessionärin oder eine der Personen, die sie mit der Geschäftsführung betraut hat:</p> <p>a. in schwerwiegender Weise oder wiederholt gegen dieses Gesetz, gegen die Ausführungsvorschriften oder gegen die Konzession verstösst;</p> <p>b. die Konzession zu rechtswidrigen Zwecken benutzt.</p> <p>3 In leichten Fällen kann sie die Konzession ganz oder teilweise suspendieren, einschränken oder mit zusätzlichen Bedingungen und Auflagen versehen.</p> <p>4 Wird die Konzession entzogen, so kann die ESBK die Auflösung der Aktiengesellschaft anordnen; sie bezeichnet die Liquidatorin oder den Liquidator und überwacht ihre oder seine Tätigkeit.</p>	<p>in schwerwiegender Weise verstösst;</p> <p>5. systematisch gegen dieses Gesetz verstösst;</p> <p>6. die Konzession zu rechtswidrigen Zwecken benutzt.</p> <p>2 Sie kann die Konzession ebenfalls entziehen, wenn die Konzessionärin oder eine der Personen, die sie mit der Geschäftsführung betraut hat:</p> <p>a. in schwerwiegender Weise wiederholt gegen dieses Gesetz verstösst;</p> <p>b. die Konzession zu rechtswidrigen Zwecken benutzt.</p> <p>2 In leichten Fällen kann sie die Konzession ganz oder teilweise suspendieren, einschränken oder mit zusätzlichen Bedingungen und Auflagen versehen.</p> <p>3 Wird die Konzession entzogen, so kann die ESBK die Auflösung der Aktiengesellschaft anordnen; sie bezeichnet die Liquidatorin oder den Liquidator und überwacht ihre oder seine Tätigkeit.</p>	

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 16	<p>Bewilligungspflicht</p> <p>1 Für die Durchführung von Spielbankenspielen braucht es eine Bewilligung der ESBK.</p> <p>2 Spielveränderungen, welche die Bewilligungsvoraussetzungen nicht tangieren, können in einem vereinfachten Verfahren genehmigt werden.</p> <p>3 Die ESBK kann der Konzessionärin auch die Durchführung von kleinen Geldspieltournieren erlauben.</p> <p>4 Im Rahmen der Spielbankenspiele dürfen die Spielbanken Jackpotsysteme innerhalb der Spielbank und unter den Spielbanken vernetzen. Der Bundesrat legt die Voraussetzungen für den Betrieb fest.</p> <p>5 Der Bundesrat bestimmt, inwieweit die ESBK den Spielbanken erlauben kann, mit nationalen und internationalen Geldspielanbietern zusammenzuarbeiten.</p>	<p>Bewilligungspflicht</p> <p>1 Für die Durchführung von Spielbankenspielen braucht es eine Bewilligung der ESBK.</p> <p>2 Spielveränderungen, welche die Bewilligungsvoraussetzungen nicht tangieren, können in einem vereinfachten Verfahren genehmigt werden.</p> <p>3 Die ESBK kann der Konzessionärin auch die Durchführung von kleinen Geldspieltournieren erlauben.</p> <p>4 Im Rahmen der Spielbankenspiele dürfen die Spielbanken Spiele und Jackpotsysteme innerhalb der Spielbank und unter den Spielbanken vernetzen. Der Bundesrat legt die Voraussetzungen für den Betrieb fest.</p> <p>5 Der Bundesrat bestimmt, inwieweit die ESBK den Spielbanken erlauben kann, mit nationalen und internationalen Geldspielanbietern zusammenzuarbeiten.</p>	<p>Die Streichung steht in Zusammenhang mit der Streichung der kleinen Geldspieltourniere.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 17	<p>Anforderungen</p> <p>1 Die Spiele müssen so ausgestaltet sein, dass sie auf korrekte und transparente Weise durchgeführt werden können.</p> <p>2 Online durchgeführte Spiele müssen ausserdem so ausgestaltet sein, dass sie von angemessenen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel begleitet werden können.</p> <p>3 Der Bundesrat erlässt die spieltechnischen Vorschriften, die erforderlich sind zur Umsetzung der Anforderungen nach den Absätzen 1 und 2. Er berücksichtigt dabei die international gebräuchlichen Vorgaben.</p>	<p>Anforderungen</p> <p>1 Die Spiele müssen so ausgestaltet sein, dass sie auf korrekte und transparente Weise durchgeführt werden können.</p> <p>2 Online durchgeführte Spiele müssen ausserdem so ausgestaltet sein, dass sie von angemessenen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel begleitet werden können.</p> <p>3 Der Bundesrat erlässt die spieltechnischen Vorschriften, die erforderlich sind zur Umsetzung der Anforderungen nach den Absätzen 1 und 2. Er wendet dabei die international gebräuchlichen Vorgaben an, sofern dieses Gesetz dem nicht entgegensteht.</p>	<p>Länderspezifische Vorschriften führen zu unnötig langen Zulassungsverfahren. Dies verhindert, dass Innovationen eingeführt werden können und macht damit das Spielangebot unattraktiv.</p> <p>Es wird verlangt, dass mit dem Geldspielgesetz die Einführung neuer Spiele vereinfacht und die spieltechnischen Vorschriften den international gebräuchlichen Vorgaben angepasst werden. Die beantragte Änderung von Art. 18 entspricht Art. 25 betreffend die Grossspiele.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 18	<p>Angaben und Unterlagen</p> <p>1 Im Gesuch um Erteilung der Bewilligung macht die Spielbank Angaben über die Einhaltung der Anforderungen nach Artikel 17.</p> <p>2 Die Spielbank, die ein automatisiert oder online durchgeführtes Spielbankenspiel betreiben will, reicht der ESBK ein Zertifikat einer akkreditierten Prüfstelle ein über die Einhaltung der spieltechnischen Vorschriften.</p> <p>3 Der Bundesrat kann Vorschriften über die Prüfung und Konformitätsbewertung der automatisiert oder online durchgeführten Spielbankenspiele erlassen. Er berücksichtigt dabei die international gebräuchlichen Vorgaben.</p> <p>4 Die Angaben und Unterlagen nach den Absätzen 1 und 2 müssen nicht eingereicht werden, soweit die Spielbank nachweist, dass diese in einem anderen Verfahren bereits früher eingereicht worden sind.</p>	<p>Angaben und Unterlagen</p> <p>1 Die Spielbank macht der Bewilligungsbehörde Angaben über</p> <p>a. Konzeption und Durchführung in spieltechnischer, organisatorischer und finanzieller Hinsicht;</p> <p>b. die Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel und zur korrekten und transparenten Spieldurchführung.</p> <p>4 Im Gesuch um Erteilung der Bewilligung macht die Spielbank Angaben über die Einhaltung der Anforderungen nach Artikel 17.</p> <p>2 Die Spielbank, die ein automatisiert oder online durchgeführtes Spielbankenspiel betreiben will, reicht der ESBK ein Zertifikat einer akkreditierten Prüfstelle ein über die Einhaltung der spieltechnischen Vorschriften.</p> <p>3 Der Bundesrat kann Vorschriften über die Prüfung und Konformitätsbewertung der automatisiert oder online durchgeführten Spielbankenspiele erlassen. Er berücksichtigt dabei die international gebräuchlichen Vorgaben.</p> <p>2 Die Angaben und Unterlagen nach den Absätzen 1 und 2 müssen nicht eingereicht gemacht werden, soweit die Spielbank nachweist, dass diese in einem anderen Verfahren bereits früher eingereicht gemacht worden sind.</p>	<p>International anerkannte Zertifikate müssen angerechnet werden. Es dürfen keine zusätzlichen nationalen Zertifikate gefordert werden. Andernfalls sind die Schweizer Spielbanken nicht länger konkurrenzfähig.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 26	<p>Konsultation</p> <p>1 Zur Beurteilung, ob es sich bei dem beantragten Geldspiel um ein Grossspiel handelt, konsultiert die interkantonale Vollzugsbehörde vor dem Bewilligungsentscheid die ESBK. Bei einer Divergenz führen die beiden Behörden einen Meinungsaustausch. Führt der Meinungsaustausch zu keinem einvernehmlichen Ergebnis, so wird das Koordinationsorgan (Art. 114) angerufen.</p> <p>2 Im Falle von Routineentscheiden kann die interkantonale Vollzugsbehörde auf die Konsultation verzichten.</p>	<p>Konsultation</p> <p>1 Zur Beurteilung, ob es sich bei dem beantragten Geldspiel um ein Grossspiel handelt, konsultiert die interkantonale Vollzugsbehörde vor dem Bewilligungsentscheid die ESBK. Bei einer Divergenz führen die beiden Behörden einen Meinungsaustausch. Führt der Meinungsaustausch zu keinem einvernehmlichen Ergebnis, so wird das Koordinationsorgan (Art. 114) angerufen.</p> <p>2 Der Bewilligungsentscheid kann von den Spielbanken angefochten werden.</p> <p>23 Im Falle von Routineentscheiden kann die interkantonale Vollzugsbehörde auf die Konsultation verzichten.</p>	<p>Nebst der ESBK muss auch den Spielbanken als Direktbetroffene der Beschwerdeweg offen stehen.</p>
Art. 27	<p>Kantonales Recht</p> <p>Die Kantone können in rechtsetzender Form die Durchführung bestimmter Kategorien von Grossspielen (Lotterien, Sportwetten oder Geschicklichkeitsspiele) verbieten.</p>	<p>Kantonales Recht</p> <p>Die Kantone können in rechtsetzender Form die Durchführung bestimmter Kategorien von Grossspielen (Lotterien, Sportwetten oder Geschicklichkeitsspiele) verbieten.</p>	<p>Die Kantone sollen gesamte Kategorien oder einzelne Spiele verbieten können. Dies darf nicht in rechtssetzender Form geschehen müssen. Solche Verfahren dauern viel zu lange.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 30	<p>Entzug, Einschränkung, Suspendierung</p> <p>1 Die zuständige interkantonale Vollzugsbehörde entzieht die Veranstalter- oder die Spielbewilligung, wenn die gesetzlichen Voraussetzungen für deren Erteilung weggefallen sind.</p> <p>2 In leichten Fällen kann sie die Bewilligung suspendieren, einschränken oder mit zusätzlichen Bedingungen und Auflagen versehen.</p>	<p>Entzug, Einschränkung, Suspendierung</p> <p>1 Die interkantonale Vollzugsbehörde kann eine Veranstalter- und eine Spielbewilligung entziehen, wenn der Veranstalter oder die Veranstalterin:</p> <p>a. die Bewilligung durch unvollständige oder unrichtige Angaben erwirkt hat, die für die Konzessionsvergabe wesentlich waren;</p> <p>b. das bewilligte Spiel nicht innerhalb der gesetzten Frist durchführt;</p> <p>c. gegen wichtige Vorschriften dieses Gesetzes in schwerwiegender Weise verstösst;</p> <p>d. die verbindlichen Vorgaben dieses Gesetzes systematisch missachtet;</p> <p>e. die Bewilligung zu rechtswidrigen Zwecken benutzt.</p> <p>2 In leichten Fällen kann sie die Bewilligung suspendieren, einschränken oder mit zusätzlichen Bedingungen und Auflagen versehen.</p>	<p>Die Regelung weist zahlreiche Lücken auf. Sie bedarf deshalb der Ergänzung.</p> <p>Zu den Details vgl. das Gutachten betreffend die geplanten Regelungen über die verwaltungsrechtlichen Sanktionen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 35	<p>Zusätzliche Bewilligungsvoraussetzungen für kleine Geldspielturniere</p> <p>1 Für die Erteilung der Bewilligung für ein kleines Geldspielturnier müssen folgende Voraussetzungen erfüllt sein:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Die Anzahl Teilnehmerinnen und Teilnehmer ist begrenzt; diese spielen gegeneinander; b. Das Startgeld ist tief und steht in einem angemessenen Verhältnis zur Turnierrdauer; c. Die Summe der Spielgewinne entspricht der Summe der Startgelder; d. Das Spiel wird in einem öffentlich zugänglichen Lokal gespielt; e. Die Spielregeln und die Informationen zum Schutz der Teilnehmerinnen und Teilnehmer vor exzessivem Geldspiel werden aufgelegt. <p>2 Von den Spielerinnen und Spielern kann eine Teilnahmegebühr erhoben werden.</p> <p>3 Der Bundesrat legt weitere Bewilligungsvoraussetzungen fest. Er bestimmt insbesondere:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. welche kleinen Geldspielturniere zulässig sind; b. das maximale Startgeld; c. die maximale Summe der Startgelder; d. die maximale Anzahl Turniere pro Tag und Veranstaltungsort; 	<p>Zusätzliche Bewilligungsvoraussetzungen für kleine Geldspielturniere</p> <p>1 Für die Erteilung der Bewilligung für ein kleines Geldspielturnier müssen folgende Voraussetzungen erfüllt sein:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Die Anzahl Teilnehmerinnen und Teilnehmer ist begrenzt; diese spielen gegeneinander; b. Das Startgeld ist tief und steht in einem angemessenen Verhältnis zur Turnierrdauer; c. Die Summe der Spielgewinne entspricht der Summe der Startgelder; d. Das Spiel wird in einem öffentlich zugänglichen Lokal gespielt; e. Die Spielregeln und die Informationen zum Schutz der Teilnehmerinnen und Teilnehmer vor exzessivem Geldspiel werden aufgelegt. <p>2 Von den Spielerinnen und Spielern kann eine Teilnahmegebühr erhoben werden.</p> <p>3 Der Bundesrat legt weitere Bewilligungsvoraussetzungen fest. Er bestimmt insbesondere:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. welche kleinen Geldspielturniere zulässig sind; b. das maximale Startgeld; c. die maximale Summe der Startgelder; d. die maximale Anzahl Turniere pro Tag und Veranstaltungsort; 	<p>Die Bestimmungen über die kleinen Geldspielturniere sind ersatzlos zu streichen. Kleine Geldspielturniere sind nicht kontrollierbar und damit ein Einfallstor für illegale Geldspiele. Es darf keine Parallelbranche zu den Spielbanken entstehen. Der Vorschlag geht ausserdem weit über die Forderung der Motion der Kommission für Rechtsfragen (Sprecher NR Lukas Reimann, SG/SVP) hinaus.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
	e. die minimale Teilnehmerzahl; f. die minimale Turnierrdauer.	e. die minimale Teilnehmerzahl; f. die minimale Turnierrdauer.	
Art. 37	Berichterstattung und Rechnungslegung 1 Veranstalterinnen von Kleinlotterien und lokalen Sportwetten stellen der Vollzugsbehörde innert dreier Monate nach Abschluss eines Spiels einen Bericht zu. Dieser enthält: a. die Abrechnung über das betreffende Spiel; b. Angaben über den Spielverlauf; c. Angaben über die Verwendung der Erträge. 2 Für Veranstalterinnen, die 24 oder mehr kleine Geldspieltourniere pro Jahr durchführen, gelten bezüglich Rechnungslegung und Revision die Regeln nach den Artikeln 42 und 43 Absätze 3 und 4. Für die anderen Veranstalterinnen von kleinen Geldspieltournieren kommt Absatz 1 Buchstaben a und b zur Anwendung.	Berichterstattung und Rechnungslegung 1 Veranstalterinnen von Kleinlotterien und lokalen Sportwetten stellen der Vollzugsbehörde innert dreier Monate nach Abschluss eines Spiels einen Bericht zu. Dieser enthält: a. die Abrechnung über das betreffende Spiel; b. Angaben über den Spielverlauf; c. Angaben über die Verwendung der Erträge. 2 Für Veranstalterinnen, die 24 oder mehr kleine Geldspieltourniere pro Jahr durchführen, gelten bezüglich Rechnungslegung und Revision die Regeln nach den Artikeln 42 und 43 Absätze 3 und 4. Für die anderen Veranstalterinnen von kleinen Geldspieltournieren kommt Absatz 1 Buchstaben a und b zur Anwendung.	Streichung im Zusammenhang mit der Streichung der kleinen Geldspieltourniere.
Art. 42	Meldepflicht Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen melden der zuständigen Vollzugsbehörde alle wichtigen Vorkommnisse, welche die Sicherheit und die Transparenz des Spielbetriebs gefährden können.	Meldepflicht 1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen melden der zuständigen Vollzugsbehörde alle wichtigen Vorkommnisse, welche die Sicherheit und die Transparenz des Spielbetriebs gefährden können . 2 Der Bundesrat bezeichnet die meldepflichtigen Vorkommnisse.	Die Meldepflichten müssen genauer definiert werden. Die im Entwurf vorgesehene Formulierung ist viel zu offen und muss konkretisiert werden.

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 49	Anzeigepflicht Stellt die Revisionsstelle bei der Durchführung der Prüfung Verstösse gegen dieses Gesetz, strafrechtlich relevante Sachverhalte oder andere Unregelmässigkeiten fest, so benachrichtigt sie unverzüglich die zuständige Vollzugsbehörde und gegebenenfalls die zuständige kantonale Strafverfolgungsbehörde.	Anzeigepflicht Stellt die Revisionsstelle bei der Durchführung der Prüfung Verstösse gegen dieses Gesetz, strafrechtlich relevante Sachverhalte oder andere Unregelmässigkeiten fest, so benachrichtigt sie unverzüglich die zuständige Vollzugsbehörde und gegebenenfalls die zuständige kantonale Strafverfolgungsbehörde.	Es ist nicht Aufgabe der Revisionsstelle, Anzeige einzureichen. Die Revisionsstelle meldet ihre Feststellungen lediglich der Aufsichtsbehörde. Eine allfällige Strafanzeige muss durch diese eingereicht werden.

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 51	<p>Spielverbot</p> <p>1 Folgende Personen unterliegen in Spielbanken einem Spielverbot:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Mitglieder der ESBK und die Angestellten ihres Sekretariats; b. Angestellte der Veranstalterinnen von Spielbankenspielen, die am Spielbetrieb beteiligt sind; c. Mitglieder des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung von Unternehmen, die Spieleinrichtungen herstellen oder damit handeln; d. Mitglieder des Verwaltungsrates der Veranstalterinnen von Spielbankenspielen; e. Personen unter 18 Jahren; f. Personen, gegen die eine Spielsperre besteht. <p>2 Folgende Personen unterliegen einem Spielverbot in der Spielbank, mit der sie in Verbindung stehen:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Angestellte dieser Spielbank und von deren Nebenbetrieben, die nicht am Spielbetrieb beteiligt sind; b. Aktionärinnen und Aktionäre, die mehr als 5 Prozent des Aktienkapitals halten; c. Angestellte der Revisionsstelle, die mit deren Revision betraut sind. 	<p>Spielverbot</p> <p>1 Folgende Personen unterliegen in Spielbanken einem Spielverbot:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Mitglieder der ESBK und die Angestellten ihres Sekretariats; b. Angestellte der Veranstalterinnen von Spielbankenspielen, die am Spielbetrieb beteiligt sind; c. Mitglieder des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung von Unternehmen, die Spieleinrichtungen herstellen oder damit handeln; d. Mitglieder des Verwaltungsrates der Veranstalterinnen von Spielbankenspielen; e. Personen unter 18 Jahren; f. Personen, gegen die eine Spielsperre besteht. <p>2 Folgende Personen unterliegen einem Spielverbot in der Spielbank, mit der sie in Verbindung stehen:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Angestellte dieser Spielbank und von deren Nebenbetrieben, die nicht am Spielbetrieb beteiligt sind; b. Aktionärinnen und Aktionäre, die mehr als 5 Prozent des Aktienkapitals halten; c. Angestellte der Revisionsstelle, die mit deren Revision betraut sind. 	<p>Für die Betreiber von Spielbanken ist es unmöglich, Personen aus Verwaltungsräten oder Geschäftsleitungen von internationalen Spielherstellern zu identifizieren, da diese Informationen nicht erfasst werden können. Ein solches Verbot kann nicht umgesetzt werden. Im Übrigen haben die betreffenden Personen ohnehin kaum Manipulationsmöglichkeiten. Die Regelung kann deshalb ohne Nachteil gestrichen werden.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 52	Bewilligungen 1 Der Bundesrat kann spezielle Bewilligungen vorsehen, namentlich für: a. das Berufsausübungsrecht des leitenden Personals, der Spielleiterinnen und Spielleiter und Croupières und Croupiers; b. die Lieferantinnen von Spielgeräten; c. die technische Ausrüstung. 2 Er regelt die Bewilligungsvoraussetzungen und das Verfahren.	Bewilligungen 1 Der Bundesrat kann spezielle Bewilligungen vorsehen, namentlich für: a. das Berufsausübungsrecht des leitenden Personals, der Spielleiterinnen und Spielleiter und Croupières und Croupiers; b. die Lieferantinnen von Spielgeräten; c. die technische Ausrüstung. 2 Er regelt die Bewilligungsvoraussetzungen und das Verfahren.	Die Bestimmung wurde aus dem SGB übernommen und blieb zu Recht seit 2002 tot Buchstabe. Solche Bewilligungen würden nur zu zusätzlichem Verwaltungsaufwand führen, ohne einen erkennbaren Nutzen zu generieren.
Art. 53	Teilnahmebeschränkungen Die Spielbank kann: a. Personen ohne Angabe von Gründen die Spielteilnahme verweigern; b. Eintrittspreise erheben; c. Kleidervorschriften erlassen.	Teilnahmebeschränkungen Die Spielbank kann: a. Personen ohne Angabe von Gründen sowohl den Zutritt zur Spielbank als auch die Spielteilnahme verweigern; b. Eintrittspreise erheben; c. Kleidervorschriften erlassen.	Es ist wichtig, dass nicht nur die Spielteilnahme, sondern auch der Zutritt zum Casino verweigert werden kann.
Art. 55	Spielmarken Bei Tischspielen darf nur mit Jetons oder mit Spielplaques gespielt werden.	Spielmarken Bei Tischspielen darf nur mit Jetons, Spielplaques oder mit elektronischen Spielguthaben (Credits) gespielt werden.	Inzwischen gibt es Tischspiele, die den Geldfluss elektronisch abwickeln und somit ist es notwendig, dass auch Spielgewinne als Spielguthaben (Credits) ausgegeben werden. .
Art. 56	Höchsteinsätze Der Bundesrat legt für die Spielbanken mit einer Konzession B die Höchsteinsätze nach Spielart fest.	Höchsteinsätze Der Bundesrat kann für die Spielbanken mit einer Konzession B die Höchsteinsätze nach Spielart festlegen .	Die Unterscheidung von A- und B-Konzessionen wird bei der Neuvergabe der Konzessionen zunehmend unwichtiger. Eine Kann-Bestimmung ist genügend. Vgl. auch den Erläuterungsbericht zu Art. 6 auf Seite 38.

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 57	<p>Trinkgelder</p> <p>1 Trinkgelder gehen grundsätzlich an die Gesamtheit der Angestellten.</p> <p>2 Individuelle Trinkgelder und Zuwendungen anderer Art dürfen ausschliesslich Angestellte entgegennehmen, die nicht am Spielbetrieb beteiligt sind.</p>	<p>Trinkgelder</p> <p>1 Trinkgelder, die für die Gesamtheit der Angestellten bestimmt sind, sind in die speziell dafür vorgesehenen Behälter (Tronc) einzulegen.</p> <p>2 Individuelle Trinkgelder und Zuwendungen anderer Art dürfen ausschliesslich Angestellte entgegennehmen, die nicht am Spielbetrieb beteiligt sind.</p>	<p>Die Trinkgelder aus dem Spielbetrieb werden in definierten Behältern (Tronc) gesammelt und kommen allen Angestellten zu Gute. Entspricht Art. 29 Abs. 1 aus dem geltenden SBG.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 60	<p>Angebot von Grossspielen</p> <p>1 Die Teilnahme an Grossspielen darf nur von einer Inhaberin einer Veranstalterbewilligung oder von ihr ermächtigten Dritten angeboten werden. Die gewerbsmässige Organisation von Spielgemeinschaften zur Teilnahme an Grossspielen durch Dritte ist verboten.</p> <p>2 Die Teilnahme an Grossspielen darf nur an öffentlich zugänglichen Orten angeboten werden, die nicht vorwiegend der Durchführung von Geldspielen dienen.</p>	<p>Angebot von Grossspielen</p> <p>1 Die Teilnahme an Grossspielen darf nur von einer Inhaberin einer Veranstalterbewilligung oder von ihr ermächtigten Dritten angeboten werden. Die gewerbsmässige Organisation von Spielgemeinschaften zur Teilnahme an Grossspielen durch Dritte ist verboten.</p> <p>2 Die Teilnahme an Grossspielen darf nur in Spielbanken oder an öffentlich zugänglichen Orten angeboten werden, die nicht vorwiegend der Durchführung von Geldspielen dienen und die weder einer Spielbank noch einer Spielhalle ähnlich sind.</p> <p>3 Die Teilnahme an Grossspielen darf nicht mittels Automaten angeboten werden, mit denen das Spiel im Wesentlichen automatisch und innerhalb eines kurzen Zeitraums abläuft. Automaten dieser Art, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes betrieben werden, dürfen weiterhin betrieben und modernisiert werden, aber ihre Anzahl darf nicht erhöht werden. Selbstbedienungsgeräte sind erlaubt.</p>	<p>Ausserhalb von Spielbanken dürfen keine Spielhallen entstehen. Spielbankenähnliche Orte wären nicht im Sinne des Gesetzes und würden die strengen Vorschriften, welche Spielbanken zu erfüllen haben, unterlaufen. Gleichzeitig wäre die Umsetzung von Präventionsmassnahmen nicht mehr gewährleistet.</p> <p>Die Anzahl der Lotterie-Automaten (Tactilos) ist auf den heutigen Stand zu beschränken.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 68	<p>Gewinnbestätigung</p> <p>1 Eine Spielbank bestätigt Spielgewinne nur, wenn:</p> <p>a. sie die Herkunft der Spieleinsätze und die Tatsache des Spielgewinns überprüfen konnte;</p> <p>b. die Spielerin oder der Spieler vor dem Verlassen der Spielbank ausdrücklich verlangt hat, dass der Spielgewinn registriert wird.</p> <p>2 Sie bestätigt Spielbankengewinne gegenüber einer Behörde nur, wenn die Voraussetzungen nach Absatz 1 erfüllt sind und diese Behörde die Auskunft zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben benötigt.</p>	<p>Gewinnbestätigung</p> <p>1 Eine Spielbank und eine Veranstalterin von Grossspielen kann bestätigt Spielgewinne nur bestätigen, wenn:</p> <p>a. sie die Herkunft der Spieleinsätze und die Tatsache des Spielgewinns überprüfen konnte;</p> <p>b. die Spielerin oder der Spieler vor dem Verlassen der Spielbank ausdrücklich verlangt hat, dass der Spielgewinn registriert wird.</p> <p>2 Sie bestätigt Spielbankengewinne gegenüber einer Behörde nur, wenn die Voraussetzungen nach Absatz 1 erfüllt sind und diese Behörde die Auskunft zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben benötigt.</p>	<p>Die Bestimmung muss auch für Veranstalter von Grossspielen Geltung haben.</p>
Art. 71	<p>Werbung</p> <p>1 Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen nicht in aufdringlicher oder irreführender Weise Werbung betreiben.</p> <p>2 Die Werbung darf sich nicht an Minderjährige oder an gesperrte Personen richten.</p> <p>3 Werbung für in der Schweiz nicht bewilligte Geldspiele ist verboten.</p>	<p>Werbung</p> <p>1 Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen nicht in aufdringlicher oder irreführender Weise Werbung betreiben.</p> <p>2 Die Werbung darf sich nicht gezielt an Minderjährige oder an gesperrte Personen richten.</p> <p>3 Werbung für in der Schweiz nicht bewilligte Geldspiele ist verboten.</p>	

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 72	<p>Darlehen, Vorschüsse und Gratisspiele</p> <p>1 Die Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen Spielerinnen und Spielern weder Darlehen noch Vorschüsse gewähren.</p> <p>2 Die Einräumung von Gratisspielen oder Gratisspielguthaben bedarf der vorgängigen Zustimmung der zuständigen Vollzugsbehörde.</p>	<p>Darlehen, Vorschüsse und Gratisspiele</p> <p>1 Die Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen Spielerinnen und Spielern weder Darlehen noch Vorschüsse gewähren.</p> <p>2 Die Einräumung von Gratisspielen oder Gratisspielguthaben, die vom Bruttospielertrag abzugsberechtigt sind, bedarf der vorgängigen Zustimmung der zuständigen Vollzugsbehörde.</p> <p>3 Der Bundesrat erlässt Vorschriften zur Höhe der Gratisspielmarken im terrestrischen Bereich und Online-Spielbanken.</p>	<p>Die Gewährung von Gratisspielguthaben aus dem Marketingbudget muss unbeschränkt und bewilligungsfrei möglich sein. Im Gegenzug können diese Gratisspielguthaben nicht vom BSE abgezogen werden. Ohne diese Präzisierung werden insbesondere die Online Angebote der Schweizer Spielbanken nicht wettbewerbsfähig sein. Die Zustimmung der Aufsichtsbehörde soll nur einmal eingeholt werden müssen.</p> <p>Die Höhe der Gratisspielmarken soll im terrestrischen Bereich von 3 auf 5 Promille angehoben und im Online-Bereich auf ein wettbewerbsfähiges Niveau angesetzt werden.</p> <p>Die Zustimmung der Aufsichtsbehörde von Gratisspielmarken für die Promotion, Spiele oder Spielturniere soll pro gleichartiges Spiel nur einmal eingeholt werden müssen.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 74	<p>Information</p> <p>1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen stellen in leicht zugänglicher und leicht verständlicher Form bereit:</p> <p>a. Informationen über die Risiken des Spiels;</p> <p>b. Selbsterhebungsbogen zur Prüfung des eigenen Spielverhaltens;</p> <p>c. Informationen über Möglichkeiten für Selbstkontrollen,</p> <p>Spielbeschränkungen und Spielsperren;</p> <p>d. Informationen über Angebote zur Unterstützung und Behandlung von süchtigen, verschuldeten oder suchgefährdeten Personen sowie von deren Umfeld einschliesslich Adressen von Beratungsstellen und Selbsthilfegruppen.</p> <p>2 Soweit aufgrund des Gefährdungspotenzials und der Merkmale des Vertriebskanals des konkreten Spiels angezeigt, informieren die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen die Spielerinnen und Spieler über ihr Spielverhalten.</p>	<p>Information</p> <p>1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen stellen in leicht zugänglicher und leicht verständlicher Form bereit:</p> <p>a. Informationen über die Risiken des Spiels;</p> <p>b. Selbsterhebungsbogen zur Prüfung des eigenen Spielverhaltens;</p> <p>c. Informationen über Möglichkeiten für Selbstkontrollen,</p> <p>Spielbeschränkungen und Spielsperren;</p> <p>d. Informationen über Angebote zur Unterstützung und Behandlung von süchtigen, verschuldeten oder suchgefährdeten Personen sowie von deren Umfeld einschliesslich Adressen von Beratungsstellen und Selbsthilfegruppen.</p> <p>2 Soweit aufgrund des Gefährdungspotenzials von online durchgeführten Spielen und der Merkmale des Vertriebskanals des konkreten Spiels angezeigt, informieren die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen die Spielerinnen und Spieler über ihr Spielverhalten.</p>	<p>Der Bericht führt aus, in Art. 74 seien nur die online durchgeführten Spiele angesprochen. Der Gesetzestext ist dementsprechend zu präzisieren.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 77	<p>Spielsperre</p> <p>1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von online durchgeführten Grossspielen sperren Personen vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund eigener Wahrnehmungen oder aufgrund von Meldungen Dritter wissen oder annehmen müssen, dass sie:</p> <p>a. überschuldet sind oder ihren finanziellen Verpflichtungen nicht nachkommen; oder</p> <p>b. Spieleinsätze tätigen, die in keinem Verhältnis zu ihrem Einkommen und Vermögen stehen.</p> <p>2 Sie sperren ferner Personen vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund einer Meldung einer Fachstelle oder Sozialbehörde wissen oder annehmen müssen, dass sie spielsüchtig sind.</p> <p>3 Die interkantonale Vollzugsbehörde kann im Rahmen der Spielbewilligungen die Spielsperre auf weitere Grossspiele ausdehnen. Sie kann den Ausschluss von diesen zusätzlichen Spielen sicherstellen, indem sie einen Schwellenwert festlegt und die Auszahlung der darüber liegenden Gewinne sperren lässt.</p> <p>4 Die Spielsperre erstreckt sich auf die Spielbankenspiele, die online durchgeführten Grossspiele sowie die Grossspiele, auf welche die interkantonale Vollzugsbehörde gemäss Absatz 3 die Spielsperre ausgedehnt hat.</p>	<p>Spielsperre</p> <p>1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von online durchgeführten Grossspielen sperren Personen vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund eigener Wahrnehmungen oder aufgrund von Meldungen Dritter wissen oder annehmen müssen, dass sie:</p> <p>a. überschuldet sind oder ihren finanziellen Verpflichtungen nicht nachkommen; oder</p> <p>b. Spieleinsätze tätigen, die in keinem Verhältnis zu ihrem Einkommen und Vermögen stehen.</p> <p>2 Sie sperren ferner Personen vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund einer Meldung einer Fachstelle oder Sozialbehörde wissen oder annehmen müssen, dass sie spielsüchtig sind.</p> <p>3 Die interkantonale Vollzugsbehörde kann im Rahmen der Spielbewilligungen die Spielsperre auf weitere Grossspiele ausdehnen. Sie kann den Ausschluss von diesen zusätzlichen Spielen sicherstellen, indem sie einen Schwellenwert festlegt und die Auszahlung der darüber liegenden Gewinne sperren lässt.</p> <p>4 Die Spielsperre erstreckt sich auf die Spielbankenspiele, die online durchgeführten Grossspiele sowie die Grossspiele, auf welche die interkantonale Vollzugsbehörde gemäss Absatz 3 die Spielsperre ausgedehnt hat.</p>	<p>Die Spielbanken können nicht verpflichtet werden, auf einen blossen Verdacht hin Spielsperren auszusprechen zumal damit auch in die Grundrechte Betroffener eingegriffen wird. Problematisch wird es insbesondere, wenn den Spielbanken von den Spielern gefälschte oder fehlerhafte Unterlagen unterbreitet werden.</p> <p>Von den Spielbanken kann nicht verlangt werden, dass sie den jeweiligen Stand der Wissenschaft über die Spielsucht kennen. Gemäss Erläuterungsbericht sollen denn auch die Anforderungen an die Veranstalter gering sein (Erläuterungsbericht, S. 67)</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
	<p>5 Die Spielerinnen und Spieler können selbst bei einer Spielbank oder einer Veranstalterin von Grossspielen, die Spielsperren verhängen, eine Spielsperre beantragen.</p> <p>6 Die Spielsperre muss der betroffenen Person mit Begründung schriftlich mitgeteilt werden.</p>	<p>5 Die Spielerinnen und Spieler können selbst bei einer Spielbank oder einer Veranstalterin von Grossspielen, die Spielsperren verhängen, eine Spielsperre beantragen.</p> <p>6 Die Spielsperre muss der betroffenen Person mit Begründung schriftlich mitgeteilt werden.</p>	
Art. 81	<p>Bericht</p> <p>1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen reichen der zuständigen Vollzugsbehörde jährlich einen Bericht ein über die Wirksamkeit der getroffenen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel.</p> <p>2 Sie bringen diesen Bericht auch der Konsultativkommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel zur Kenntnis.</p>	<p>Bericht</p> <p>1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen reichen der zuständigen Vollzugsbehörde jährlich einen Bericht ein über die Wirksamkeit der getroffenen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel.</p> <p>2 Sie bringen diesen Bericht auch der Konsultativkommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel zur Kenntnis.</p>	<p>Weiter unten wird die Streichung dieser Kommission verlangt.</p>
Art. 83	<p>Errichtung</p> <p>Der Bundesrat setzt in Absprache mit den Kantonen eine Kommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel ein.</p>	<p>Errichtung</p> <p>Der Bundesrat setzt in Absprache mit den Kantonen eine Kommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel ein.</p>	<p>Die Art. 83–87 sind ersatzlos zu streichen.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 84	<p>Zusammensetzung und Ernennung</p> <p>1 Der Kommission gehören zwölf Mitglieder an.</p> <p>2 Sie setzt sich aus Fachleuten zusammen, die über die erforderlichen beruflichen und persönlichen Kompetenzen und Kenntnisse in den Bereichen Prävention von exzessivem Geldspiel und Behandlung der betroffenen Personen verfügen.</p> <p>3 Der Bundesrat ernennt die Kommissionsmitglieder. Die Hälfte der Mitglieder ernannt er auf Vorschlag der Kantone.</p> <p>4 Die Kommissionsmitglieder werden für vier Jahre ernannt. Sie können höchstens zweimal wiedergewählt werden.</p>	<p>Zusammensetzung und Ernennung</p> <p>1 Der Kommission gehören zwölf Mitglieder an.</p> <p>2 Sie setzt sich aus Fachleuten zusammen, die über die erforderlichen beruflichen und persönlichen Kompetenzen und Kenntnisse in den Bereichen Prävention von exzessivem Geldspiel und Behandlung der betroffenen Personen verfügen.</p> <p>3 Der Bundesrat ernennt die Kommissionsmitglieder. Die Hälfte der Mitglieder ernannt er auf Vorschlag der Kantone.</p> <p>4 Die Kommissionsmitglieder werden für vier Jahre ernannt. Sie können höchstens zweimal wiedergewählt werden.</p>	

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 85	<p>Aufgaben</p> <p>1 Die Kommission hat folgende Aufgaben:</p> <p>a. Beratung der Vollzugsbehörden dieses Gesetzes, der Gesundheitsbehörden des Bundes und der Kantone sowie der Veranstalterinnen von Geldspielen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel;</p> <p>b. Erarbeitung von Empfehlungen zur Prävention, zur Früherkennung und zur Behandlung von exzessivem Geldspiel;</p> <p>c. Beobachtung und Analyse nationaler und internationaler Entwicklungen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel.</p> <p>2 Die Kommission erstattet gegenüber Bundesrat und Kantonen jährlich Bericht über ihre Tätigkeit. Der Bericht ist öffentlich.</p>	<p>Aufgaben</p> <p>1 Die Kommission hat folgende Aufgaben:</p> <p>a. Beratung der Vollzugsbehörden dieses Gesetzes, der Gesundheitsbehörden des Bundes und der Kantone sowie der Veranstalterinnen von Geldspielen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel;</p> <p>b. Erarbeitung von Empfehlungen zur Prävention, zur Früherkennung und zur Behandlung von exzessivem Geldspiel;</p> <p>c. Beobachtung und Analyse nationaler und internationaler Entwicklungen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel.</p> <p>2 Die Kommission erstattet gegenüber Bundesrat und Kantonen jährlich Bericht über ihre Tätigkeit. Der Bericht ist öffentlich.</p>	
Art. 86	<p>Organisation und Arbeitsweise</p> <p>1 Die Kommission erfüllt ihre Aufgaben unabhängig. Sie ist administrativ dem EJPD zugeordnet.</p> <p>2 Sie regelt ihre Organisation und ihre Arbeitsweise in einer Geschäftsordnung. 3 Im Rahmen ihres Budgets kann sie Fachleute beiziehen.</p>	<p>Organisation und Arbeitsweise</p> <p>1 Die Kommission erfüllt ihre Aufgaben unabhängig. Sie ist administrativ dem EJPD zugeordnet.</p> <p>2 Sie regelt ihre Organisation und ihre Arbeitsweise in einer Geschäftsordnung. 3 Im Rahmen ihres Budgets kann sie Fachleute beiziehen.</p>	
Art. 87	<p>Kostentragung</p> <p>Bund und Kantone tragen die Kosten der Kommission je zur Hälfte.</p>	<p>Kostentragung</p> <p>Bund und Kantone tragen die Kosten der Kommission je zur Hälfte.</p>	

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 94a		<p>Massnahmen zur Verhinderung von finanziellen Transaktionen</p> <p>Der Bundesrat kann Massnahmen treffen zur Verhinderung von finanziellen Transaktionen für Spielangebote, die in der Schweiz zugänglich, aber nicht bewilligt sind.</p>	<p>Um zu verhindern, dass von der Schweiz aus Online-Spiele über ausländische Internetseiten gespielt werden können, sollen nicht nur technische Sperrungen eingerichtet werden. Diese können von versierten Spielteilnehmern allzu leicht umgangen werden. Dies wird auch im Erläuterungsbericht auf S. 73 eingeräumt. Die Finanztransaktionen müssen unterbunden werden. Unverständlich ist, warum der Erläuterungsbericht dies auf S. 28 als „zurzeit unverhältnismässig“ taxiert.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 99	<p>Befugnisse</p> <p>Die ESBK kann zur Erfüllung ihrer Aufgaben namentlich:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. von den Spielbanken und den Unternehmungen der Fabrikation und des Handels mit Spieleinrichtungen, welche die Spielbanken beliefern, die notwendigen Auskünfte und Unterlagen verlangen; b. bei den Spielbanken Kontrollen durchführen; c. von den Revisionsstellen der Spielbanken die notwendigen Auskünfte und Unterlagen verlangen; d. Sachverständige beiziehen; e. der Revisionsstelle besondere Aufträge erteilen; f. Online-Verbindungen zum Monitoring der EDV-Anlagen der Spielbanken herstellen; g. für die Zeit einer Untersuchung vorsorgliche Massnahmen treffen und insbesondere die Konzession suspendieren; h. bei Verletzungen dieses Gesetzes oder bei Vorliegen sonstiger Missstände die notwendigen Massnahmen zur Herstellung des ordnungsgemässen Zustands und zur Beseitigung der Missstände verfügen; i. in den Betrieb einer Spielbank eingreifen, sofern die Verhältnisse es erfordern; 	<p>Befugnisse</p> <p>Die ESBK kann zur Erfüllung ihrer Aufgaben namentlich:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. von den Spielbanken und den Unternehmungen der Fabrikation und des Handels mit Spieleinrichtungen, welche die Spielbanken beliefern, die notwendigen Auskünfte und Unterlagen verlangen; b. bei den Spielbanken Kontrollen durchführen; c. von den Revisionsstellen der Spielbanken die notwendigen Auskünfte und Unterlagen verlangen; d. Sachverständige beiziehen; e. der Revisionsstelle besondere Aufträge erteilen; f. Online-Verbindungen zum Monitoring der EDV-Anlagen der Spielbanken herstellen; g. für die Zeit einer Untersuchung vorsorgliche Massnahmen anordnen; treffen und insbesondere die Konzession suspendieren; h. bei Verletzungen dieses Gesetzes oder bei Vorliegen sonstiger Missstände die notwendigen Massnahmen zur Herstellung des ordnungsgemässen Zustands und zur Beseitigung der Missstände verfügen; i. in den Betrieb einer Spielbank eingreifen, sofern die Verhältnisse es erfordern; 	<p>Die ESBK soll ihre Aufsicht wahrnehmen, aber selbstverständlich nicht unmittelbar in den Betrieb einer Spielbank eingreifen können. Ein Eingreifen in das operative Geschäft würde die Zuständigkeit zwischen Geschäftsführung und Aufsichtsbehörde verwischen. Die Befugnisse der beiden Aufsichtsbehörden (Comlot, ESBK) müssen identisch sein.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
	<p>j. bei Nichtbefolgung einer von ihr erlassenen vollstreckbaren Verfügung nach vorausgegangener Mahnung:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. die angeordnete Handlung auf Kosten der Spielbank selber vornehmen, 2. öffentlich bekannt machen, dass sich die Spielbank der vollstreckbaren Verfügung widersetzt; <p>k. gegen Verfügungen der interkantonalen Vollzugsbehörde gemäss Artikel 23 Beschwerde bei der zuständigen kantonalen oder interkantonalen richterlichen Behörde und anschliessend beim Bundesgericht erheben;</p> <p>l. gegen die Entscheide des Bundesverwaltungsgerichts in Anwendung dieses Gesetzes und seiner Ausführungserlasse Beschwerde beim Bundesgericht erheben.</p>	<p>j. bei Nichtbefolgung einer von ihr erlassenen vollstreckbaren Verfügung nach vorausgegangener Mahnung:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. die angeordnete Handlung auf Kosten der Spielbank selber vornehmen, 2. öffentlich bekannt machen, dass sich die Spielbank der vollstreckbaren Verfügung widersetzt; <p>k. gegen Verfügungen der interkantonalen Vollzugsbehörde gemäss Artikel 23 Beschwerde bei der zuständigen kantonalen oder interkantonalen richterlichen Behörde und anschliessend beim Bundesgericht erheben;</p> <p>l. gegen die Entscheide des Bundesverwaltungsgerichts in Anwendung dieses Gesetzes und seiner Ausführungserlasse Beschwerde beim Bundesgericht erheben.</p>	
Art. 100	<p>Gebühren</p> <p>1 Die ESBK erhebt bei den Spielbanken Gebühren, welche die Aufsichtskosten decken.</p> <p>2 Das EJPD setzt auf Antrag der ESBK die Gebühren jedes Jahr nach Massgabe der Aufsichtskosten des Vorjahres fest.</p> <p>3 Die ESBK erhebt für ihre Verfügungen und Dienstleistungen kostendeckende Gebühren. Sie kann Vorschüsse verlangen.</p>	<p>Gebühren</p> <p>1 Die ESBK erhebt bei den Spielbanken Gebühren, welche die Aufsichtskosten decken.</p> <p>2 Das EJPD setzt auf Antrag der ESBK die Gebühren jedes Jahr nach Massgabe der Aufsichtskosten des Vorjahres fest.</p> <p>3 Die ESBK erhebt für ihre Verfügungen und Dienstleistungen kostendeckende Gebühren. Sie kann Vorschüsse verlangen.</p> <p>4 Die gesamten Aufsichtskosten und Gebühren dürfen fünf Promille des Bruttospielertrages des letzten Jahres aller Spielbanken nicht übersteigen.</p>	<p>Die Aufsichtskosten der ESBK sind in den vergangenen Jahren massiv und weit stärker als die Teuerung gestiegen. Die Aufsichtskosten der ESBK sind auch viel stärker gewachsen als die Kosten der Bundesverwaltung insgesamt. Die Aufsichtskosten haben ein Ausmass erreicht, das nicht mehr akzeptabel ist. Es wird deshalb eine Begrenzung der Aufsichtskosten gefordert. Die Aufsichtskosten können entweder an den BSE oder an die Teuerung gekoppelt werden.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 101	<p>Verwaltungssanktionen</p> <p>1 Verstösst eine Konzessionärin gegen die gesetzlichen Bestimmungen, die Konzession oder gegen eine rechtskräftige Verfügung, so wird sie mit einem Betrag bis zu 15 Prozent des im letzten Geschäftsjahr erzielten Bruttospielertrags belastet. Der Gewinn, den die Konzessionärin durch den Verstoss erzielt hat, ist bei der Bemessung der Sanktion angemessen zu berücksichtigen.</p> <p>2 Verstösse werden vom Sekretariat untersucht und von der ESBK beurteilt.</p>	<p>10. Kapitel: Strafbestimmungen</p> <p>Art. 134a: Strafbarkeit der Konzessionärin</p> <p>1 Die Konzessionärin wird mit einer Busse bis zu CHF 1 Mio. bestraft, wenn sie:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. die Meldepflicht nach den Artikeln 13 oder 42 verletzt; b. Spiele anbietet, die den Vorgaben dieses Gesetzes widersprechen oder für die eine gültige Bewilligung fehlt; c. Schutzpflichten gemäss Kapitel 6 (Schutz der Spielerin und Spieler vor exzessivem Spiel) verletzt; d. Personen spielen lässt, die mit einem Spielverbot gemäss Art. 51 unterliegen; e. bewirkt, dass eine rechtskräftige Veranlagung der Spielbankenabgabe unvollständig ist; f. einer unter Hinweis auf die Strafdrohung dieses Artikels an sie erlassenen Verfügung nicht Folge leistet. <p>2 Die zuständige Behörde bemisst die Busse insbesondere nach der Schwere der Tat, nach dem Verschulden sowie nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit des Unternehmens.</p> <p>2 Verstösse werden vom Sekretariat untersucht und von der ESBK beurteilt.</p>	<p>Die vorgesehenen „Verwaltungs-sanktionen“ sind nichts anderes als Strafen. Die Vorschrift ist deshalb als Strafnorm zu konzipieren und im 10. Kapitel („Strafbestimmungen“) einzuordnen.</p> <p>Im Übrigen genügt die Regelung dem Bestimmtheitsgebot nicht. Sie muss präzisiert werden.</p> <p>Zu den Details vgl. das Gutachten betreffend die geplanten Regelungen über die verwaltungsrechtlichen Sanktionen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 102	Datenbearbeitung Zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben kann die ESBK Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Daten über die Gesundheit, Massnahmen der sozialen Hilfe, administrative oder strafrechtliche Verfolgungen und Sanktionen, sowie Persönlichkeitsprofile bearbeiten.	Datenbearbeitung Zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben kann die ESBK Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Daten über die Gesundheit, Massnahmen der sozialen Hilfe, administrative oder strafrechtliche Verfolgungen und Sanktionen, sowie Persönlichkeitsprofile bearbeiten.	Die Datenhoheit soll bei den Spielbanken sein. Die ESBK soll zwar Einsicht in die von den Spielbanken erfassten Personendaten haben, sie soll diese aber nicht bearbeiten dürfen.

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 104	<p>Internationale Amtshilfe</p> <p>1 Die ESBK kann die zuständigen ausländischen Behörden um die Informationen, einschliesslich besonders schützenswerter Daten, ersuchen, die sie zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben benötigt.</p> <p>2 Sie kann den für die Geldspiele zuständigen ausländischen Behörden Informationen, einschliesslich besonders schützenswerter Daten, weitergeben, wenn die folgenden Voraussetzungen erfüllt sind:</p> <p>a. Die ausländische Behörde verwendet die Informationen ausschliesslich in einem Verwaltungsverfahren im Zusammenhang mit den Geldspielen;</p> <p>b. Sie ist an das Amtsgeheimnis gebunden;</p> <p>c. Sie gibt die Informationen nicht an Dritte weiter oder nur mit Einwilligung der ESBK;</p> <p>d. Die Informationen sind für den Vollzug der Geldspielgesetzgebung notwendig und umfassen keine Fabrikations- oder Geschäftsgeheimnisse.</p> <p>3 Die ESBK kann von der Zusammenarbeit absehen, wenn kein Gegenrecht gewährt wird.</p>	<p>Internationale Amtshilfe</p> <p>1 Die ESBK kann die zuständigen ausländischen Behörden um die Informationen, einschliesslich besonders schützenswerter Daten, ersuchen, die sie zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben benötigt.</p> <p>2 Sie kann den für die Geldspiele zuständigen ausländischen Behörden Informationen, einschliesslich besonders schützenswerter Daten, weitergeben, wenn die folgenden Voraussetzungen erfüllt sind:</p> <p>a. Die ausländische Behörde verwendet die Informationen ausschliesslich in einem Verwaltungsverfahren im Zusammenhang mit den Geldspielen;</p> <p>b. Sie ist an das Amtsgeheimnis gebunden;</p> <p>c. Sie gibt die Informationen nicht an Dritte weiter oder nur mit Einwilligung der ESBK;</p> <p>d. Die Informationen sind für den Vollzug der Geldspielgesetzgebung notwendig und umfassen keine Fabrikations- oder Geschäftsgeheimnisse.</p> <p>3 Die ESBK kann von der Zusammenarbeit absehen, wenn kein Gegenrecht gewährt wird.</p>	<p>Diese Bestimmungen würden zu einer erneuten Benachteiligung der Schweizer Spielbanken führen, da vermutlich nur sie die entsprechenden Sperrlisten übernehmen würden.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 105	Aufgaben des Sekretariats 1 Das Sekretariat übt die unmittelbare Aufsicht über die Spielbanken aus und veranlagt die Spielbankenabgabe. 2 Es bereitet die Geschäfte der ESBK vor, stellt ihr Anträge und vollzieht deren Entscheide. 3 Es verkehrt mit Spielbanken, Behörden und Dritten direkt und erlässt selbstständig Verfügungen und Entscheide, soweit dies das Geschäftsreglement vorsieht. 4 Es kann in den Betrieb einer Spielbank eingreifen, sofern die Verhältnisse es erfordern; es informiert die Kommission unverzüglich. 5 Es vertritt die ESBK vor eidgenössischen und kantonalen Gerichten und ist zuständig für die Verfolgung der Delikte nach den Artikeln 131-134. 6 Die ESBK kann dem Sekretariat weitere Aufgaben übertragen.	Aufgaben des Sekretariats 1 Das Sekretariat übt die unmittelbare Aufsicht über die Spielbanken aus und veranlagt die Spielbankenabgabe. 2 Es bereitet die Geschäfte der ESBK vor, stellt ihr Anträge und vollzieht deren Entscheide. 3 Es verkehrt mit Spielbanken, Behörden und Dritten direkt und erlässt selbstständig Verfügungen und Entscheide, soweit dies das Geschäftsreglement vorsieht. 4 Es kann in den Betrieb einer Spielbank eingreifen, sofern die Verhältnisse es erfordern; es informiert die Kommission unverzüglich. 5 Es vertritt die ESBK vor eidgenössischen und kantonalen Gerichten und ist zuständig für die Verfolgung der Delikte nach den Artikeln 131-134. 6 Die ESBK kann dem Sekretariat weitere Aufgaben übertragen.	Vgl. Bemerkung zu Art. 99
Art. 105a		Vertreter Comlot Der Bund entsendet einen Vertreter in die Comlot.	In der ESBK nimmt ein Vertreter der Kantone Einsitz. Vice versa muss auch ein Vertreter des Bundes in der Comlot Einsitz nehmen.

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 110	<p>Verwaltungssanktionen</p> <p>1 Verstösst eine Veranstalterin von Grossspielen gegen die gesetzlichen Bestimmungen oder gegen eine rechtskräftige Verfügung, so wird sie mit einem Betrag bis zu 15 Prozent des im letzten Geschäftsjahr erzielten Bruttospielertrags belastet. Der Gewinn, den die Veranstalterin durch den Verstoss erzielt hat, ist bei der Bemessung der Sanktion angemessen zu berücksichtigen.</p> <p>2 Die Einnahmen aus den ausgesprochenen Verwaltungssanktionen werden gemäss den Bevölkerungszahlen der letzten eidgenössischen Volkszählung an die Kantone verteilt.</p> <p>3 Verstösse werden von der interkantonalen Vollzugsbehörde untersucht und beurteilt.</p> <p>4 Regelt das Konkordat zwischen den Kantonen das Verfahren nicht, so wendet die interkantonale Vollzugsbehörde das Verwaltungsverfahren des Kantons an, in dem der Verstoss begangen worden ist.</p>	<p>10. Kapitel: Strafbestimmungen</p> <p>Art. 134b: Strafbarkeit des Veranstalters oder der Veranstalterin von Grossspielen</p> <p>1 Die Veranstalterin oder Veranstalter von Grossspielen wird mit einer Busse bis zu CHF 1 Mio. bestraft, wenn sie oder er:</p> <p>a. Spiele anbietet, für die eine gültige Bewilligung fehlt;</p> <p>b. die Pflichten zum Schutz der Spielenden vor exzessivem Spiel verletzt;</p> <p>c. den Reingewinn nicht vollumfänglich deklariert;</p> <p>d. einer unter Hinweis auf die Strafdrohung dieses Artikels an sie oder ihn erlassenen Verfügung nicht Folge leistet.</p> <p>2 Die zuständige Behörde bemisst die Busse insbesondere nach der Schwere der Tat, nach dem Verschulden sowie nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit des Unternehmens.</p> <p>3 Die Einnahmen aus den ausgesprochenen Verwaltungssanktionen werden gemäss den Bevölkerungszahlen der letzten eidgenössischen Volkszählung an die Kantone verteilt.</p>	<p>Auch diese „Verwaltungssanktionen“ sind nichts anderes als Strafen. Die Vorschrift ist im 10. Kapitel („Strafbestimmungen“) zu placieren.</p> <p>Im Übrigen genügt die Regelung dem Bestimmtheitsgebot nicht. Sie bedarf deshalb der Präzisierung.</p> <p>Zu den Details vgl. das Gutachten betreffend die geplanten Regelungen über die verwaltungsrechtlichen Sanktionen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 120	<p>Grundsatz</p> <p>1 Der Bund erhebt auf den Bruttospielerträgen eine Abgabe (Spielbankenabgabe). Diese ist für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung bestimmt.</p> <p>2 Der Bruttospielertrag ist die Differenz zwischen den Spieleinsätzen und den rechtmässig ausbezahlten Spielgewinnen.</p> <p>3 Die von der Spielbank erhobenen Kommissionen bei Tischspielen und ähnliche Spielerträge bilden Bestandteil des Bruttospielertrags.</p>	<p>Grundsatz</p> <p>1 Der Bund erhebt auf den Bruttospielerträgen eine Abgabe (Spielbankenabgabe). Diese ist für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung bestimmt.</p> <p>2 Der Bruttospielertrag ist die Differenz zwischen den Spieleinsätzen und den rechtmässig ausbezahlten Spielgewinnen.</p> <p>3 Die von der Spielbank erhobenen Kommissionen bei Tischspielen und ähnliche Spielerträge sind nicht Bestandteil des Bruttospielertrags.</p> <p>4 Der Bruttospielertrag aus Geschicklichkeitsspielen unterliegt nicht der Spielbankenabgabe.</p>	<p>Die von den Spielbanken erhobenen Kommissionen dienen der Bereitstellung des Angebotes und sind nicht Bestandteil des Bruttospielertrages. Deshalb soll auf diesen Beträgen keine Spielbankenabgabe bezahlt werden müssen.</p> <p>Gemäss Art. 106 Abs. 6 BV gilt für die Gewinne aus Geschicklichkeitsspielen keine Zweckbindung. Dementsprechend unterliegen sie auch nicht der Spielbankenabgabe. Vgl. dazu auch Art. 126 Abs. 3 des Entwurfs.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 121	<p>Abgabesätze</p> <p>1 Der Bundesrat legt den Abgabesatz so fest, dass nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen geführte Spielbanken eine angemessene Rendite auf dem investierten Kapital erzielen können.</p> <p>2 Der Abgabesatz beträgt:</p> <p>a. mindestens 40 und höchstens 80 Prozent des Bruttospielertrags, der in einer Spielbank erzielt wird;</p> <p>b. mindestens 20 und höchstens 80 Prozent des Bruttospielertrags, der mit online durchgeführten Spielbankenspielen erzielt wird.</p> <p>3 Der Abgabesatz kann während der ersten vier Betriebsjahre bis auf die Hälfte reduziert werden. Bei der Festlegung berücksichtigt der Bundesrat die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen der einzelnen Spielbank. Eine Reduktion muss jährlich in Würdigung aller Umstände für die einzelnen oder für mehrere Spielbanken zusammen neu festgelegt werden.</p>	<p>Abgabesätze</p> <p>1 Der Bundesrat legt den Abgabesatz so fest, dass nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen geführte Spielbanken eine angemessene Rendite auf dem investierten Kapital erzielen können.</p> <p>2 Der Abgabesatz beträgt:</p> <p>a. mindestens 40 und höchstens 80 Prozent auf dem Bruttospielertrag von nicht online durchgeführten Spielen;</p> <p>b. mindestens 20 und höchstens 80 Prozent auf dem Bruttospielertrag der online durchgeführten Spiele.</p> <p>3 Der Abgabesatz kann während der ersten vier Betriebsjahre bei online durchgeführten Spielen bis auf die Hälfte reduziert werden. Bei der Festlegung berücksichtigt der Bundesrat die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen der einzelnen Spielbank. Eine Reduktion muss jährlich in Würdigung aller Umstände für die einzelnen oder für mehrere Spielbanken zusammen neu festgelegt werden.</p>	<p>Klarere Unterscheidung für die Besteuerung von landbasiert und online erzielt Bruttospielertrag.</p> <p>Für den landbasiert erzielten BSE bestehen genügend Erfahrungswerte, so dass eine Abgabesatzermässigung nur bei online durchgeführten Spielen gerechtfertigt ist.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 122	<p>Abgabeermässigungen für Spielbanken mit einer B-Konzession</p> <p>1 Der Bundesrat kann für Spielbanken mit einer B-Konzession den Abgabesatz um höchstens einen Viertel reduzieren, sofern die Erträge der Spielbank in wesentlichem Umfang für öffentliche Interessen der Region, namentlich zur Unterstützung kultureller Tätigkeiten, oder für gemeinnützige Zwecke verwendet werden.</p> <p>2 Ist die Standortregion der B-Spielbank wirtschaftlich von ausgeprägt saisonalem Tourismus abhängig, so kann der Bundesrat den Abgabesatz höchstens um einen Drittel reduzieren.</p> <p>3 Bei Kumulation der beiden Reduktionsgründe kann er den Abgabesatz höchstens um die Hälfte reduzieren.</p> <p>4 Die Abgabeermässigungen nach den Absätzen 1 und 2 gelten nicht für online durchgeführte Spielbankenspiele.</p>	<p>Abgabeermässigungen für Spielbanken mit einer B-Konzession</p> <p>1 Der Bundesrat reduziert den Abgabesatz für Spielbanken mit einer B-Konzession den Abgabesatz um höchstens einen Viertel reduzieren, sofern die Erträge der Spielbank in wesentlichem Umfang für öffentliche Interessen der Region, namentlich zur Unterstützung kultureller Tätigkeiten, oder für gemeinnützige Zwecke verwendet werden.</p> <p>2 Ist die Standortregion der B-Spielbank wirtschaftlich von ausgeprägt saisonalem Tourismus abhängig, so kann der Bundesrat den Abgabesatz höchstens um die Hälfte einen Drittel reduzieren.</p> <p>3 Bei Kumulation der beiden Reduktionsgründe kann er den Abgabesatz höchstens um die Hälfte reduzieren.</p> <p>4 Die Abgabeermässigungen nach den Absätzen 1 und 2 gelten nicht für online durchgeführte Spielbankenspiele.</p>	<p>Die Unterscheidung zwischen A- und B-Konzession verliert an Bedeutung. Die Abgabeermässigungen in Art. 122 sollen deshalb für beide Konzessionsarten möglich sein.</p> <p>Spielbanken in Tourismusgebieten sind wirtschaftlich nur überlebensfähig, wenn der Abgabesatz stärker als nach geltendem Recht gesenkt werden kann.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 126	<p>Verwendung der Reingewinne für gemeinnützige Zwecke</p> <p>1 Die Kantone verwenden die Reingewinne aus Lotterien und Sportwetten vollumfänglich für gemeinnützige Zwecke namentlich in den Bereichen Kultur, Soziales und Sport.</p> <p>2 Die Verwendung der Reingewinne zur Erfüllung gesetzlich vorgesehener öffentlicher Aufgaben ist ausgeschlossen, ausser sie werden in den Bereichen gemäss Absatz 1 nur ergänzend zur Finanzierung solcher Aufgaben eingesetzt.</p> <p>3 Die Reingewinne von Geschicklichkeitsspielen unterliegen keiner Zweckbindung nach diesem Gesetz.</p>	<p>Verwendung der Reingewinne für gemeinnützige Zwecke</p> <p>1 Die Kantone verwenden die Reingewinne aus Lotterien und Sportwetten vollumfänglich für gemeinnützige Zwecke namentlich in den Bereichen Kultur, Soziales und Sport.</p> <p>2 Die Verwendung der Reingewinne zur Erfüllung gesetzlich vorgesehener öffentlicher Aufgaben ist ausgeschlossen. -, ausser sie werden in den Bereichen gemäss Absatz 1 nur ergänzend zur Finanzierung solcher Aufgaben eingesetzt.</p> <p>3 Die Reingewinne von Geschicklichkeitsspielen unterliegen keiner Zweckbindung nach diesem Gesetz.</p>	<p>Hier findet ein Paradigmenwechsel statt, der abgelehnt wird. Das geltende Lotteriesgesetz verbietet die Finanzierung von gesetzlich vorgeschriebenen Aufgaben durch Lotteriegelder ausdrücklich.</p> <p>Art. 106 Abs. 6 schreibt vor, dass die Reinerträge aus Lotterien und Sportwetten <i>vollumfänglich</i> für gemeinnützige Zwecke verwendet werden müssen. Die Zweckentfremdung für gesetzlich vorgeschriebene Aufgaben ist damit verfassungswidrig.</p>
Art. 130	<p>Verwendung der Reingewinne von Kleinspielen</p> <p>1 Die Veranstalterinnen von Kleinlotterien und lokalen Sportwetten, die die Reingewinne dieser Spiele für ihre eigenen Zwecke verwenden wollen, müssen gemeinnützige Zwecke verfolgen.</p> <p>2 Reingewinne von Geldspieltournieren unterliegen keiner Zweckbindung.</p>	<p>Verwendung der Reingewinne von Kleinspielen</p> <p>1 Die Veranstalterinnen von Kleinlotterien und lokalen Sportwetten, die die Reingewinne dieser Spiele für ihre eigenen Zwecke verwenden wollen, müssen gemeinnützige Zwecke verfolgen.</p> <p>2 Reingewinne von Geldspieltournieren Pokertournieren unterliegen keiner Zweckbindung.</p>	<p>Streichung im Zusammenhang mit der Streichung der Geldspieltourniere. (vgl. Artikel 35 ff.)</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 131	<p>Verbrechen und Vergehen</p> <p>1 Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahre oder mit Geldstrafe wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <p>a. ohne die dafür nötigen Konzessionen oder Bewilligungen Grossspiele oder Spielbankenspiele organisiert, veranstaltet oder zur Verfügung stellt;</p> <p>b. im Wissen um den geplanten Verwendungszweck die technischen Mittel zur Veranstaltung von Gross- oder Spielbankenspielen Personen zur Verfügung stellt, die nicht über die nötigen Konzessionen oder Bewilligungen verfügen;</p> <p>c. durch unwahre Angaben oder auf andere Weise die Erteilung einer Konzession oder Bewilligung erschleicht.</p> <p>2 Wird die Tat gewerbs- oder bandenmässig begangen, so ist die Strafe Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder Geldstrafe nicht unter 180 Tagessätzen.</p> <p>3 Wer in den Fällen nach Absatz 1 Buchstabe a fahrlässig handelt, wird mit Geldstrafe bis zu 180 Tagessätzen bestraft.</p>	<p>Verbrechen und Vergehen</p> <p>1 Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahre oder mit Geldstrafe wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <p>a. ohne die dafür nötigen Konzessionen oder Bewilligungen Geldspiele organisiert, veranstaltet oder zur Verfügung stellt;</p> <p>b. im Wissen um den geplanten Verwendungszweck die technischen Mittel zur Veranstaltung von Gross- oder Spielbankenspielen Personen zur Verfügung stellt, die nicht über die nötigen Konzessionen oder Bewilligungen verfügen.</p> <p>2 Wird die Tat gewerbsmässig oder bandenmässig begangen, so ist die Strafe Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder Geldstrafe nicht unter 180 Tagessätzen.</p> <p>3 Wer in den Fällen nach Absatz 1 Buchstabe a fahrlässig handelt, wird mit Geldstrafe bis zu 180 Tagessätzen bestraft.</p> <p>4 Mit Geldstrafe bis zu 180 Tagessätzen wird bestraft, wer vorsätzlich durch unwahre Angaben oder auf andere Weise die Erteilung einer Konzession oder Bewilligung erschleicht.</p>	<p>Die vorgeschlagene Sanktionsdrohung ist allzu rigide, soweit es sich um Straftaten handelt, die innerhalb einer konzessionierten Unternehmung begangen werden: In diesen Fällen werden ja zusätzlich empfindliche „Verwaltungssanktionen“ ausgesprochen, und es droht zudem ein Konzessionsentzug.</p> <p>Vgl. im Übrigen das Gutachten betreffend die geplanten Strafnormen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>

Art. 132	<p>Übertretungen</p> <p>1 Mit Busse bis zu 500 000 Franken wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <p>a. ohne die dafür nötigen Bewilligungen Kleinspiele organisiert, veranstaltet oder zur Verfügung stellt;</p> <p>b. Werbung für in der Schweiz nicht bewilligte Geldspiele macht oder Werbung für solche Spiele vermittelt oder publiziert;</p> <p>c. Werbung für bewilligte Geldspiele macht, die sich an gesperrte Personen oder Minderjährige richtet;</p> <p>d. Personen, die das gesetzliche Alter nach Artikel 69 Absätze 2 und 3 nicht erreicht haben oder gestützt auf Artikel 77 mit einer Spielsperre belegt sind, spielen lässt oder einen Gewinn, der über dem Schwellenwert in Sinne von Artikel 77 Absatz 3 liegt, an solche Personen auszahlt;</p> <p>e. bewirkt, dass ein Reingewinn, der für gemeinnützige Zwecke bestimmt ist, nicht vollumfänglich deklariert wird;</p> <p>f. die in diesem Gesetz oder dessen Ausführungsbestimmungen vorgesehenen Sorgfaltspflichten gegen die Geldwäscherei verletzt;</p> <p>g. eine vorgeschriebene Meldung an die zuständige Behörde unterlässt oder einer Aufforderung der zuständigen Behörde, den ordnungsgemässen Zustand wiederherzustellen oder die Missstände zu beseitigen, nicht nachkommt;</p> <p>h. ohne Ermächtigung der Bewilligungsinhaberin oder des Bewilligungsinhabers oder der von ihr oder ihm ermächtigten Dritten Grossspiele verkauft;</p>	<p>Übertretungen</p> <p>1 Mit Busse bis zu 500 000 Franken wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <p>a. ohne die dafür nötigen Bewilligungen Kleinspiele organisiert, veranstaltet oder zur Verfügung stellt;</p> <p>a. Werbung für in der Schweiz nicht bewilligte Geldspiele macht oder Werbung für solche Spiele vermittelt oder publiziert;</p> <p>b. ohne Ermächtigung der Bewilligungsinhaberin oder des Bewilligungsinhabers oder der von ihr oder ihm ermächtigten Dritten Grossspiele verkauft;</p> <p>c. ohne die notwendige Konzession oder Bewilligung eine Vermittlungsplattform betreibt, über die Privatpersonen gegeneinander um Geld spielen.</p> <p>2 Wer in den Fällen von Absatz 1 Buchstaben a–c und e–i fahrlässig handelt, wird mit Busse bis zu 250 000 Franken bestraft.</p> <p>3 Mit Busse bis zu 100 000 Franken wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <p>a. Werbung für bewilligte Geldspiele macht, die sich gezielt an gesperrte Personen oder Minderjährige richtet;</p> <p>b. Personen, die das gesetzliche Alter nach Artikel 69 Absätze 2 und 3 nicht erreicht haben oder gestützt auf Artikel 77 mit einer Spielsperre belegt sind, spielen lässt oder einen Gewinn, der über dem Schwellenwert in Sinne von Artikel 77 Absatz 3 liegt, an solche Personen auszahlt;</p> <p>c. bewirkt, dass ein Reingewinn, der für gemeinnützige Zwecke bestimmt ist, nicht</p>	<p>Wiederum ist die vorgeschlagene Sanktionsdrohung für Straftaten innerhalb von Unternehmen mit einer Konzession bzw. Bewilligung unangemessen hoch.</p> <p>Abs. 1 lit. a ist zu streichen, da Kleinspiele nun von Art. 131 Abs. 1 lit. a erfasst sind.</p> <p>Vgl. dazu die Bemerkung zu Art. 131 und im Übrigen das Gutachten betreffend die geplanten Strafnormen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>
----------	---	---	---

	<p>i. ohne die notwendige Konzession oder Bewilligung eine Vermittlungsplattform betreibt, über die Privatpersonen gegeneinander um Geld spielen.</p> <p>2 Wer in den Fällen von Absatz 1 Buchstaben a–c und e–i fahrlässig handelt, wird mit Busse bis zu 250 000 Franken bestraft.</p> <p>3 Versuch und Helfenshaft sind strafbar.</p>	<p>vollumfänglich deklariert wird;</p> <p>d. die in diesem Gesetz oder dessen Ausführungsbestimmungen vorgesehenen Sorgfaltspflichten gegen die Geldwäscherei verletzt;</p> <p>e. eine nach Art. 13, 42 oder 62 dieses Gesetzes vorgeschriebene Meldung an die zuständige Behörde unterlässt oder einer Aufforderung der zuständigen Behörde, den ordnungsgemässen Zustand wiederherzustellen oder die Missetände zu beseitigen, nicht nachkommt.</p> <p>4 Wer in den Fällen von Absatz 3 fahrlässig handelt, wird mit Busse bis zu 50 000 Franken bestraft.</p> <p>5 Versuch und Helfenshaft sind strafbar.</p>	
Art. 133	<p>Widerhandlungen in Geschäftsbetrieben</p> <p>1 Fällt eine Busse von höchstens 100 000 Franken in Betracht und würde die Ermittlung der nach Artikel 6 des Bundesgesetzes vom 22. März 1974¹³ über das Verwaltungsstrafrecht (VStrR) strafbaren Personen Untersuchungsmassnahmen bedingen, die im Hinblick auf die verhängte Strafe unverhältnismässig wären, so kann die Behörde von einer Verfolgung dieser Personen absehen und an ihrer Stelle den Geschäftsbetrieb zur Bezahlung der Busse verurteilen.</p> <p>2 Die Artikel 6 und 7 VStrR gelten auch bei der Strafverfolgung durch kantonale Behörden.</p>	<p>Widerhandlungen in Geschäftsbetrieben</p> <p>Die Artikel 6 und 7 des Bundesgesetzes vom 22. März 1974 über das Verwaltungsstrafrecht (VStrR) sind anwendbar.</p>	<p>Die vorgesehene Regelung ist unnötig kompliziert und muss deshalb vereinfacht werden.</p> <p>Vgl. dazu das Gutachten betreffend die geplanten Strafnormen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Christof Riedo.</p>

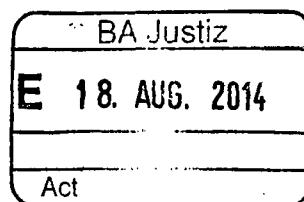
Art. 135	<p>Bei Widerhandlungen im Rahmen der Spielbankenspiele</p> <p>1 Bei Widerhandlungen im Rahmen der Spielbankenspiele ist das VStrR anwendbar.</p> <p>2 Verfolgende Behörde ist das Sekretariat der ESBK, urteilende Behörde die Kommission.</p>	<p>Zuständigkeit</p> <p>Die Verfolgung und Beurteilung von Widerhandlungen gegen dieses Gesetz obliegt den Strafbehörden des Bundes.</p> <p><i>Gleichzeitig ist Art. 23 der Schweizerischen Strafprozessordnung vom 5. Oktober 2007 (StPO) anzupassen.</i></p> <p>Variante:</p> <p>Bei Widerhandlungen im Rahmen der Spielbankenspiele</p> <p>1 Das Bundesgesetz über das Verwaltungsstrafrecht (VStrR) ist anwendbar.</p> <p>2 Verfolgende Behörde ist das Sekretariat, urteilende Behörde die Kommission.</p>	<p>Die ESBK ist als Aufsichtsbehörde nicht die geeignete Strafverfolgungsbehörde. Am sinnvollsten ist es, die Strafbehörden des Bundes als zuständig zu bezeichnen.</p> <p>Vgl. dazu die eingehende Begründung im Gutachten betreffend die geplanten Strafnormen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>
Art. 136	<p>Bei Widerhandlungen im Rahmen der Grossspiele und der Kleinspiele</p> <p>1 Die Verfolgung und die Beurteilung der Straftaten im Rahmen der Grossspiele und der Kleinspiele obliegen den Kantonen. Die kantonalen Strafverfolgungsbehörden können die interkantonale Vollzugsbehörde zur Untersuchung beiziehen.</p> <p>2 Die zuständige interkantonale Vollzugsbehörde verfügt im Strafverfahren über dieselben Verfahrensrechte wie die Privatklägerschaft. Sie kann überdies gegen einen Strafbefehl Einsprache erheben. Die Staatsanwaltschaft teilt der interkantonalen Vollzugsbehörde die Einleitung eines Vorverfahrens mit.</p>	<p>Streichen</p> <p>Variante:</p> <p>Bei Widerhandlungen im Rahmen der Grossspiele und der Kleinspiele</p> <p>Verfolgung und Beurteilung der Straftaten obliegen den Kantonen. Die kantonalen Strafverfolgungsbehörden können die interkantonale Vollzugsbehörde zur Untersuchung beiziehen.</p>	<p>Den kantonalen Staatsanwaltschaften fehlt das für eine wirksame Strafverfolgung erforderliche Spezialwissen. Am sinnvollsten scheint es, auch diese Delikte durch die Strafbehörden des Bundes verfolgen und beurteilen zu lassen.</p> <p>Vgl. dazu das Gutachten betreffend die geplanten Strafnormen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>

Art. 137	Verfolgungsverjährung Die Übertretungen verjähren nach fünf Jahren.	Verfolgungsverjährung Verbrechen und Vergehen verjähren nach sieben, Übertretungen nach fünf Jahren.	Mit dieser Regelung würde die Verfolgung von Verbrechen und Vergehen frühestens nach 10 Jahren verjähren. Eine derart lange Frist ist für die fraglichen Tatbestände nicht angemessen. Vgl. dazu das Gutachten betreffend die geplanten Strafnormen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.
Art. 140	Spielbanken 1 Auf der Grundlage des Spielbankengesetzes vom 18. Dezember 2000 ¹⁵ erteilte Konzessionen laufen am 31. Dezember 2023 ab. 2 Die Ausübung der mit der Konzession verliehenen Rechte und Pflichten richtet sich nach dem vorliegenden Gesetz. 3 Die Spielbanken passen ihre Konzepte, Verfahren und Abläufe an das vorliegende Gesetz an. Sie unterbreiten die Änderungen der ESBK bis spätestens ein Jahr nach dessen Inkrafttreten.	Spielbanken 1 Auf der Grundlage des Spielbankengesetzes vom 18. Dezember 2000 ¹⁵ erteilte Konzessionen laufen am 31. Dezember 2023 ab. 2 Die Ausübung der mit der Konzession verliehenen Rechte und Pflichten richtet sich nach dem vorliegenden Gesetz. 3 Die Spielbanken passen ihre Konzepte, Verfahren und Abläufe an das vorliegende Gesetz an. Sie unterbreiten die Änderungen der ESBK bis spätestens ein Jahr zwei Jahre nach dessen Inkrafttreten.	Der Zeitrahmen von einem Jahr zur Anpassung der Konzepte, Verfahren und Abläufe ist bei laufendem Spielbetrieb zu knapp. Die Anpassungsfrist ist auf zwei Jahre zu verlängern, wie bei den Grossspielen gemäss Art. 143.
Art. 141	Gesuche um den Betrieb von online durchgeführten Spielen Die konzessionierten Spielbanken können ab Inkrafttreten dieses Gesetzes Gesuche um Erweiterung der Konzession um das Recht einreichen, Spielbankenspiele online durchzuführen.	Gesuche um den Betrieb von online durchgeführten Spielen Die konzessionierten Spielbanken können ab Inkrafttreten dieses Gesetzes Gesuche um Erweiterung der Konzession um das Recht einreichen, Spielbankenspiele online durchzuführen.	Das Online-Verbot muss so rasch als möglich aufgehoben werden.

Art. 146	<p>Referendum und Inkrafttreten</p> <p>1 Dieses Gesetz untersteht dem fakultativen Referendum.</p> <p>2 Der Bundesrat bestimmt das Inkrafttreten.</p>	<p>Referendum und Inkrafttreten</p> <p>1 Dieses Gesetz untersteht dem fakultativen Referendum.</p> <p>2 Der Bundesrat bestimmt das Inkrafttreten.</p> <p>3 Die Bestimmungen für die Erweiterungen der Konzession um das Recht, Spiele online durchzuführen, werden vorgezogen in Kraft gesetzt.</p>	<p>Nebst der vorgezogenen Inkraftsetzung muss im Anhang des Geldspielgesetzes „Aufhebung und Änderung anderer Erlasse“ das Online-Verbot im Spielbankengesetz aufgehoben werden.</p>
----------	--	---	--

* * *

Office fédéral de la justice
Domaine de direction Droit public
Unité Projets et méthode législatifs
Bundesrain 20
3003 Berne



Neuchâtel, le 5 août 2014

Réponse à la consultation sur le projet de loi fédérale sur les jeux d'argent

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil fédéral a chargé le DFJP de consulter les milieux intéressés sur le projet de la loi fédérale sur les jeux d'argent. Notre prise de position concernant le projet de loi fédérale sur les jeux d'argent est la suivante :

Les produits bruts des jeux des casinos et les taxes y afférentes versées à l'AVS et aux cantons sont en fort recul depuis 2007. En 2013, ils sont même tombés au-dessous du niveau de l'année 2004, bien que deux nouveaux casinos aient été ouverts entre-temps à Neuchâtel et à Zurich.

Comparaison annuelle 2007 à 2013:

Produit brut des jeux:	moins 27% (soit CHF 274 millions de moins)
Impôt sur les maisons de jeu:	moins 34% (soit CHF 183 millions de moins)

Le recul des produits bruts des jeux est principalement imputable aux fournisseurs concurrents, qui ne sont guère contrôlés, quand ce n'est pas du tout, et qui peuvent donc agir en toute liberté. Les clients sont toujours plus nombreux à abandonner les maisons de jeu suisses pour ces offres – en partie très novatrices. Celles-ci peuvent être subdivisées comme suit:

- a) offres dans les régions frontalières
- b) offres en ligne
- c) jeux illégaux, notamment dans les bars et les clubs

a) Offres dans les régions frontalières

De nouvelles maisons de jeu en France et un grand nombre de salles de jeu dans le sud de l'Allemagne ont été érigées ces dernières années. En Italie du Nord, ce sont plusieurs milliers d'appareils à sous supplémentaires qui ont été installés. Pour les maisons de jeu suisses, cela représente une perte annuelle d'env. CHF 100 millions du volume du produit brut des jeux. En outre, de nombreux clients ont migré vers les maisons de jeu en place dans les régions frontalières.

b) Offres en ligne

En 2012, le volume de marché des jeux de casinos en ligne offerts en Suisse depuis l'étranger s'est élevé à env. CHF 100 millions. Tendance à la hausse.

c) Jeux illégaux, notamment dans des bars et des clubs

Des bandes organisées exploitent dans une proportion croissante des clubs de jeux illégaux. Le volume du produit brut des jeux était estimé à CHF 150 millions en 2011. La situation s'est encore dégradée depuis.

Ces nouvelles offres captent immédiatement la demande pour des jeux intéressants et novateurs et entraînent une baisse des chiffres d'affaires des casinos suisses et péjorent l'AVS. En même temps, les mesures efficaces de protection contre les dangers du jeu qui sont prises par les maisons de jeu sont contournées. Cette évolution doit être stoppée.

Le projet loi sur les jeux d'argent affaiblit la capacité concurrentielle des maisons de jeu et se traduit par un nouveau recul des chiffres d'affaires des casinos et des impôts versées à l'AVS et aux cantons. Cette évolution doit être stoppée avec la nouvelle loi sur les jeux d'argent. Le législateur doit revenir à ses objectifs initiaux. Les Suisses doivent jouer dans les casinos suisses contrôlés et surveillés, et non avec des exploitants étrangers et illégaux. Ceci présuppose que les casinos suisses soient attractifs pour les clients. Les impôts correspondantes couleront ainsi dans les caisses de l'AVS et non vers l'étranger.

Dans un tel contexte, il est impératif que la nouvelle loi sur les jeux crée des conditions cadres qui améliorent la compétitivité des casinos suisses. A propos du présent projet de loi, nous faisons les propositions centrales suivantes:

- Définition positive et compétitive des jeux de casino
- Permettre l'introduction rapide d'innovations
- Limitation des automates de loterie (Tactilo) à leur état actuel
- Aucun tournoi de jeux d'argent en dehors des maisons de jeu
- Empêchement rapide et efficace des jeux illégaux aussi sur Internet
- Renonciation à la commission de prévention

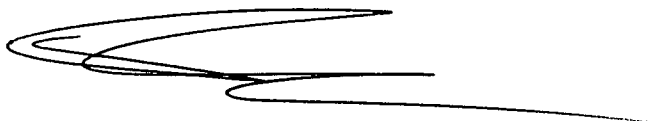
Avec nos cordiales salutations

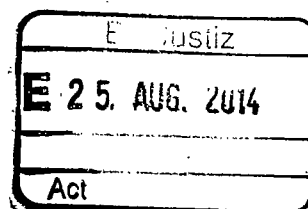
Nom: *Neisterhans*

Prénom: *Rémy*

Signature:

RETRIVA SA
CH. DE LA BACONNIÈRE 57
2017 BOUDRY
RETRIVA@BLUEWIN.CH





Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Zürich, 20. August 2014

Vernehmlassung zum Entwurf eines neuen Geldspielgesetzes

Sehr verehrte Frau Bundesrätin,
sehr geehrte Damen und Herren

Die Ringier AG reicht Ihnen hiermit ihre Stellungnahme zum Entwurf des Geldspielgesetzes innerhalb der vom Bundesamt für Justiz angesetzten Frist ein und gibt der Hoffnung Ausdruck, dass im weiteren Gesetzgebungsverfahren den nachfolgenden Überlegungen Rechnung getragen und insbesondere die in dieser Stellungnahme aufgezeigten Inkohärenzen beseitigt werden. Die Vernehmlassung beschränkt sich auf einen Ausschnitt der vorgesehenen Regelung. Diese Einwände bestehen zusammengefasst darin, dass die Begriffe "Geldspiel" und "Gewinnspiel" nicht verlässlich abgegrenzt sind, womit direkt der Geltungs- bzw. Unterstellungsbereich betroffen ist.

I. Vorbemerkung

Zunächst ist es nach Ansicht der Ringier AG keineswegs zwingend, die bisher in vielfacher Hinsicht getrennt behandelten Bereiche "Lotterie" und "Spielbank" einheitlich zu erfassen. Es ist insbesondere nicht zu sehen, welche Vereinfachung sich daraus für wen ergeben könnte. Auch der Umfang des Gesetzes von fast 150 Artikeln spricht nicht für eine "Verschlankung", woran die Aufhebung des Lotterie- und des Spielbankengesetzes nichts ändern. Da der Entwurf ja weiterhin davon absieht, eine einheitliche Bundesoberbehörde für den gesamten Geldspielbereich zu schaffen, ist die vorgesehene Lösung jedenfalls unter dem Gesichtspunkt einer Vereinfachung von Zuständigkeiten kein Fortschritt, auch wenn dies von Ihnen bzw. den beteiligten Stellen behauptet wird. Es ist auch nicht so, dass die geltende Regelung - nämlich das verhältnismässig neue Spielbankengesetz neben dem altbewährten Lotteriegesetz - zu irgendwelchen schwerwiegenden Mängeln geführt hätte ausser jenen, welche die beteiligten Aufsichtsbehörden behaupten. Es ist vielmehr mit Nachdruck festzuhalten, dass insbesondere der gesamte Bereich der Lotterien unter dem seit Inkrafttreten vor über 90 Jahren praktisch unverändert gebliebenen Lotteriegesetz problemlos geregelt war und bis heute keinerlei Mängel, Missstände oder sonstige ernsthafte Probleme damit aufgetreten wären.

II. Mangelhafte Koordination innerhalb der Art. 1 und 3 des Entwurfs

Die beiden Grundpfeiler des Gesetzes - Schutz vor Gefahren und Verwendung des Gewinns von Geldspielen zu gemeinnützigen Zwecken - sollen nicht in Frage gestellt werden. Wo eine Teilnahme an einem Spiel auch gratis möglich ist, besteht von vorne herein kein Anlass für einen gesetzgeberischen Eingriff. Das entspricht der geltenden Rechtslage, namentlich der verfassungsmässigen Grundlage des Art. 106 BV. Auch behauptet ja der Entwurf, er übernehme die heutige, bewährte Regelung (Erläuternder Bericht, Seite 1 unten). Aber der Entwurf des Geldspielgesetzes macht durch ein unkoordiniertes Nebeneinander von definierten und undefinierten Begriffen den Unterstellungs- bzw. Nichtunterstellungsbereich konturlos, was gegenüber dem Ist-Zustand ein klarer Rückschritt ist. So war - richtigerweise - in der Botschaft zu Art. 106 BV mit keinem Wort Bezug genommen worden auf die heute bestehenden Veranstaltungen, an denen auch ohne Leistung eines Einsatzes, also gratis

teilgenommen werden kann. Und es ist nicht nur deshalb nicht zu sehen, wie der Wortlaut von Art. 106 BV erlauben könnte, in der Ausführungsgesetzgebung auf Spiele mit Gratisteilnahme anwendbar zu sein. Auch der Vorentwurf des Gesetzes geht deshalb richtigerweise davon aus, dass es "nichtunterstellte" Spiele bzw. Veranstaltungen gibt, und er sagt (S. 1 unten/2 oben) zunächst auch ausdrücklich, dass Gewinnspiele zulässig sein sollen, wenn "an ihnen auch gratis teilgenommen werden kann".

Art. 1 enthält in seinem Absatz 2 eine Aufzählung von Vorgängen, die ausdrücklich nicht unter das Gesetz fallen. Gemäss lit. d. sind dies "Gewinnspiele und Wettbewerbe zur Verkaufsförderung". Es ist grundsätzlich richtig, diese ausserhalb der vorgesehenen Regelung zu belassen, weil es ganz offensichtlich an einem schützenswerten Rechtsgut fehlt.

Art. 3 umschreibt eine Reihe - wichtiger - Begriffe. Dass die "Sportwetten" des Art. 3 lit. c. etwas anderes sind als die "Sportwettkämpfe" von Art. 1 lit. c. liegt zwar nahe, wird im Gesetz aber nicht erklärt. Denn warum "Sportwettkämpfe" ausdrücklich von einer Unterstellung ausgenommen sein sollen, ist nicht einzusehen, haben sie doch sowenig wie sonstige "Plauschveranstaltungen" (Grillabende, Familiensportanlässe usw.) oder kulturelle Ereignisse (Musik-, Tanz- und sonstige Darbietungen) von ihrem Wesen her irgendetwas mit "Geldspielen" zu tun. Dass zwischen den nichtunterstellten "Sportwettkämpfen" und den "Sportwetten" ein Zusammenhang bestehen kann, soll gar nicht bestritten werden - aber er ist sicher über Art. 62 hinaus zu erklären. Denn dass in Art. 3 lit. c. zusätzlich noch der Begriff des "Sportereignisses" auftaucht, trägt nicht zur Klarheit bei, und worin der Unterschied zwischen dem "Sportereignis" und dem "Sportwettkampf" besteht, erschliesst sich nicht. Es scheint nötig, hier Klarheit zu schaffen.

Diese Inkohärenz ist nicht die einzige: Es wird nämlich weder in Art. 1 noch in Art. 3 umschrieben, was das "Gewinnspiel" sei - aber das erscheint wichtig, wenn man sich vor Augen hält, dass Gewinnspiele ausserhalb des Anwendungsbereichs des Gesetzes stehen (Art. 1 Abs. 2 lit. d.). Der Erläuternde Bericht darf sicher nicht an Stelle des Gesetzes treten, zumal seine Ausführungen weder klar noch überhaupt konsistent sind: So wird - entgegen S. 1 und 2 - auf der S. 33 im entsprechenden Absatz 3 unausgeschieden zwischen "Gewinnspielen" und "Geldspielen" im gleichen Zusammenhang geschrieben. Nun kann aber

nicht etwas gleichzeitig ein zulässiges (nichtunterstelltes) "Gewinnspiel" und ein dem Gesetz unterstelltes "Geldspiel" sein, wenn man sich schon vorgeblich um der Klarheit willen die Mühe macht, verschiedene Begriffe im Gesetz zu verwenden und an diese Begriffe dann Rechtsfolgen (wie namentlich die Unterstellung) knüpft. Darauf wird gesondert zurückzukommen sein.

Erschwert wird das Problem dadurch, dass der Gesetzesentwurf bewusst die bisherige - und seit nunmehr neun Jahrzehnten bewährte - Definition der Lotterie aufgibt (Erläuternder Bericht S. 34): Lotterien waren durch das Vorliegen der vier Elemente Einsatz-Gewinnmöglichkeit-Zufall-Planmässigkeit gekennzeichnet (so auch richtig der Erläuternde Bericht auf S. 7). Das Element der "Planmässigkeit" war das taugliche Abgrenzungskriterium zu den Spielbankenspielen und hat keineswegs zu "Abgrenzungsproblemen" geführt, sondern vielmehr die nötige Abgrenzung überhaupt erst ermöglicht: Wo Planmässigkeit vorlag, handelte es sich um Lotterie und damit nicht um Glücksspiel im Sinne des Spielbankengesetzes, umgekehrt führte das Fehlen von Planmässigkeit in der Regel zum Glücksspiel. Nimmt man aber schon eine an sich unnötige Neudefinition der Lotterie vor, so muss man die dadurch entstehenden neuen Probleme eindeutig lösen - denn die "Planmässigkeit" verliert damit jede Relevanz und erlaubt nicht länger, "Lotterien" von "Nichtlotterien" zu unterscheiden.

III. Geldspiel und Gewinnspiel sind abzugrenzen

"Geldspiele charakterisieren sich im Wesentlichen durch zwei Elemente, die Leistung eines Einsatzes und die Gewinnmöglichkeit" (Erläuternder Bericht, S. 34). Es handelt sich also um "Spiele", die das vermittelnde Dritte zwischen dem "Einsatz" und der "Gewinnmöglichkeit" darstellen.

Diese Spiele sind offensichtlich etwas Anderes als die "Gewinnspiele und Wettbewerbe", die der Art. 1 lit. d. ganz vom Gesetz ausnehmen will. Das "Geldspiel" ist nicht das "Gewinnspiel", sonst dürfte und könnte man sie nicht unterscheiden, oder umgekehrt: Wären Geldspiel und Gewinnspiel dasselbe, dürfte man nur einen der beiden Begriffe im Gesetz verwenden. Das "Gewinnspiel" ist aber offensichtlich auch nicht identisch mit dem "Wettbewerb", der

seinerseits vom "Geldspiel" und vom "Gewinnspiel" zu unterscheiden ist (ohne dass der Entwurf eine Wettbewerbsdefinition enthält). Immerhin sind "Gewinnspiel" und "Wettbewerb" in der Weise gleichgeordnet, dass sie nicht als "Geldspiele" im Sinne des Gesetzes gelten, sondern ausdrücklich davon ausgenommen werden. Die Ausnahme wird dadurch gerechtfertigt, dass der Teilnehmer zu gleichen Bedingungen auch "gratis" teilnehmen kann (Art. 1 Abs. 2 lit. d., so auch Erläuternder Bericht S. 1 f.). Die chancengleiche Gratisteilnahme hat denn auch in der Vergangenheit als Abgrenzungskriterium (Nichtunterstellung unter das Lotteriegesetz) fungiert und funktioniert. Das wäre alles auch ganz richtig, wenn nun der Erläuternde Bericht später, nämlich auf S. 33, nicht unnötig Unklarheiten schaffen würde. Es heisst: "Bei derartigen Spielen" - gemeint sind hier die Gewinnspiele und Wettbewerbe - "darf kein Einsatz verlangt werden, der sich direkt auf das Spiel bezieht. (....) Geldspiele mit spielbezogenem Einsatz sollen immer in den Geltungsbereich des Gesetzes fallen." Damit wird also die Trennung gerade aufgehoben, die die Art. 1 und 3 bringen sollen: Wo ein "spielbezogener Einsatz" vorliegt, wird das Gewinnspiel zum Geldspiel, ohne dass das im Gesetz stünde oder wenigstens aus dessen Systematik eindeutig hervorginge. Konsequenz müsste es eben dann in der Definition des Geldspiels (Art. 3 lit. a.) auch heissen, dass ein Geldspiel vorliegt bei Spielen, bei denen gegen Leistung eines "spielbezogenen" geldwerten Einsatzes oder bei Abschluss eines Rechtsgeschäfts ein Geldgewinn oder ein anderer geldwerter Vorteil in Aussicht steht. Denn nicht einfach der "Einsatz", sondern nur der "spielbezogene Einsatz" scheint relevant zu sein, sonst wären die Ausführungen zum Gewinnspiel unlogisch. Ebenso sehr verwischt der Erläuternde Bericht damit die Abgrenzungsfunktion der "Gratisteilnahme": Denn entweder führt Gratisteilnahme immer dazu, dass ein nicht unterstelltes Spiel vorliegt, oder die Gratisteilnahme ist überhaupt belanglos - dann wäre aber gar kein Gewinnspiel ohne Unterstellung denkbar. Worin schliesslich der "spielbezogene Einsatz" bei einem Gewinnspiel liegen könnte, an man definitionsgemäss auch gratis teilnehmen kann, ist nicht zu sehen. Schon gar nicht ist zu sehen, dass allein erhöhte Übermittlungsgebühren ein "spielbezogener" Einsatz sind, sie sind ja vom Spiel und dessen Ablauf bzw. Regeln vollkommen unabhängig. Mit anderen Worten: Eine Betrachtung dieser Begriffe, aber auch des Inhaltes der Botschaft zeigt, dass der Begriff der Geldspiele nach wie vor unklar ist und insbesondere die Begriffsbestimmung von Art. 3 nicht klar genug zum Ausdruck bringt, ob bei Geldspielen, an denen alternativ auch gratis teilgenommen werden kann, bereits eine Ausnahme bestehen soll und das neue

Geldspielgesetz nicht zur Anwendung gelangen soll. Es erweist sich als fatal, dass das Gesetz mit einer neuen Begrifflichkeit arbeitet, ohne selbst darüber Klarheit zu haben. Es muss also dafür gesorgt werden, dass das Gesetz nur mit Begriffen arbeitet, die es selbst konsistent definiert.

Diese Klarheit kann auf einfache Weise wie folgt geschaffen werden, wobei jede der nachfolgend erwähnten drei Möglichkeiten dasselbe Resultat hätte:

Variante 1:

Es wird in Art. 3 eine Definition des Gewinnspiels eingefügt, etwa in der Art:

"Gewinnspiele: Geldspiele, bei denen chancengleich auch gratis teilgenommen werden kann;"

Variante 2:

Es wird in Art. 1 Abs. 2 lit. d. die Einschränkung "zur Verkaufsförderung" gestrichen, denn es gibt bei grundsätzlichen Zulässigkeit von Gewinnspielen keinen Grund, diese einer "Zweckbindung" zu unterwerfen. Das entspricht, um einen rechtsvergleichenden Hinweis zu machen, auch der liechtensteinischen Regelung: Diese nimmt Gewinnspiele zur Verkaufsförderung ausdrücklich von der Geldspielgesetzgebung aus und unterstellt sie einzig der Gesetzgebung über den unlauteren Wettbewerb:

„Art. 1

Gegenstand und Geltungsbereich

1) (...)

2) (...)

3) Auf Gewinnspiele zur Verkaufsförderung finden die Vorschriften des Gesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb Anwendung."

Die ausdrückliche Nicht-Unterstellung unter das liechtensteinische Geldspielgesetz erfordert nicht, dass eine ausdrückliche Unterstellung unter das UWG erfolgen müsste; sie könnte aber (wie in Art. 1 Abs. 3 der liechtensteinischen Regelung) erfolgen.

Variante 3:

In Art. 3 lit. a wird das Wort „nur“ zwischen die Wörter "denen" und "gegen" eingefügt: Ein Geldspiel im Sinne des Gesetzes liegt vor, wenn nur gegen Leistung eines geldwerten Einsatzes gespielt werden kann (analog der heutigen Regelung im Art. 43 Abs. 2 LottV, SR 935.511). Denn wenn eine Gratisteilnahmemöglichkeit besteht, steht eben der geldwerte Vorteil oder der Geldgewinn nicht in einem direkten Zusammenhang mit der Leistung des geldwerten Einsatzes, sondern dieser Vorteil oder Geldgewinn kann auch ohne Leistung des geldwerten Einsatzes, also gratis, erworben werden.

Um sicherzustellen, dass wie bis anhin das Gewinnspiel mit Gratisteilnahme voraussetzungslos zulässig ist, müssen angesichts der vom Erläuternden Bericht geschaffenen Unklarheiten die vorerwähnten Anpassungen im Gesetzestext erfolgen.

Wir ersuchen Sie, sehr verehrte Frau Bundesrätin, sehr geehrte Damen und Herren, um Berücksichtigung der vorstehenden Anregungen im weiteren Verlauf des Gesetzgebungsverfahrens.

Mit freundlichen Grüßen

Ringier AG

Michael Voss
CEO Publishing & Entertainment

Adrian Dudle
Chief Legal Officer